

MÉDITERRANÉE

30 voix pour bâtir un avenir commun

ENTRETIENS RÉALISÉS PAR

AGNÈS LEVALLOIS

&

JACQUES OULD AODIA



IPEMED

• INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN •

MÉDITERRANÉE

30 voix pour bâtir
un avenir commun

*Nous remercions Déborah Perez
et Mohamed Reda Ellorhaoui
qui ont participé à la réalisation
des entretiens.*

Editing et mise en page : Patricia Jezequel et Alain de Pommereau

© 2012

SOMMAIRE

- 9 Introduction
- 27 **Pierre Antonmattéi.** *Redéfinir la politique européenne en matière de coopération*
- 31 **Karim Azouz.** *L'Europe peut se régénérer avec la Méditerranée*
- 35 **Akram Belkaïd.** *Il faut accepter qu'il y ait plusieurs espaces méditerranéens*
- 40 **Fethi Benslama.** *Assouplir les rigidités identitaires*
- 45 **Sophie Bessis.** *Renforcer les solidarités entre les sociétés civiles et les mouvements démocratiques*
- 50 **Xavier Beulin.** *L'Europe doit faire un quart de tour sur elle-même et regarder vers le Sud*
- 54 **Ofer Bronchtein.** *Le Sud doit se «nordiser» et le Nord se «méditerraniser»*
- 58 **Pierre Conesa.** *Revenir au «5+5»*
- 62 **Georges Corm.** *Miser sur les nouvelles générations du Nord et du Sud*
- 66 **Zakya Daoud.** *S'appuyer sur les immigrés pour renforcer le lien méditerranéen*
- 70 **Franck Debié.** *Bâtir un projet politique sur les bases d'une culture matérielle commune*
- 75 **Kemal Derviş.** *L'Europe est à redéfinir et la Méditerranée a son mot à dire*
- 80 **Kawtar Eddahmani.** *Construire sur ce qui lie et non sur ce qui sépare*

- 84 **Aouatif El Fakir.** *Les jeunes contestataires forment une passerelle entre le Nord et le Sud*
- 88 **Omar El Mourabet.** *L'émancipation politique, économique et culturelle des pays du Sud est en marche*
- 92 **Élisabeth Guigou.** *Ne pas commencer par les institutions, mais par les projets*
- 96 **Bahadir Kaleagasi.** *La Méditerranée exerce une influence réelle sur la Turquie*
- 100 **Mehdi Lahlou.** *Reconstruire un partenariat en tenant compte de la soif de démocratie et de justice*
- 104 **Olfa Lamloum.** *Bâtir une vraie convergence par le bas*
- 108 **Eneko Landaburu.** *Établir un partenariat nouveau en consolidant la démocratie et la société civile*
- 112 **Sophia Mappa.** *La double incompréhension de l'Europe*
- 117 **Toni Maraini.** *Les politiques migratoires, une affaire de civilisation*
- 122 **Gustave Massiah.** *Ce sont les mouvements sociaux qui construisent les régions*
- 126 **Radhi Meddeb.** *Repenser la relation économique entre les deux rives dans un partage plus juste*
- 130 **Miguel Moratinos.** *Pour une Convention euro-méditerranéenne*
- 135 **El Mouhoub Mouhoud.** *La décolonisation commence maintenant*
- 139 **Hans Stark.** *Les révolutions arabes ont bouleversé la perception de l'espace méditerranéen*
- 143 **Hubert Védrine.** *Une communauté ne se décrète pas, elle découle de liens tissés et de projets communs*
- 146 **René Yerly.** *Les moyens pour établir une coopération euro-méditerranéenne*
- 150 **Héla Yousfi.** *Un désir très fort d'émancipation*

*Vois-tu, nous avons d'abord bâti dans du sable,
Le vent a emporté le sable.
Puis nous avons bâti dans du roc,
La foudre a brisé le roc.
Il faut qu'on pense sérieusement à bâtir
dans l'humain.*

Ahmed Bouanani

Poète et cinéaste marocain (1938-2011),
extrait des *Persiennes*,
Éditions Stouky, Rabat, 1980

INTRODUCTION

Agnès Levallois et Jacques Ould Aoudia

Méditerranée ? De quel espace parlons-nous ?

ESPACE PARTAGÉ pour communiquer, échanger, circuler ? Ou espace frontière, espace de séparation, espace de protection ?

Mer à franchir ou mer à fermer ?

La Méditerranée compose une réalité géographique évidente. Mais a-t-elle le même sens selon que l'on habite à Rabat, Marseille, Alger, Rome ou Le Caire ? Les visions des États sur cette mer coïncident-elles ?

La Méditerranée, espace unique ou fractionné ? Fractionné entre Nord et Sud ? Entre bassin occidental et bassin oriental ? Un espace qui n'est pas reconnu par tous comme géographie pertinente : il fait sens avec une rare intensité pour les uns quand il n'en a aucun pour les autres. Et s'il est pertinent, c'est pour qui ? Pour les élites ? Pour la grande masse des populations ? Les populations non riveraines, au Nord comme au Sud, se sentent-elles méditerranéennes ?

L'espace méditerranéen existe-t-il encore aujourd'hui ? N'est-il pas excessif de parler d'identité méditerranéenne ? Le débat méditerranéen n'est-il pas obsolète ? Pour autant, peut-on contester la *culture matérielle* commune, des *modes de vie* communs ?

Et si l'espace méditerranéen n'était pas un mais multiple ? Et si l'appartenance à cet espace se superposait avec l'appartenance à d'autres espaces ? Les pays maghrébins sont proches de l'Europe mais se sentent aussi berbères, africains et ils développent des relations de plus en plus étroites avec la Turquie et les pays du Golfe. La Turquie est à la fois européenne, balkanique, riveraine de la mer Noire, partie de l'espace turcophone d'Asie centrale. Elle n'en est pas moins méditerranéenne que l'Algérie ou la Grèce, et ses appartenances multiples lui donnent un atout dans la rénovation des relations entre les deux rives de la Méditerranée. L'Espagne est atlantique et méditerranéenne. L'Égypte est

reliée à l'Afrique de l'Est par le Nil en partage et entretient par les migrations d'intenses relations avec les pays du Golfe... La France aussi est multiple : atlantique, alpine, méditerranéenne et sa frange nord-est présente tant de caractéristiques communes avec ses pays frontaliers... D'autres identités collectives sont possibles, comme celle du monde arabe qui unit de façon concrète les sociétés à travers une langue, une culture communes (dont la religion), une histoire, dont celle de la lutte contre le colonialisme. À l'âge la mondialisation, il n'y a plus d'identité unique, exclusive.

Pourquoi ne pas laisser les espaces se créer et se chevaucher, s'emboîter les uns dans les autres en suivant la dynamique des affinités créées par les sociétés, en laissant les Méditerranéens naviguer entre des *comptoirs identitaires* auxquels ils seraient libres d'emprunter des éléments ? La reconnaissance de cette pluralité serait même un facteur structurant du Méditerranéen, qui est avant tout un être extraordinairement plastique, qui vit des diversités de paysages, de lumières, de situations, au sein même de son pays.

Cette diversité des espaces de référence renvoie aux multiples identités des Méditerranéens. Identités multiples assumées et fécondes de leurs différences, ou identités meurtrières ? Et si la Méditerranée devenait cet espace tampon permettant d'assouplir la rigidité des structures identitaires ?

Un espace chargé d'histoire. Écrasé par l'histoire ? Par trop d'histoire ? Un espace marin bordant des territoires mythiques, porteurs des charges les plus puissantes dans tous les registres symboliques : religieux, national, historique, artistique, romantique... pour lesquels tant d'hommes et de femmes ont pu vivre et mourir.

Un espace de diversité et d'unité des paysages, tout à la fois. Chaos et harmonie des sociétés. Espace de domination, d'empires, de colonisations, espace de violence, de séparation, de purification ethnique, de ségrégation... Espace de convivialité, d'harmonie, de chaleur humaine, de proximité et de partage, de solidarité... Espace de beauté, loué par les poètes, architectes, peintres, sculpteurs, musiciens... Espace de violences entre nations, entre communautés, au sein des communautés, entre familles, au sein des familles... Espace de créativité, mais aussi de fermeture, d'immobilisme...

Un espace de rayonnement sur toutes les parties du monde, mais aussi de repli. Un espace toujours convoité depuis l'Antiquité. Un

espace qui a perdu une partie de son autonomie à être pris dans les enjeux des grands acteurs du monde. Un espace longtemps divisé entre grands empires, mais qui, comme l'a décrit Fernand Braudel, génère en dépit de ses divisions une certaine unité de civilisation, notamment par l'intensité des échanges qui s'y déroulent.

Un espace meurtri : presque tous les auteurs des entretiens insistent sur l'importance de ne pas nier l'obstacle majeur que constitue le conflit entre Israël et la Palestine, dont les effets se font sentir sur l'ensemble de la région. Un obstacle que ni les parties ni les acteurs régionaux ne parviennent ou ne veulent résoudre. Aucun projet à l'échelle régionale ne peut évacuer cette question douloureuse, et son absence de résolution pèse lourdement sur les chances de parvenir à des constructions communes. Ainsi, profondément, la formation de cet espace méditerranéen est-elle suspendue au blocage mémoriel formé par la dette de l'Europe vis-à-vis d'Israël, dont le *paiement* est réparti sur les autres sociétés riveraines, pourtant étrangères à ce traumatisme.

Un espace à la nature fragile, fragilisé par l'aveuglement des sociétés à consommer ses ressources rares et à polluer et bétonner un littoral convoité. Un espace parmi les plus menacés par le réchauffement climatique. Rareté de l'eau, modifications climatiques, pollution de la mer sont autant de problèmes communs qui affectent indistinctement le Sud et le Nord de la Méditerranée. Un espace où nous avons tout à apprendre (ou à réapprendre) des savoirs traditionnels accumulés pour vivre dans des conditions d'extrême rareté (en eau, en énergie, en terre), savoirs qui ont maintenu la vie sur tout son pourtour depuis des siècles. Saurons-nous reconnaître à temps l'immense modernité de ces savoirs traditionnels dont la Méditerranée recueille tant de variétés et les faire fructifier en les enrichissant des savoirs modernes ?

Un espace qui a produit un chapelet de villes mythiques : Venise, Alexandrie, Athènes, Tanger, Barcelone, Beyrouth, Rome, Cordoue, Avignon, Tunis, Marseille, Alger, Istanbul, Athènes, Jérusalem, Vérone, Damas, Nice... qui ont façonné au fil des siècles des traits communs de civilisation urbaine spécifiques, fort distincts de la grille nord-américaine ou de la *ville-rue* d'autres lieux. Prenons quelques secondes pour laisser remonter dans notre esprit les évocations symboliques, culturelles, historiques de chacun de ces noms de ville...

Un espace aux disparités profondes, illustrées par exemple par les inégalités des potentiels agricoles entre rives Nord et Sud, qui fait de

celle-ci la première zone d'importation du monde pour les produits de base, mettant en question la sécurité alimentaire des populations.

Un espace bloqué dans son développement politique et économique demeuré, sur sa rive Sud, dans une logique rentière, où l'accès aux ressources, financières et symboliques, s'effectue plus par le statut, la relation aux puissants, que par l'effort productif et l'innovation. Un espace resté jusque-là à l'écart des démocratisations qu'ont connues d'autres grandes régions du monde : Amérique latine, Russie, Europe centrale et Balkans, certains pays d'Asie de l'Est...

Un espace traversé du Sud au Nord, au risque de la noyade, par les jeunes à la recherche d'un travail, d'un espoir. Un espace de plus en plus verrouillé par le Nord vieillissant, en proie au doute, inquiet sur son identité et son sentiment de perte de maîtrise, pour avoir abandonné aux marchés des pans entiers de sa souveraineté dans un monde globalisé.

Un espace traversé d'Est en Ouest par la ligne qui sépare pays développés et pays en développement. Une ligne qui tend à se brouiller avec les bouleversements du monde, avec l'émergence inédite de pays à la fois puissants (en richesse totale) et pauvres (en richesse par tête), avec l'affaiblissement de l'Europe en pleine crise d'identité de n'avoir plus le monopole, avec les États-Unis, de l'écriture des règles qui régissent le monde, avec les poussées démocratiques dans les pays arabes...

Finalement, l'Euro-Méditerranée fait-elle sens ? Un concept qui dans ses termes, signe le caractère euro-centré du projet, le regard impérial du Nord sur le Sud, associant un espace territorial intégré avec des normes qui convergent, un marché commun... et une étendue marine. Du stable comme la terre peut-il s'associer à du mouvant comme la mer ? Un terme chargé d'ambivalence niant le caractère méditerranéen d'une partie de l'Europe. Ne convient-il pas d'abandonner le vocable *Euromed*, par trop marqué négativement, et lui substituer simplement celui de *Méditerranée*, restaurant ainsi la symétrie de position de chacune des sociétés riveraines, de chacun des pays riverains ?

Des projets conçus au Nord et projetés sans succès

C'EST DANS CET ESPACE d'une incomparable complexité que les projets politiques élaborés au Nord se sont projetés sans succès depuis cinquante ans. *Politique méditerranéenne*, puis *Politique méditerranéenne renouvelée*, *Partenariat euro-méditerranéen*, *Politique de voisinage*, *Union pour...* des projets politiques pensés dans une posture de surplomb du

Nord sur le Sud, privilégiant la construction institutionnelle d'État à État, noyée dans des procédures opaques et hypertrophiées, se déployant sur des géographies résultant d'arbitrages diplomatiques entre pays du Nord, sans égards ni pour les pays ni pour les sociétés du Sud.

Il est facile de comprendre pourquoi de tels programmes n'ont pas *mordu* sur les réalités sociales et politiques des pays du Sud, lesquels sont restés sous la coupe de régimes autoritaires qui n'avaient pas même l'excuse de développer leur pays, comme ont su le faire les régimes autoritaires d'Asie de l'Est. Le soutien sans faille que les pays du Nord ont accordé à ces dirigeants autoritaires en échange de leur *protection* contre migrations et terrorismes, le double langage développé par l'Europe sur les droits de l'homme, se sont avérés des calculs de court terme. Ces choix pèsent aujourd'hui dans les imaginaires sociaux du Sud, alors que les poussées démocratiques se sont manifestées dans tous les pays arabes depuis la fin 2010.

Mais ce bilan n'est-il pas à analyser différemment selon que l'on est au Nord ou au Sud ? Après tout, la demande du Nord portait sur la protection contre l'immigration et la gestion sécuritaire de l'islamisme politique, l'ouverture des marchés pour ses entreprises et la sécurité d'approvisionnement énergétique. Et, sur ces terrains, l'Europe a été servie. Tandis que pour le Sud, le développement politique et économique est resté à la porte, même si le soutien de l'Europe aux régimes autoritaires n'explique pas à lui seul, loin de là, ce piétinement.

De l'ensemble de ces appréciations critiques émerge cependant un trait positif : l'approche par les projets, mise en avant dans les dernières années, ressort comme un progrès certain qui devra être conservé dans les futures entreprises communes en Méditerranée.

De même, l'espace de concertation en format « 5+5 », regroupant les pays de la Méditerranée occidentale (Tunisie, Algérie, Maroc, Espagne, France, Italie), auxquels s'adjoignent la Mauritanie, la Libye, Malte et le Portugal, présente un cadre de travail jugé pertinent, même s'il n'est pas exclusif d'autres regroupements.

Les pays du Sud de l'Europe ont nié leur appartenance à la Méditerranée

CE QUI S'EST JOUÉ au sein de l'Europe et de sa construction institutionnelle a été soutenu par un mouvement profond érigeant le fonctionnement des sociétés du Nord-Ouest de l'Europe en modèle, déniait la diversité culturelle au sein même de l'Union, déversant même le

mépris sur le Sud de l'Europe. On se souvient du qualificatif « PIGS » pour désigner les pays de son arc méridional : Portugal, Italie, Grèce et Espagne (Spain). L'approche anglo-saxonne a triomphé à Bruxelles, orientant la politique européenne vers la suprématie de l'économie comme support principal des mutations des sociétés et, au sein de l'économie, vers la suprématie de l'approche par les marchés avec un surdimensionnement de la dimension financière. On sait depuis 2007 dans quelle crise ce modèle a plongé les pays d'Europe et les États-Unis.

L'aspiration vers ce modèle a concerné particulièrement les sociétés méridionales de l'Europe et leurs élites, qui, plutôt que de revendiquer leur spécificité au sein du continent, avec ses forces et ses faiblesses (comme les pays scandinaves peuvent marquer leur différence), ont nié leur appartenance méditerranéenne, s'alignant sur un mode de régulation sociale, une relation à l'État et à l'action collective que les sociétés ont finalement refusés. La crise grecque, mais aussi les profondes difficultés de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie, témoignent de cet écart : pour avoir voulu jouer le *jeu des autres* plutôt que de jouer le leur, ces pays sont en proie à d'importants déséquilibres sociaux et politiques.

La France, dont une large partie des élites regarde aussi vers le Nord, est partiellement concernée par ce schéma. Depuis quarante ans, son rôle dans la construction méditerranéenne a été effacé (elle n'a proposé aucune initiative nouvelle pendant le Partenariat euro-méditerranéen) ou maladroit, avec le lancement en fanfare de l'Union pour la Méditerranée, qui s'est avérée si décevante. De ce fait, la construction commune en Méditerranée a été marquée par la vision anglo-saxonne, sans effet d'entraînement sur les sociétés du Sud. Cela s'est traduit, concernant la politique méditerranéenne de l'Europe et son offre de *Partenariat euro-méditerranéen* formulé à Barcelone en 1995, dans la croyance que le libre-échange allait substituer les mouvements de marchandises à ceux des personnes et, en arrière-plan, qu'il pouvait constituer l'axe majeur d'une politique de développement pour les pays de la rive Sud. Là encore, on sait ce qu'il en est advenu.

Les sociétés arabes se sont remises en marche

APRÈS LES FLAMBÉES des mouvements nationaux qui, il y a un demi-siècle, les ont conduit à l'indépendance, ces pays ont connu dans l'ensemble plusieurs décennies de stagnation, de blocage même. Depuis deux ans, les sociétés arabes se sont remises en mouvement, marquant

la fin de la période postcoloniale. Avec des fortunes diverses selon les pays, l'expression des peuples du Sud et de l'Est de la Méditerranée depuis 2011 a clairement manifesté dans les urnes sa défiance vis-à-vis de ces élites occidentalisées qui n'ont pas engagé depuis les indépendances leur société sur la voie du développement. L'éducation de masse dispensée au Sud, malgré des lacunes, ainsi que les nouveaux moyens de communication, produisent leurs effets : la jeunesse ne s'accommode plus d'une société verrouillée par la culture du monolithisme autoritaire (dans sa version laïque), par la prédation rentière et l'humiliation. Les sociétés arabes découvrent qu'en leur sein, elles sont multiples, contradictoires, comme toutes les autres sociétés du monde, et que la soumission à un modèle unique n'a plus cours. À leur façon, elles devront apprendre à vivre avec cette diversité, à composer avec la divergence, l'opposition, à pacifier les rapports entre majorités et minorités, à respecter la critique et le contradicteur.

À l'échelle historique, c'est bien ce que révèlent ces mouvements. Et même si les forces politiques qui ont récupéré la dynamique engagée présentent bien des caractéristiques du monolithisme autoritaire (cette fois dans sa version religieuse), elles ne pourront à terme perpétuer le verrouillage des sociétés, désormais ouvertes, plus instruites et plurielles.

Ces surgissements des sociétés vont avoir d'importantes conséquences dans le devenir de chacun des pays du Sud, mais aussi dans les relations entre pays riverains de la Méditerranée pour les années à venir.

Au Nord comme au Sud, le défi du renouvellement

POUSSÉES, VOIRE CRISPATIONS identitaires au Nord et au Sud de la Méditerranée sur fond de crise dans toutes ses dimensions vont bouleverser les relations entre les sociétés et leurs gouvernants des deux rives. Au Sud, les révolutions ont ouvert une nouvelle ère : les mutations à l'œuvre prendront des années à stabiliser les sociétés sur une autre trajectoire avec, comme partout ailleurs, des avancées et des reculs, dans le tâtonnement, les tensions, les alliances et les trahisons, les violences... des grandes mutations sociales. Après plus d'un demi-siècle de blocage, les sociétés se sont mises en mouvement, en libérant dans le désordre de gigantesques tensions accumulées depuis des décennies, tensions qui prennent et prendront des expressions violentes. Cette mise en mouvement ouvre de fabuleuses opportunités pour les populations du Sud

d'abord, à reprendre la maîtrise de leur destin en élargissant leurs possibles, en ouvrant l'espérance d'une modernisation politique heureuse. Mais aussi pour celles du Nord, à envisager l'avenir avec de véritables partenaires, certes plus exigeants, mais autonomes, avec des dirigeants plus légitimes, plus proches des préoccupations de leur société.

Au Nord, l'avenir est tout aussi incertain, entre faible dynamisme économique, poussées identitaires, fragilité démocratique et déclin démographique. Mais les contraintes de la crise combinées à celles de l'écologie peuvent offrir l'opportunité d'accélérer la mutation nécessaire du modèle consumériste, la prise de conscience pour l'Europe de la réduction de sa maîtrise sur le monde, bref, la redéfinition de l'Europe sur de nouvelles bases, autour d'un projet ouvert sur le monde et sur sa proximité qui redonnera un élan aux sociétés du Nord. L'Europe a besoin d'une réforme en profondeur, d'une redéfinition qui posera aussi la question des frontières. Celles-ci devront être multiples, fonctionnelles et non plus territoriales. La Turquie propose de participer activement à la construction d'un tel ensemble et d'institutions capables de gérer cette multiplicité d'espaces. Elle peut être un trait d'union. Et cette redéfinition de l'Europe devra prendre en compte la Méditerranée, non pas comme périphérie, mais comme cercle à intégrer d'une façon pragmatique et fonctionnelle, par des politiques communes.

Dans ce moment historique de redéfinition de l'Europe, la Méditerranée toute entière a son mot à dire.

Les migrations, une question centrale dans toute construction commune

LES MIGRATIONS OCCUPENT dans les esprits une place très importante, tant au Nord qu'au Sud, dans les sociétés comme dans les préoccupations des dirigeants. Dans les sphères politiques, elles sont perçues comme problème, comme contrainte. Mais saurons-nous les prendre comme sources d'opportunités ? De fait, elles jouent un parfait effet miroir, reflétant les forces et les faiblesses internes des sociétés. Au Sud, elles questionnent leurs capacités à retenir leurs enfants en leur offrant d'autres perspectives que le départ pour l'émigration. Au Nord, elles mettent au défi leur dynamisme, leurs capacités à s'ouvrir et à accueillir l'autre, l'étranger, le différent. Là encore, le défi du renouvellement affecte tous les riverains, au Nord comme au Sud.

Dans les sociétés du Nord, la question migratoire est largement instrumentalisée par les politiciens, à fin de détourner l'attention des socié-

tés des conséquences du chômage de masse et de la crise d'identité qui secouent l'Europe. Le débat est figé, capturé par les forces qui jouent des émotions de court terme stimulant la peur, le repli, sans égard pour les dynamiques profondes des sociétés qui, selon des schémas différents selon les pays européens, finissent sur le moyen et long terme par intégrer les nouveaux arrivants.

Revisitons ce qui s'est passé en 2011 : l'Europe, avec ses 500 millions d'habitants, s'est effrayée devant l'afflux des 25 000 Tunisiens quand, dans le même moment, la Tunisie avec ses 10 millions d'habitants, accueillait plus de 250 000 réfugiés libyens.

Au Sud, la migration est omniprésente dans les imaginaires, à la fois comme solution individuelle aux blocages politiques et sociaux, mais aussi, très concrètement, par les innombrables liens vivants, tissés au sein des familles écartées dans l'espace transnational formé par l'Europe et les pays d'origine des millions de migrants et issus de migrants qui y vivent. Dans ce contexte, les projets européens sont clairement identifiés comme relevant d'un pacte sécuritaire de contrôle des émigrations passé avec les dirigeants du Sud. Et ce pacte s'est élargi depuis dix ans aux migrations de transit des Africains sub-sahariens.

Rien ne pourra se construire de solide et de mutuellement profitable dans la région sans que cette question de la migration soit totalement repensée et, pour avancer sur cette dimension, il faut mobiliser les sociétés, avec toutes les difficultés de cette tâche car le sujet est sensible. L'Europe ne peut rester éternellement une forteresse blindée : la main-d'œuvre du Sud, face à la démographie vieillissante du Nord, apparaît comme une véritable chance dont il faudra tirer des bénéfices mutuels. Comment ? Des solutions existent, qui visent à déployer le dispositif productif des entreprises sur l'ensemble de la région, incluant les riverains du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Mais aussi à mobiliser l'énergie des migrants pour le développement de leur pays d'origine.

Sur la question de la circulation des personnes, il faut se préparer à avoir une politique de visas de travail moins restrictive. À court terme, il faut faciliter l'obtention de visas pour les Méditerranéens appelés à faire de courts séjours en Europe, pour des raisons académiques ou professionnelles. Mais, dans tous les cas, la question du respect des personnes et des droits doit être mise au centre des approches. Il en va des valeurs communes à construire, il en va aussi des intérêts communs des sociétés du Sud comme du Nord, ainsi que de ceux des migrants.

Le redéploiement productif, solution incontournable

LA DIMENSION ÉCONOMIQUE de la construction régionale fait l'objet parmi les personnes avec qui nous avons échangé d'une convergence remarquable. La solution passe par le renforcement compétitif de la région face aux ensembles nord-américain et asiatique, obtenu par le déploiement des chaînes de valeur et de production à l'échelle de la grande zone régionale comprenant l'Europe et les riverains du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Cette stratégie, faisant de la région un tremplin vers le marché mondial, peut se construire en jouant des complémentarités démographiques, techniques, énergétiques, financières, comme a su le faire le Japon avec les pays de son entourage (qui deviendront les *Tigres asiatiques*), comme le pratique au cœur même de l'Europe l'Allemagne avec les pays de l'Est. Et ce déploiement devra dépasser les formules de sous-traitance pour prendre des formes nouvelles, comme la généralisation des entreprises communes avec investissements croisés de cotraitance, les colocalisations, mobilisant les ressources humaines par des migrations circulaires du Sud au Nord comme du Nord au Sud...

Devant l'évidence partagée de cette orientation, on s'interroge sur la difficulté de sa mise en œuvre. C'est que cette option stratégique représente un renversement polaire des relations entre les pays d'Europe et la rive Sud, relations marquées à l'échelle historique par la préférence du Nord à l'importation du travail (les migrants) plutôt que l'exportation du capital (l'investissement au Sud). Ce renversement suppose au Nord que les dynamiques industrielles se redressent et supplantent l'aspiration à la financiarisation des économies. Elles supposent un profond changement d'orientation valorisant l'action collective, rendant des espaces aux politiques publiques dans une nouvelle configuration des relations entre États et marchés. Elle suppose au Sud, à tout le moins, le décloisonnement des échanges Sud-Sud. Cette ouverture entre pays du Sud a été largement citée par les auteurs comme une des clés des constructions communes en Méditerranée. Elle correspond aux aspirations profondes des sociétés du Sud, et les poussées démocratiques dans les pays arabes devraient contribuer à lever les obstacles à ce décloisonnement.

Au total, les bouleversements en cours au Sud comme au Nord pourraient ouvrir ces voies. Mais de part et d'autre, les défis seront rudes.

Trente voix pour construire un avenir commun

FACE AU PIÉTINEMENT, voire aux échecs, des propositions projetées sur la région par le Nord depuis quarante ans, et dans la configuration actuelle pleine d'incertitudes et d'opportunités à venir tant au Sud qu'au Nord, il a paru nécessaire de prendre le temps de la réflexion et du recul. Le temps pour donner la parole à des acteurs qui ont mêlé leur trajectoire personnelle à cette région, au travers de leur action, leur engagement, leur recherche.

L'exercice présenté ici expose sans fard, librement, parfois rudement, les perceptions de la situation actuelle, dans la diversité des approches et dans ses contradictions. C'est à partir de ce foisonnement que nous pouvons éclairer les avenir possibles. Cet ouvrage collectif révèle le souhait de sortir d'un cadre rigide, de représentations toutes faites. Il ne livre pas des propositions d'action, mais suggère des démarches nouvelles pour aborder les questions régionales. Il se veut une contribution à la nécessaire réflexion collective pour redonner aux sociétés qui composent cette région l'idée qu'une partie de leur avenir se jouera en commun, par la nécessité de la géographie et par le poids de l'histoire longue. Elle se jouera comme part du grand concert de la mondialisation qui a accéléré le rythme du monde, où de nouveaux acteurs sont apparus, puissants et rapides dans leurs évolutions.

À l'écoute des entretiens (effectués entre octobre 2011 et septembre 2012) avec les trente personnalités qui ont bien voulu partager leurs idées sur cette partie du monde à laquelle ils sont tous attachés, nous sommes impressionnés par la diversité des points de vue, des approches, des opinions, des espoirs et des craintes : un kaléidoscope s'est offert à nous au fil des rencontres, pour décrire une région d'une variété inouïe dans une unité reconnue, un espace pétri de contradictions, d'oppositions, où le pire est souvent associé au meilleur, où la diversité, la différence peuvent être source de richesse ou cause de conflit, où la nature somptueuse peut être violente, comme les hommes, où les extrêmes se côtoient au plus près, s'aiment et se haïssent avec grandeur, gloire et bassesse... mais toujours avec passion.

De cette diversité d'approches émergent cependant trois idées partagées en étroite cohérence entre elles.

La première indique que toute construction commune doit s'appuyer sur les sociétés, doit émaner d'elles, plutôt que d'être proposée par le haut. Ce qui ressort des échanges avec les auteurs, c'est bien l'impé-

rieuse nécessité de remettre tout projet en direction de la région sur ses bases, c'est-à-dire en lien avec les sociétés. Au lieu de construire à partir des institutions, la région a besoin de projets intelligibles pour ses habitants. Aujourd'hui, les poussées démocratiques dans les pays arabes élargissent les possibilités pour engager cette démarche d'inclusion des sociétés. Celle-ci sera longue et complexe. Mais il faut prendre le temps de cette construction par les sociétés. Ce sera du temps gagné sur le long terme : on ne fera pas la Méditerranée sans les Méditerranéens. N'oublions pas que les ensembles régionaux se construisent aussi par les mouvements sociaux mobilisant en commun les sociétés civiles : c'est le refus de la guerre en Irak qui avait largement rassemblé les sociétés dans tous les pays à Londres, Paris, Varsovie, Berlin, Madrid, Rome, Casablanca, Alger, Le Caire, Istanbul. Plus près de nous, c'est au nom de la justice sociale que les sociétés se sont mises en mouvement à Madrid, Tel Aviv, Tunis, Tripoli et Le Caire.

La seconde idée est que les périmètres d'action, les ensembles pertinents, ne peuvent être décidés à l'avance par les États, mais doivent se déterminer à partir des dynamiques concrètes qui s'engagent sur le terrain, dynamiques sociales, culturelles, économiques, politiques. En place de découpages géographiques préétablis, les projets devront réunir dans un premier temps les pays et les sociétés qui ont volontairement adhéré à ces programmes, en des géographies variables. Au lieu de procédures lourdes et opaques préexistantes aux projets, chacun d'eux génèrera ses institutions *ad hoc*, avec ses objectifs et ses exigences de redevabilité devant les sociétés. Il faut accepter les géométries multiples de projets, comme une nécessité pour répondre aux multiples identités qui traversent les sociétés, comme elles traversent aussi chacun des individus qui composent ces sociétés. Cela renforce encore la pertinence de l'approche par projets sur des périmètres variés.

Il faut aussi s'attendre à l'ouverture de nouvelles routes d'échanges au sein de la région, notamment sous l'impulsion de la Turquie qui regarde désormais vers les rives Nord de l'Afrique. Mais aussi à l'élargissement des périmètres d'intérêt qui débordent largement la région. Les États riverains du Sud veulent sortir du tête-à-tête avec l'Europe : ils regardent de plus en plus dans toutes les directions que la mondialisation a ouvertes, notamment vers les pays du Golfe et les pays émergents.

La troisième idée partagée est que le temps du surplomb du Nord sur le Sud est terminé. L'approche *euro-méditerranéenne* de Bruxelles, plutôt

que de favoriser le multilatéralisme régional en stimulant le décloisonnement entre les pays de la rive Sud, a consolidé les relations Nord-Sud héritées de l'époque coloniale. Elle est aujourd'hui largement invalidée.

Toute construction à venir n'aura de chance de s'établir durablement, de produire paix et prospérité, que si elle se bâtit sur des bases réellement égalitaires, avec des pays et des sociétés reconnus comme pairs. Les responsabilités sont partagées : la façon de rééquilibrer les relations Nord-Sud passe aussi par le développement des échanges et de la coordination entre riverains du Sud, ce que les poussées démocratiques dans les pays arabes permettent et vont favoriser. Ni nostalgie orientaliste, ni vision folklorique, ni supériorité civilisationnelle ! La période néocoloniale est bel et bien terminée, et les multiples conséquences de cette mutation historique ne sont pas encore toutes perceptibles. Il est à noter que ce sont, parmi nos interlocuteurs, les jeunes qui ont exprimé cette idée avec le plus de force.

Nous insistons sur la cohérence profonde de ces trois idées partagées par nos interlocuteurs : c'est elle qui donne corps à une nouvelle approche pour construire en commun un espace viable.

ALLER AU PLUS PROFOND des sociétés en prenant le temps d'élaborer en commun un projet pour la région, faire confiance aux mouvements sociaux... Les moments historiques que vivent les sociétés de la région, celles au Nord et celles au Sud, peuvent créer une opportunité permettant d'élaborer sur de nouvelles bases un projet commun. Peut-on aller jusqu'à dire que la légitimité de cet espace méditerranéen n'est pas dans le passé mais réside dans un nouveau projet élaboré ensemble ? Il reste à l'imaginer, à le faire vivre. Et ce que nous disent ces entretiens est clair : ce sont les sociétés qui donneront les impulsions nécessaires à la construction de cet espace commun, y compris en abordant, en discutant, en se confrontant avec les thèmes les plus difficiles de cette construction, à commencer par les migrations et les questions identitaires qui travaillent toutes les sociétés.

Au fil des entretiens, nous avons senti que la question culturelle apparaissait comme l'élément clé dans tout projet de construction commune en Méditerranée. Par question *culturelle*, nous entendons celle des imaginaires sociaux qui imprègnent profondément chacun des deux ensembles de pays de part et d'autre de cet espace méditerranéen, imaginaires qui ont à voir avec l'identité. Et la question identitaire ne se vit

pas de la même façon ici et là-bas. Elle est imprégnée de l'emprise du religieux au Sud, en recherche d'un équilibre assumé profondément par les sociétés entre aspirations citoyennes et libertés individuelles d'une part, respect des valeurs religieuses d'autre part. Au Nord, c'est la fin du monopole de la domination sur le monde et ses conséquences symboliques et sociales qui travaillent les sociétés. Là aussi, il faudra trouver la façon de vivre sereinement le nouvel équilibre des forces que la mondialisation dessine sur la planète.

Au fond, nous savons que c'est dans les soubassements des sociétés, dans leurs aspirations profondes, dans les représentations que chacune se fait d'elle-même et de l'autre, qu'il faut chercher les moteurs de la convergence, de l'élaboration de constructions communes, de projets partagés. Non pas que l'économie, la politique, le social n'aient leur rôle à jouer. Mais pour construire cet *espace de paix et de prospérité* dont on a tant parlé, le préalable est bien de toucher ces éléments plus enfouis qui, pour ne pas avoir été jusque-là pris en considération, résistent et mettent en échec les projets communs.

Seule la mobilisation des sociétés permet l'abord de ces domaines enfouis, par des actions de long terme offrant aux acteurs sociaux des espaces communs d'échanges, de partage, de mobilisation des solidarités, de construction de la confiance mutuelle. Pour que les sociétés s'emparent de ces espaces communs, il convient de consacrer des moyens, des moyens collectés tant au Nord qu'au Sud, pour organiser des processus d'échanges au long cours entre les organisations des deux rives (jeunes, étudiants, religieux, formateurs, sportifs, artistes...), de soutenir les organisations professionnelles de base à l'échelle de la région (sur la santé, l'eau, l'agriculture, l'urbanisme, le tourisme, les transports, la communication, les nouvelles technologies, la recherche, la culture...), de dynamiser les coopérations décentralisées entre collectivités locales, entre territoires, entre établissements d'enseignement, hôpitaux, services publics urbains, de favoriser et valoriser les mises en commun des institutions nationales (parlements, conseils économiques et sociaux, organisations de sécurité civile, centres de prospective, armées...).

Pour soutenir le redéploiement productif à l'échelle de l'ensemble formé par l'Europe et les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée, et en faire une zone de haute productivité face au reste du monde, il conviendra de créer un espace intégré de la connaissance, soutenant

des programmes de recherche communs et la mobilité des équipes scientifiques du Nord au Sud. Un investissement de faible coût pour d'importants effets à moyen et long terme.

Les gigantesques défis environnementaux sont communs à toute la Méditerranée : ils sont un terrain privilégié pour construire des biens publics à l'échelle de la région, support de constructions communes aux plans institutionnel, économique, en termes de recherche également, créateurs d'emplois tant au Nord qu'au Sud.

Ces processus pourraient être ponctués par de grands rassemblements entre citoyens des deux rives qui soient l'occasion de débats, de mutualisation, de fêtes, d'événements, de compétitions sportives, d'échanges permettant de regarder l'autre comme il est réellement et non comme nous aimerions qu'il soit et, à partir de là, de sortir de représentations figées et d'envisager une coopération basée sur les volontés communes, sur l'élaboration conjointe des projets.

Il convient, sur tous ces terrains, de convoquer les imaginations des citoyens pour enrichir les propositions d'initiatives communes.

CET OUVRAGE PROPOSE des pistes de réflexion permettant, nous l'espérons, de nous projeter dans des œuvres communes à construire dans un espace méditerranéen apaisé même s'il apparaît que le chemin sera semé d'embûches et qu'il convient de laisser du temps au processus de transition, de faire connaissance avec les nouveaux partenaires au Sud, de tirer parti des mutations en cours au Nord.

Il ne prétend évidemment pas à l'exhaustivité, tous les points de vue ne sont pas représentés. Notre ambition a été de donner la parole à des acteurs venant d'horizons variés afin de recueillir des visions, des pistes incitant à la réflexion, bousculant des idées reçues. Il s'agit d'une photographie à un moment donné, en sachant que les deux rives de la Méditerranée vivent des périodes mouvementées, pleines d'incertitudes et d'interrogations. Mais c'est justement un moment propice pour mettre des idées sur la table et nous accompagner mutuellement dans cette phase historique.

La fondation de l'espace méditerranéen sur des bases culturelles ne peut-elle constituer un horizon commun apte à remobiliser les énergies tant au Sud qu'au Nord de la Méditerranée ? Apte à réussir la double transition à venir ?

Au Sud, la transition vers une modernité à inventer, à construire par l'apprentissage de la diversité, de la différence, des contradictions que le soulèvement de la chape de plomb des régimes autoritaires en cours a révélé. Cette transition ne pourra se mener que par l'élaboration d'un *compromis historique* entre les deux grands courants en présence, celui qui se réclame de la citoyenneté, du droit et du contrat, et celui qui puise dans les références transcendantales. Aucun de ces deux courants ne peut triompher durablement de l'autre, aucune situation stable ne se construira sur l'écrasement de l'un par l'autre. C'est ce que l'histoire universelle nous apprend. Les sociétés du Sud sont donc contraintes au compromis en leur sein, rejoignant en cela le cheminement des grandes modernités fondatrices (anglaise, américaine, française), qui ont toutes construit un tel compromis. Celui que devront inventer les sociétés arabes est à écrire.

Au Nord, les sociétés, secouées par la crise aux multiples dimensions – financière, économique, sociale, politique, écologique – sont aussi confusément dans la recherche d'une nouvelle espérance, de nouveaux modèles positifs. Les pays du Sud de l'Europe peuvent, en assumant leur singularité, leur caractère méridional, ouvrir avec les pays de la rive Sud ce nouveau chantier.

La Méditerranée a été longtemps le centre du monde. Elle a l'obligation de se réinventer aujourd'hui où elle ne l'est plus.

L'hypothèse forte et convergente qui ressort de ces entretiens est que c'est *ensemble* que Nord et Sud de la Méditerranée pourraient sortir de ces transitions difficiles, en élaborant un projet pour ce grand espace régional, un projet ouvert sur le monde, où tous les pays seraient partie prenante.

approche **commune**
construction développement diversité
dynamiques échanges échelle économique
entre **espace** États Europe
historique identité
Méditerranée migrations
monde **Nord pays** politique
multiples
poussées profondes **projets** question recherche
région relations rives sein **social**
sociétés Sud temps
terme

“ Redéfinir la politique européenne en matière de coopération

Pierre Antonmattéi

Un espace pertinent avec des rives interdépendantes

LA PERTINENCE de l'espace méditerranéen est d'abord géographique. Sa spécificité tient à la proximité de ses rives, fondatrice d'un espace. Cette mer a toujours constitué davantage un lien qu'un obstacle, c'est avant tout un moyen de communication. La Méditerranée est une réalité également climatique, point important car nous savons depuis Montesquieu que le développement d'une civilisation est marqué par son climat. Le monde musulman – on a tendance à l'oublier – a joué, notamment au Moyen-Âge, un rôle capital de passeur du savoir de l'antiquité à notre civilisation actuelle. Cette proximité des rives crée de l'interdépendance, c'est particulièrement visible en matière d'immigration. Nous ne pourrions jamais fermer hermétiquement nos frontières.

Trois grandes disparités : la misère, l'absence de démocratie au Sud, le rôle de la religion

LE CLIVAGE N'EST PAS forcément entre une rive et l'autre mais plutôt entre les milieux sociaux. Tout dépend à qui l'on s'adresse : l'homme de la rue, le policier de base ou le responsable policier, pour prendre des acteurs dans mon domaine d'activité. Toutefois, la conscience d'appartenir à une communauté est réelle, mais elle est moins perçue en bas de l'échelle sociale, où le problème est d'abord de manger et de se débrouiller pour vivre. Le lien est aussi présent du fait de la colonisation, via une langue, des habitudes, voire une gastronomie (le cous-cous est, dit-on, le plat préféré des Français). On l'a dit souvent, il existe une relation ambiguë (amour-haine) entre les Français et les Algériens par exemple. La misère constitue la disparité majeure, elle est endémique au Sud quand elle est limitée au Nord. L'utilisation faite de la rente pétrolière – qui peut apparaître comme une malédiction – ne permet pas de la résorber.

Le second élément, c'est l'absence de démocratie, généralisée au Sud de la Méditerranée, alors qu'au Nord, les élections sont libres. Le troisième clivage concerne le rôle de la religion ; en Europe, bien que la situation ne soit pas homogène dans tous les pays, la religion relève d'un choix privé, alors qu'au Sud elle est souvent conçue comme facteur principal d'organisation de la société. La complémentarité essentielle, c'est que nous sommes issus des mêmes peuples, que nous sommes des sangs mêlés qui ont partagé une histoire largement commune.

Des révolutions qui ont désagrégé les systèmes répressifs

CES RÉVOLUTIONS ont beaucoup de points communs avec la révolution de 1848 en Europe. Dans les deux cas, l'élément le plus fascinant est le choc de l'inattendu. Pas plus qu'au Printemps arabe, on ne s'attendait à la révolution française, révolution qui s'est très vite exportée dans toute l'Europe pour déboucher, une centaine d'années plus tard, après de terribles convulsions, sur la généralisation de la démocratie, certes relative et imparfaite, mais tout de même de la démocratie.

Depuis un an, on observe un changement de discours sur les pratiques policières, mais il est peu suivi d'effet. Les interlocuteurs ont parfois changé, mais il subsiste de graves carences et de fortes inégalités en ce qui concerne l'accès à la protection civile et à la sécurité. La conception moderne du maintien de l'ordre n'a pas été suffisamment développée.

La révolution a en partie désagrégé des dispositifs répressifs du passé, avec un risque réel d'accroissement de la délinquance *ordinaire*. Les islamistes ont souvent conquis la majorité dans les urnes, en bonne partie parce qu'ils sont apparus comme les principales victimes de la répression des régimes du passé. Là où le Printemps arabe a le plus soufflé, les forces de sécurité sont en crise et très largement à reconstruire.

Les pays du Golfe financent des projets divers et variés en matière de sécurité et de protection civile. Les États-Unis sont très présents en Jordanie et dans le Golfe, mais l'effet de tout ceci reste limité. C'est essentiellement à l'Europe de mettre en œuvre massivement de l'assistance technique.

L'impact limité des politiques de coopération

MA VISION EST ISSUE des projets que j'ai conduits, qui l'ont été dans le cadre de ce qu'on appelle les programmes Euromed, issus du processus de Barcelone. Comme dans toutes les aides financières de ce type

(Banque mondiale et autres), le risque est celui d'une évaporation de l'argent dans des circuits non souhaités, dans la mesure où la réalité de l'État de droit est très incomplète au Sud de la Méditerranée.

Une chose est sûre : de manière générale, le niveau de vie des populations ne s'est guère amélioré. Par rapport aux sommes injectées, les résultats des politiques européennes vis-à-vis de la Méditerranée sont décevants. Je pense qu'on injecte trop d'argent et qu'il vaudrait mieux se concentrer sur l'assistance technique et arrêter de financer à 100 % des projets dans des pays qui disposent d'abondantes ressources financières.

L'UPM, une bonne idée mais mal gérée politiquement

AUJOURD'HUI l'Union pour la Méditerranée (UPM) reste virtuelle et la conscience d'appartenir à l'espace méditerranéen n'est pas homogène en Europe. Les pays baltes et scandinaves et l'Europe de l'Est plus généralement ne s'impliquent pas lors des appels d'offre lancés pour les projets méditerranéens. L'Allemagne non plus, ce qui est révélateur : elle ne le fait pas d'abord parce que, pour des raisons évidentes, elle s'interdit toute critique de la politique d'Israël, ensuite parce que son centre d'intérêt, c'est l'Europe de l'Est.

Ce qui freine aussi beaucoup de pays, c'est que le Sud de la Méditerranée vit dans une sorte de guerre de cent ans et qu'il est impossible de peser sur cette réalité. Quand nous avons commencé ces projets de formation à la coopération policière internationale, en 2004, personne ne croyait que nous arriverions à réunir autour de la même table des Israéliens, des Libanais, des Algériens, des Palestiniens. Les activités ont été suspendues pendant quelques mois, lors de l'opération *plomb durci* dans la bande de Gaza, mais nous sommes arrivés à réaliser nos projets de formation de manière relativement satisfaisante.

Avec le troisième projet, la participation des États du Sud méditerranéen a augmenté nettement. À titre d'exemple, les Algériens participent beaucoup plus que par le passé, ayant compris que l'accent mis uniquement sur la lutte contre le terrorisme s'était effectué au détriment de la lutte contre d'autres types de criminalité.

Arrêtons de charger l'immigration de tous les maux

L'ALGÉRIE S'EST SERVI dans le passé des restrictions à l'immigration pour alimenter le sentiment anti-français, mais à rebours, la récente campagne présidentielle en France a montré la force de la tentation

démagogique qui consiste à charger l'immigration de tous les maux. Pourquoi serions-nous incapables de faire pour des millions d'habitants de nos banlieues ce que nous avons fait il y a 150 ans pour intégrer à la République des millions de paysans qui au départ en étaient culturellement éloignés ?

La nécessité primordiale est que des pays du Sud se développent et que l'exportation des élites cesse : les dirigeants des pays du Sud peuvent se réjouir de voir partir des éléments considérés comme des opposants politiques. Quant aux pays du Nord, ils pompent sans vergogne les ressources humaines du Sud, les cadres tout particulièrement, et certains discours sur l'immigration sans contrôle vont en fait dans le même sens.

Refonder un partenariat euro-méditerranéen à partir du culturel

LA COOPÉRATION CULTURELLE permet d'essaimer, présente l'avantage de ne pas effrayer et autorise plus facilement une liberté de parole. Ce n'est pas un hasard si la Tunisie, pays où l'influence française est très forte et avec lequel il y avait beaucoup d'échanges culturels, a été notamment engagée dans le Printemps arabe.

Je trouve nécessaire d'encourager l'enseignement de l'arabe en France. Il faut arrêter de dire que c'est la langue des immigrés. C'est une langue véhiculaire importante qui devrait être enseignée dans les « bons » lycées. Les ressortissants des pays arabes vivent mal le fait qu'on leur parle toujours en anglais et en français. Parler leur langue serait le meilleur signe de non mépris. Les Chinois ont une politique intéressante en matière linguistique, ils exigent qu'on leur parle chinois pour négocier des marchés et, sur le plan officiel, refusent de s'exprimer en anglais.

À des états généraux Europe-Sud Méditerranée, doit s'ajouter une manifestation conjointe et multisectorielle, de très grande ampleur, qui permettrait de brasser les idées et les gens et contribuerait à faire évoluer les esprits. N'organise-t-on pas tous les quatre ans, à grands frais, des jeux olympiques ? Des états généraux euro-méditerranéens seraient au moins aussi utiles.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

C'EST UNE VOIE DE communication entre les hommes, une façon de vivre dans la mer-mère de notre civilisation, mais aussi une malédiction à conjurer ensemble...

“ L’Europe peut se régénérer avec la Méditerranée

Karim Azouz

Chargé de mission auprès du secrétaire d’État chargé des Tunisiens résidents à l’étranger, Karim Azouz vit à Paris et travaille en Europe et en Tunisie.

La Méditerranée et le Maghreb, deux espaces complémentaires pour la Tunisie

LA TUNISIE N’A PAS d’avenir si elle reste isolée. Et c’est vrai pour chacun des pays du Maghreb. La Méditerranée et le Maghreb sont pour eux deux espaces-clé. La Tunisie gagnerait à jouer les atouts de son positionnement dans ces deux espaces, des atouts économiques et humains. Ces deux espaces sont pour elle complémentaires et ne sont pas exclusifs des autres espaces (arabe, africain), qui sont plutôt des espaces d’inclusion culturelle et politique. Mais le Maghreb et la Méditerranée sont essentiels pour la Tunisie : la Méditerranée est à la fois une frontière, un lieu de passage et d’échanges (économiques et humains), une ouverture sur l’environnement géographique et géopolitique.

Le Maghreb, un espace vital pour chacun des pays qui le composent

LE MAGHREB N’EST PAS un rêve, mais un espace vital pour penser en commun un modèle de développement. Je souhaite m’investir personnellement pour faire avancer l’intégration maghrébine, car pour l’instant, il n’existe pas de cadre pour construire cet ensemble. L’intégration maghrébine, je la vois économique mais aussi politique : la démocratie ne peut se concevoir pleine et entière que sur l’ensemble du Maghreb. Pourquoi ne pas créer des partis politiques à l’échelle du Maghreb ?

Le Maghreb constitue l’horizon inévitable, la nécessité vitale pour chacun des pays qui le composent. C’est l’espace dans lequel nous devons penser notre devenir. La Libye en fait partie intégrante. Depuis longtemps, elle a des liens étroits, charnels, familiaux, avec le Sud tunisien. L’Égypte s’articule plutôt avec le Soudan (le long du Nil, que ces deux pays partagent) ainsi qu’avec les autres pays du Machrek.

Si on regarde l'ensemble du monde arabe, celui-ci peut se répartir en quatre grandes régions : le Maghreb, l'ensemble formé par l'Égypte et le Soudan, la région comprenant le Liban, la Syrie, l'Irak et la Jordanie et, enfin, les pays du Golfe. Ces quatre entités sont à construire. Et cette construction se fera avec toute l'énergie des sociétés arabes qui se sont libérées depuis peu.

L'histoire s'est remise en marche

DANS LES PAYS ARABES, l'histoire, qui était bloquée depuis les indépendances, s'est remise en marche. Mais, l'énergie contenue était si forte, avait été si longtemps refoulée, que l'on assiste aujourd'hui à des désintégrations (en Irak, en Libye, en Syrie), comme s'il était nécessaire que la somme colossale de tensions retenues, bridées et contraintes jusqu'alors se dissipe. À long terme, avec une volonté politique commune qui servira de cadre à ces énergies, on en fera le ferment d'un projet, pour construire des ensembles régionaux pertinents au sein du monde arabe, multiplier les échanges entre pays et regroupements de pays, et mettre en œuvre un projet de développement coordonné.

Dans le Nord-Est de l'espace méditerranéen, la Turquie a maintenant trouvé son chemin. Héritière d'un empire majestueux, ce pays s'est longtemps cherché. Il s'est perdu, mais maintenant il s'est retrouvé avec une direction politique et intellectuelle qui a remis le pays en marche. C'est un peuple volontaire et travailleur, qui s'active pour rattraper le temps perdu. Comme le peuple chinois, humilié par les grandes puissances au XIX^e siècle, le peuple turc est animé par un sentiment de revanche après le démantèlement de l'empire ottoman.

En tant que future puissance à l'Est, la Turquie rééquilibre la rive Nord de la Méditerranée aux côtés de l'Europe à l'Ouest et joue de plus en plus un rôle actif et intégrateur dans l'espace méditerranéen. Ses interventions économiques se multiplient sur tout le pourtour méditerranéen (et au-delà).

Les Européens ne croient plus à l'Europe

L'EUROPE EST UN GRAND projet, un projet de paix et de rationalité, un projet de dépassement des luttes et oppositions nationales. C'est une idée magnifique, un modèle de coopération. L'avenir de la France est dans l'Europe ! Mais je me sens souvent plus européen que bien des habitants d'ici. Les Européens ne croient plus à l'Europe. Les hommes

politiques manquent d'envergure, ils reviennent à des égoïsmes nationaux, étroits. De plus, ils se sont laissé désarmer : ils ne cherchent pas à maîtriser les marchés financiers qui imposent leurs solutions aux sociétés. Plus profondément, l'Europe se laisse aller au déclin démographique et à la désindustrialisation, sans que les politiques ne réagissent vraiment, avec une part croissante de la population composée de personnes assistées. Cette évolution signe, à long terme, un recul inéluctable de l'Europe. Les hommes politiques laissent filer l'essentiel. Or l'affaiblissement de l'Europe est un danger pour le monde entier et tout particulièrement pour les pays de la rive Sud de la Méditerranée.

L'Europe doit se régénérer, elle n'a pas d'autre alternative

IL FAUT QUE L'EUROPE se régénère, elle n'a pas d'alternative. Le projet d'une *Europe musée*, composée de personnes âgées vivant calfeutrées et protégées dans des vestiges historiques prestigieux, ne tient pas à long terme. Elle peut se régénérer avec les pays de l'autre rive de la Méditerranée, dont les sociétés sont composées de populations jeunes. Avec ces pays, il est possible de répartir les segments de l'appareil productif entre les deux rives, en un jeu à somme positive en termes d'emplois et de création de richesse, notamment au sein d'entreprises communes. Face aux marchés mondialisés, l'Europe et les pays de la rive Sud de la Méditerranée peuvent chacun gagner en combinant leurs ressources : en capitaux et technologie au Nord et en force de travail au Sud. Il faut Renault à Tanger mais aussi en Tunisie et en Algérie. Et il faut Volkswagen en plus de Renault. L'exemple de l'Allemagne, qui a massivement investi en Europe centrale et orientale, prouve que cela a été bénéfique pour l'économie et l'emploi allemands, tout en soutenant puissamment l'émergence des pays de l'Est !

De leur côté, les pays de la rive Sud, plutôt que de jouer la concurrence, doivent coopérer pour augmenter le niveau des échanges entre eux mais aussi pour négocier ensemble avec l'Europe et avec les autres pays tiers. C'est pourquoi le développement de la coordination et des échanges entre pays du Maghreb est indispensable. C'est en cela que l'espace maghrébin et l'espace méditerranéen sont complémentaires pour les pays de la rive Sud.

L'Europe peut compter sur les habitants venant de la rive Sud de la Méditerranée, migrants et descendants de migrants, pour enrayer son déclin, pour se renforcer, en donnant à ces populations la possibilité

d'accéder à des postes de responsabilité, au lieu de les tenir à l'écart. Cette ouverture permettrait d'établir, avec la rive Sud, des relations plus apaisées, plus en phase avec la réalité. Elle multiplierait les opportunités d'échanges économiques et culturels tout en favorisant l'intégration de ces populations, dont une partie est marginalisée.

L'enseignement de l'arabe en Europe ? Un possible levier

PRENONS L'EXEMPLE de l'enseignement de la langue arabe en Europe. Cet enseignement est perçu comme folklorique et ne donne aucun résultat. Or il serait possible d'en faire un levier pour développer les échanges économiques et culturels avec le monde arabe, tout en favorisant en Europe la valorisation et l'intégration des jeunes d'origine arabe qui seraient nombreux à s'investir dans des projets avec les pays de la rive Sud. En un mot, l'Europe a le choix de se recroqueviller, nostalgique de sa position dominante sur le monde, tentant de dissimuler sa peur derrière des murs chaque jour plus élevés, ou bien de s'ouvrir aux énergies venues d'ailleurs et à son environnement méditerranéen.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

J'AI VÉRITABLEMENT COMPRIS la Méditerranée en découvrant le Sud de la France, l'Espagne, l'Italie, Palerme en Sicile... J'ai été saisi par la proximité culturelle et l'identité des modes de vie, de part et d'autre de la mer. Je me suis alors senti charnellement méditerranéen : sur la rive Nord, j'ai retrouvé un bout de ma famille que je ne connaissais pas.

“ Il faut accepter qu’il y ait plusieurs espaces méditerranéens

Akram Belkaïd

Journaliste indépendant, Akram Belkaïd travaille pour différentes publications telles que *Le Quotidien d’Oran*, *Afrique Magazine*, *Slate Afrique*, *Géo* et *Le Monde diplomatique*. Il prépare un ouvrage sur le pétrole de l’Alberta (Carnets Nord). Dernier livre paru, *Être arabe aujourd’hui* (Carnets Nord), 2011.

Un espace difficile à conceptualiser

J’AI ENCORE DU MAL à donner à cet espace une certaine crédibilité. Peut-être est-ce lié à la déception qui est la nôtre depuis Barcelone et toutes ces tentatives politiquement infructueuses. Malgré les lectures que j’ai pu faire, malgré Braudel, j’ai du mal à voir une cohérence méditerranéenne, à envisager une convergence de problématiques entre des groupes d’États tels que le Maroc et l’Algérie d’un côté, la Syrie et la Jordanie de l’autre ou encore la Turquie. L’idée méditerranéenne fonctionne bien comme prétexte à colloques, mais il manque une doctrine qui convaincrerait tout le monde que la Méditerranée n’est pas une idée évidente mais une construction à commencer et à achever.

Pour l’Union européenne, la Méditerranée est une frontière qui doit rester la plus étanche possible, avec quelques sas, plutôt qu’un voisinage. Je suis mal à l’aise avec l’expression *Euro-Méditerranée* parce qu’elle met en vis-à-vis d’un côté l’Europe et de l’autre la mer. Cela révèle une difficulté à caractériser les populations du Sud autrement que par la mer : on aurait pu dire *Euro-Maghrébin* et *Euro-Proche-Oriental*. Ce choix de lexique souligne le caractère euro-centré du projet : l’essentiel réside dans la détermination des Européens à se prémunir pour défendre leurs intérêts. Il faudrait forger un terme autre, qui pourrait découler de ce texte fondateur encore à rédiger.

Il y a des Méditerranées. Les lumières ne sont pas les mêmes. Celle du Maghreb n’est pas la même que celle du delta du Nil, même si elle se rapproche plus de celle de Porquerolles. Il faut se méfier du concept globalisant qui a sans doute beaucoup fait de mal. Il faut accepter qu’il y ait plusieurs espaces. Il y a déjà au sein de l’Europe, l’Europe moné-

taire qui diffère de l'UE et de l'Europe de pouvoir (la triade Allemagne, France et Royaume-Uni). Il faut arrêter d'être sur des conceptions institutionnelles rigides et laisser les affinités faire les choses.

La fascination du Golfe au détriment de l'Europe

QUE LES RÉGIMES portés au pouvoir soient des régimes islamistes risque d'infléchir les relations Nord-Sud dans un sens plus conflictuel même si le caractère ultralibéral des partis islamistes pourrait permettre une entente avec l'Europe, avec l'appui des bailleurs de fonds du Golfe. Les islamistes ont sur la Méditerranée un discours d'une grande pauvreté. Ils adoptent une position offensive et clivante : il faut, selon eux, substituer l'Asie et le soutien des pays du Golfe au Nord. La fascination pour les pétromonarchies est entretenue par des médias comme *Al Jazeera* ou *Al Arabya*. Le Golfe incarne une schizophrénie totale entre maîtrise de la technologie et société traditionnelle, un modèle dont se sont imprégnés des réfugiés de la révolution tunisienne par exemple, partis au Qatar et en Arabie saoudite et qui en ont ramené le mode de vie très oriental. Même à Tunis, on commence à voir des filles de la haute société porter d'elles-mêmes le hijab.

Quant aux élites occidentales, elles sont contestées car elles se sont comportées comme des novices en politique : Ennahda les a piégées sur le terrain de l'identité, débat qui ne répond pas aux besoins du Tunisien de la rue, elles ont été incapables d'attaquer Ennahda sur le terrain du libéralisme et des problèmes économiques et sociaux.

Il y a une certitude qui unit les trois pays du Maghreb, quelle que soit leur couleur politique : ils sont persuadés de pouvoir s'en sortir seuls, sans faire de Maghreb uni. Là aussi, l'idée maghrébine manque de texte porteur, de manifeste. Marzouki est un peu isolé et l'idée qui domine est qu'il faut négocier de façon bilatérale avec l'Europe. Il est difficile de savoir qui fait de la politique dans ces pays, la presse exceptée ? Je ne vois pas de frémissement d'idées intéressantes sur les possibilités de faire un grand Maghreb. On reste dans un schéma de pensée remontant aux années 1960, sans voir comment les pays doivent faire face à la mondialisation.

L'Europe considère intuitivement la Méditerranée comme sa zone d'influence stratégique

LA PAUVRETÉ DU PROJET euro-méditerranéen, fondé quasi exclusivement sur le libre-échange, ne permet de mobiliser personne. L'un des

facteurs de blocage de ces quinze dernières années, est que les pays du Sud de l'Europe (France, Italie, Espagne, Portugal) se sont finalement trop vus européens et pas assez méditerranéens. Au lieu d'être les alliés de fait de leurs voisins immédiats du Sud, ils se sont comportés de façon à signifier leur différence, en étant plus européens que les Européens, et l'ironie du sort est qu'aujourd'hui ils sont rattrapés par leur statut de méridionaux. Une logique de riverains aurait permis à des pays comme l'Espagne de renforcer leur poids au sein de l'UE et les textes européens n'auraient pas pu s'y opposer – c'est déjà ce qui se passe en Baltique. Elle aurait créé un nouveau rapport de force dans l'UE et obligé l'Allemagne à regarder d'un peu plus près ce qui se passe en Méditerranée.

L'intervention en Libye, c'est du postcolonialisme qui ne dit pas son nom : il y a une gestion directe ou indirecte du Sud par le Nord, et les deux rives ne sont jamais perçues sur un pied d'égalité. On ne parle pas de l'Ukraine de la même façon que du Sud de la Méditerranée.

L'un des freins au projet tient à l'échec du processus de paix au Proche-Orient. Il faut réussir à dépasser cela car être solidaire ne suffit plus : la Tunisie va refuser de siéger avec la Syrie, et ainsi de suite. La grande erreur de l'Europe reste d'avoir pensé qu'on allait accepter Israël.

Côté européen, le bilan à court terme de la Politique de voisinage est plutôt positif : l'Europe a obtenu la baisse des barrières douanières et l'ouverture des marchés de pays importateurs de biens de consommation européens. Les questions d'émigration sont relativement bien maîtrisées et les pays font ce qu'on leur demande de faire : ainsi l'Algérie intercepte les gens et a pénalisé l'émigration clandestine de ses nationaux. Le bilan est également bon au niveau énergétique puisque pas une seule fois, l'approvisionnement en hydrocarbure n'a été interrompu (par opposition à ce qui avait pu se passer avec la Russie).

Le bilan inverse, pour les Méditerranéens, est plus difficile à dresser car les pays avaient des bases déjà fragiles. Le partenariat ne les a pas tirés vers le haut. L'Euro-med n'a pas été une force émancipatrice. Derrière la prescription de libre-échange, il y a eu la peur d'ébranler les rentes. On a ainsi substitué des rentes privées à des rentes d'État, pour contrôler le commerce extérieur et assurer des débouchés commerciaux pour les produits européens. La *mise à niveau* a eu des conséquences importantes en Tunisie entraînant la disparition de PME, facteur de chômage. De plus le volet *droits de l'homme* des accords n'a jamais été appliqué par l'UE : fin 2011, les Tunisiens se faisaient tirer

comme des lapins et l'UE n'a rien fait. Comment peut-elle être à présent un acteur crédible ?

Il faut privilégier les dynamiques humaines de circulation

DÈS LORS QUE LES HOMMES peuvent circuler, les projets viennent. À Alger, par exemple, il y cinq journalistes français qui travaillent dans des journaux algériens, c'est marginal mais c'est saisissant de voir que des Français s'installent à Alger car ils ne trouvent pas de travail en France. C'est une dynamique qui crée du lien humain et oblige les politiques à en tenir compte. Il faut mettre en œuvre non pas des colloques, mais des échanges universitaires (Erasmus pour Euro-Med). Certains étudiants ne rentreront pas tout de suite chez eux mais tous seront des petits facteurs d'irréversibilité.

À l'échelle du Maghreb, la situation des échanges intra-maghrébins a régressé par rapport aux années 1970 et 1980. En 1987 il y avait une école mixte de douane algéro-tunisienne, un championnat de foot maghrébin, et tout cela a disparu faute de conviction suffisante et à cause d'un renouveau du chauvinisme.

La logique de grands projets de l'UPM est bonne

CETTE LOGIQUE DOIT néanmoins avoir du contenu et les projets ne doivent pas être que symboliques. Le seul vrai moment de construction c'est par l'énergie et la boucle électrique. Des câbles aboutissent, d'autres non (et ce depuis trente ans entre l'Italie et l'Algérie par exemple). L'interconnexion électrique est un grand projet tout simple. L'autoroute maghrébine est presque achevée mais c'est dommage qu'elle n'ait pas d'équivalent sous la forme d'un réseau ferré intégré. Les trois pays du Maghreb ont chacun un programme nucléaire mais pas de programme commun. Areva a aussi joué un rôle de sécateur en vendant des EPR à tous les pays alors qu'une option aurait pu être de construire un générateur sur la frontière algéro-tunisienne.

De plus, tout ça a besoin de mise en scène : il faut une part de symbolique forte. Les sociétés ne vivent pas de façon sèche. Nous avons besoin de drapeaux, d'hymnes et de signifiants. Il faut un rendez-vous entre les deux rives qui cristallise de façon récurrente ce qu'on vient de dire. Le sport peut constituer un rendez vous intéressant (comme il l'est pour le Commonwealth) et, à cet égard, il est dommage que les jeux méditerranéens aient périclité.

Les rencontres de la jeunesse sont aussi des occasions. Il faudrait opérer une jonction entre les grandes écoles du Maghreb et d'Europe méridionale et faire une université d'été. Cela créerait un réseau de jeunes. La symbolique est pour l'instant incarnée sur le plan institutionnel, mais ce sont toujours les mêmes qui se rencontrent et jamais les jeunes.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

LA BEAUTÉ, MAIS D'ABORD la fragilité où qu'on soit et en permanence : fragilité sismique, climatique, politique.

“ Assouplir les rigidités identitaires

Fethi Benslama

Psychanalyste tunisien vivant à Paris, Fethi Benslama dirige le département de sciences humaines cliniques à l'université de Paris VII après un parcours en ethnologie et psychologie à l'EHESS. Sa thèse a porté sur la fiction des origines dans l'islam. Son engagement politique pour la défense de la laïcité, de la démocratie et du droit des femmes dans le monde arabe et musulman, le conduit en 2004 à la création du Manifeste des libertés avec d'autres intellectuels.

Faire exister la Méditerranée psychiquement et symboliquement

POUR MOI, L'ESPACE euro-méditerranéen pourrait, avec ce qui se déroule aujourd'hui dans le Sud, offrir quelque chose non pas du côté de l'identité mais au contraire assouplir les rigidités identitaires, très fortes au Nord comme au Sud. L'identité est toujours une construction rigide. L'ensemble euro-méditerranéen a un avenir si l'on déjoue la menace des paradigmes identitaires qui travaillent tous les peuples du Nord et du Sud de la Méditerranée, mais qui n'existe pas avec la même ampleur ailleurs, en Asie et en Amérique. Dans ces autres continents, les affrontements liés au monothéisme n'existent pas avec cette acuité. Si on dresse une carte des conflits dans le monde, on verra qu'elle coïncide avec celle des conflits identitaires. Lorsqu'on voyage en Asie, on a le sentiment que l'intégration entre les différents partenaires est plus facile sur le plan culturel et identitaire qu'en Méditerranée.

La Méditerranée n'existe pas dans l'imaginaire des peuples. Elle n'existe que chez les élites, d'une manière informelle, peu précise. Il y a une action à mener pour faire exister la Méditerranée psychiquement et symboliquement chez les gens. C'est important pour construire des stratégies de contournement, d'évitement et d'atténuation des conflits identitaires.

Une refondation politique et culturelle

LA REFONDATION de l'Euro-Méditerranée doit être avant tout politique et culturelle. Faisons ce que les fondateurs de l'Europe auraient aimé faire et commençons par la culture au lieu de se placer d'abord sur le

plan de l'économie. Les révolutions arabes ont fait reculer le paradigme identitaire. Mais c'est comme un train qui met longtemps avant de s'arrêter. Les revendications à la base de ces révolutions sont d'abord des revendications sociales, politiques et économiques. Les conditions, aujourd'hui, sont réunies pour que la question identitaire ne soit plus sur le devant de la scène malgré les apparences. La déjouer, en parlant d'islam modéré, c'est insuffisant.

Il faut que les acteurs de la société civile puissent travailler le corps de ces sociétés, dans une certaine liberté retrouvée. L'explosion d'associations actives est étonnante en Tunisie, et ce, dans tous les domaines. Il faut regarder comment les reconnaître, créer des partenariats, transférer un savoir-faire de la société civile du Nord. Il y a une réflexion de la société civile à conduire pour retisser au Sud le lien entre États et sociétés civiles. Et la collaboration entre acteurs de la société civile Sud-Sud est cruciale : elle sera plus facile à mettre en place que la coopération entre les États. C'est par là que la Méditerranée peut se diffuser dans le tissu social. Si on en reste au niveau des États, on va l'aborder sous l'angle de la sécurité.

Retourner au sunnisme méditerranéen et sortir de l'opposition wahhabisme-chiisme

LE MONDE MUSULMAN est un monde en guerre civile qui se pose la question suivante : « *Qui va parler au nom de l'islam et dire ce qu'est le bon islam ?* » Les parties en guerre sont principalement l'Arabie saoudite et l'Iran, chiisme contre wahhabisme. Depuis la révolution iranienne ce débat a pris en otage le monde musulman. Or la Turquie introduit dans ce débat le sunnisme de l'ancienne puissance : c'est un autre type d'islam, modéré, consensuel. Les Turcs veulent un moyen terme, même s'ils ont leur extrémisme.

Lors d'un débat entre un salafiste de Tunis et un homme, qui est le type même du sunnite, au sujet du droit des filles à venir en burqa à la fac, le sunnite a mis en difficulté le salafiste. Ce dernier était incapable de fonder ce qui lui permettait de s'exprimer sur ce point au nom de l'islam. Il en est venu alors à invoquer la liberté, changeant alors de fondement, ne pouvant plus s'appuyer sur le terrain religieux. Ce débat illustre parfaitement comment cet islam sunnite peut parfaitement déjouer des arguments extrémistes. Si Ben Ali n'avait pas tout bloqué en Tunisie, les salafistes n'existeraient pas.

En Turquie, c'est ce que fait Erdogan. Il introduit un autre islam dans la partie. On n'est plus coincé entre le chiisme et le wahhabisme ! L'islam méditerranéen c'est l'islam sunnite. Les wahhabites, c'est plutôt en Asie. Même l'islam d'Afrique noire est sunnite. En arrivant en Tunisie, Erdogan dit : « *l'État doit être laïc* ».

Madani, « l'islam civil », est un concept qui a énormément d'avenir. C'est un mot très important, qui vient de la même racine que la religion avec une grande puissance ; ce terme a donné *médina*, *dette* (l'obligation, qui fonde la communauté humaine), *jugement* (*el moudain*). C'est un mot d'une polysémie rare.

L'identitaire et le spirituel

AUJOURD'HUI, LA RELIGION est plus un élément identitaire qu'un élément spirituel, et les partis politiques de nos pays ne font pas la distinction entre l'identitaire et le spirituel. L'identitaire est du côté de la souveraineté. Alors que le spirituel est du côté de l'altérité, de la reconnaissance. Ce qui est spirituel c'est de reconnaître que je suis travaillé par quelque chose qui m'échappe. C'est ça le soufisme : ne pas savoir où est le divin et où est l'humain. Au contraire, l'identitaire instaure un clivage. Le spirituel va – et cela permet de revenir à la question de la Méditerranée, cet espace de clivages où les identités sont tout le temps entamées par la circulation, l'échange – permettre la construction de comptoirs identitaires et non des automatismes identitaires.

L'identité, on en a tous besoin, et donc la Méditerranée fonctionne en comptoirs et non en automatismes qui peuvent en venir à la guerre quand les souverainetés sont menacées. Les identités deviennent multiples quand on reconnaît une altérité qui fait que ça ne se boucle pas.

Le besoin de spiritualité ne s'oppose en rien à la démocratie

IL FAUT QUE LES ACTEURS politiques sortent de la simple opposition religion-laïcité. C'est pour cette raison que les partis politiques laïcs en Tunisie ont perdu, parce qu'ils ont calqué des concepts européens qui ne sont pas opérants chez eux.

La veille des élections en Tunisie, un chauffeur de taxi me dit « *qu'il veut les droits de l'homme, la démocratie, la liberté, et le respect de la religion* ». Pour lui, ces concepts ne sont pas contradictoires et il faut arrêter de les opposer. La religion est une source de respect de l'autre, un fondement de morale. On peut associer démocratie et spiritualité ! On

a mené des campagnes électorales à côté de la plaque, en traitant comme archaïque le fait de croire. Le mouvement islamiste, lui, a dit « *on peut avoir les deux* » et ça a marché.

Il faut reconnaître un besoin de spiritualité et de foi chez les gens, besoin qui peut s'allier à la démocratie. Jouer la carte spirituelle de la question religieuse est un élément décisif. Les islamistes savent jouer de la démocratie comme d'un instrument. Mais les démocrates laïcs ont fait des réunions électorales comme si on était à Paris, avec entre les mains une démocratie prêt-à-porter et idéalisée. Il ne faut pas idéaliser la démocratie, c'est un régime redoutable, c'est un *pharmakon* (à la fois un médicament et un poison), entre le paradis et l'enfer.

La religion est une chose grave. On ne peut pas l'éradiquer, car elle apporte aux gens des réponses à des angoisses fondamentales : on ne peut pas demander aux gens d'être des angoissés.

Les dictatures ont interrompu le processus qui portait les gens à comprendre que la théologie brute ne peut pas régler le problème. Il y a beaucoup de dieux dans le monothéisme : un dieu de la certitude absolue... Mais les gens savent qu'il faut lui donner un coup de pouce : ils savent distinguer le Dieu qu'on prie et le Dieu de tous les jours. Ce processus de maturation, les dictatures l'ont bloqué, alors qu'il prend un temps fou pour se mener. Il faut que les peuples du Sud fassent leur expérience. Bien sûr, ils peuvent tomber sur des hommes qui prendront le pouvoir comme en Iran. Mais en Iran, il y a eu une guerre avec 1,5 million de morts, un jeu de stratégie qui a provoqué des radicalisations qui ont écrasé le versant spirituel du chiisme.

Une interview de Bourguiba porte sur la construction ou non d'un État laïc. Bourguiba se prononce pour la construction d'un État avec un islam progressiste. Cette histoire de la laïcité est belle mais il faut faire avec ce que l'on a. Y a-t-il des forces qui peuvent faire émerger quelque chose du côté du civil pour s'inscrire dans une dimension de foi réfléchissante à la kantienne ? Devant cette inévitable question, le Sud comme le Nord doivent se prononcer. Le débat sur la culture en Méditerranée doit tourner autour de cela.

Les populations du Sud de la Tunisie ont accueilli 1,7 million de réfugiés libyens. Des gens considérés comme des islamistes se sont investis dans l'action humanitaire d'aide aux réfugiés et, tout d'un coup, la question du positionnement comme homme civil et non comme homme endoctriné est devenue visible sur le terrain. Sans la révolution,

ils n'auraient jamais agi ainsi et eu cette expérience. La responsabilité leur est apparue aussi forte que la révolution. Celle-ci les a libérés du désir de faire autre chose, de faire d'autres expériences. Un tel langage doit pouvoir être entendu par les hommes politiques.

Au Sud, la religion contribue à maintenir le lien social. Les gens démontrent aujourd'hui la vitalité du lien social, mais le théâtre de la démocratie représentative est insuffisant. Il faut inventer et irriguer le lien social pour que la démocratie participative fonctionne.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

LES COMPTOIRS d'identité, où on vend, on achète, on va chez l'autre, on marchande...

“ Renforcer les solidarités entre les sociétés civiles et les mouvements démocratiques

Sophie Bessis

Agrégée d'histoire, chercheuse associée à l'Iris, Sophie Bessis est spécialiste de la coopération Nord-Sud, de la géopolitique du Tiers-monde et des questions africaines. Elle a été rédactrice en chef de plusieurs magazines et revues (*Ferida, Afrique agriculture, Jeune Afrique, Vivre Autrement, Le Courrier de l'Unesco...*) puis consultante auprès d'organisations internationales (Unicef, Unesco). Elle fut membre du Haut conseil pour la coopération internationale (HCCI) entre 2000 et 2001 et membre de l'Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, la transition démocratique et la réforme politique en Tunisie en 2011. Elle a écrit une dizaine d'ouvrages traitant des questions de développement, du Maghreb et des problématiques alimentaires dans les pays en développement.

Un espace qui n'a pas construit d'imaginaire partagé

LA MÉDITERRANÉE tient aujourd'hui du paradoxe : elle n'est pas une construction purement théorique, mais il n'y a pas non plus d'espace méditerranéen contemporain. Certes, il existe une Méditerranée historique qui a été unie politiquement sous l'empire romain, mais qui est restée ensuite divisée. Elle a été l'un des centres du monde. Il y a donc une mémoire méditerranéenne, ou plutôt des mémoires concurrentes plus qu'un véritable espace. Ici, l'histoire souvent divise. L'existence de ce non-espace est due à plusieurs raisons.

La *dérive* géo-politico-économique des continents fait qu'on ne peut parler d'espace unifié ni politiquement ni économiquement ni culturellement, car il n'a pas le même sens pour les populations de la rive Nord et de la rive Sud. En Tunisie, au sein de l'Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, la transition démocratique et la réforme politique (qui a tenu lieu de Parlement de transition jusqu'aux élections du 23 octobre 2011), il y a eu un vif débat sur l'appartenance géoculturelle et l'identité du pays. De nombreux membres ont nié l'appartenance du pays à l'espace méditerranéen, préférant ne retenir que son caractère arabo-islamique. D'autres au contraire ont insisté sur

la pluralité des mémoires et des histoires dont la Tunisie est héritière pour l'inclure dans l'espace méditerranéen. La question est complexe.

En fait, la Méditerranée telle qu'on l'entend depuis l'accord de Barcelone de 1995 est une pure construction du Nord : les pays européens font comme s'il y avait un consensus sur la Méditerranée, du fait de cette mémoire historique.

Une identité qui s'estompe loin des côtes et des disparités importantes

EN OUTRE, IL N'EXISTE pas d'identité méditerranée collective. Les pays du Sud de la Méditerranée sont divisés entre les populations côtières et les populations des espaces intérieurs, moins en contact avec l'extérieur, où les liens tribaux n'ont pas complètement disparu. Un habitant de la côte dira plus facilement « *je suis méditerranéen* ». Les références identitaires de ces deux populations ne sont pas les mêmes.

Les disparités économiques sont par ailleurs énormes. Ce ne sont pas seulement des disparités de richesse, mais de types de développement. Il y a en effet des pays très riches au Sud, ceux qui disposent d'une abondante rente énergétique. Dans ces pays, les couches supérieures ne sont pas moins riches que leurs homologues du Nord. En revanche, les pauvres du Sud sont beaucoup plus pauvres que ceux du Nord. C'est pourquoi ces derniers ne sont pas vraiment des pauvres aux yeux du Sud et c'est pourquoi le mirage de la migration continue à fonctionner.

Le mot de *développement* est d'ailleurs à utiliser avec modération. Les économies du Sud sont en effet pour la plupart des économies rentières où des segments entiers de la société ne vivent pas sur des logiques de production mais sur des logiques de distribution de la rente. Il n'y a pas de classe d'entrepreneurs. Même dans les pays dépourvus de rente matérielle, il peut y avoir des logiques rentières comme en Égypte, en Tunisie ou au Maroc. Ce sont des sociétés où l'on accède à la richesse par le statut ou par la proximité avec le pouvoir. Ces pays vont-ils pouvoir se développer dans un environnement politique différent ?

Pas d'espace commun tant que la Méditerranée restera un mur

LES CLIVAGES PEUVENT bouger mais ils ne disparaissent pas. En témoignent les politiques migratoires : le premier geste de l'Europe, après la révolution tunisienne de janvier 2011, a été de tenter de refouler les 25 000 Tunisiens qui ont débarqué sur ses côtes. L'accord de Schengen a même failli éclater à cause de ces quelques milliers de migrants.

Cette obsession européenne n'a pas changé. Or il ne pourra y avoir aucun sentiment d'espace commun tant que pour les populations du Sud, la Méditerranée restera un mur.

Sur le plan de l'aide financière, des promesses mirobolantes ont été faites aux pays ayant connu des révolutions, mais en réalité, il y a eu très peu de nouveaux financements. Les ordres de grandeur ne dépassent pas beaucoup ceux des dernières années, en tout cas pour la Tunisie. L'Égypte, elle, a bénéficié d'une remise de dette américaine plus importante. L'Europe, pour l'instant, n'aide pas vraiment les pays en transition, cela ne va pas plus loin que d'habitude.

Enfin, après un moment de réelle empathie, l'opinion au Nord s'est retournée avec l'arrivée au pouvoir d'Ennahda en Tunisie, du PJD (Parti de la justice et du développement) au Maroc et des Frères musulmans en Égypte. Les évolutions récentes sont inquiétantes, mais il est à craindre que les opinions du Nord ne se figent dans le rejet et qu'on occulte la complexité des évolutions. Il faut, au contraire, renforcer les solidarités entre les sociétés civiles et avec les mouvements démocratiques. C'est aussi de cette façon qu'on contribuera à construire un espace commun.

Le bilan d'Euromed est, à mon sens, dérisoire

JE N'AIME PAS LE TERME d'*Euromed*. Pourquoi ne dit-on pas simplement *Méditerranée* ? Déjà le vocable est sujet à questionnement. Quant à une union méditerranéenne, elle n'est pas d'actualité. L'idée de coopération renforcée, de flux, peut avoir du sens mais une union consisterait en quoi ? Dans les années 50, les pères de l'Europe savaient qu'ils ne pouvaient pas convoquer une mémoire partagée ou un imaginaire commun, ils se sont donc fondés sur l'économie.

Mais, en Méditerranée, non seulement il est impossible de se fonder sur des valeurs et un imaginaire communs, mais en plus les économies sont profondément asymétriques. Il faut beaucoup d'ingrédients pour faire une union et dans le cas qui nous occupe, ils ne sont pas rassemblés, ni dans les mémoires, ni dans les désirs. Car qui dit union dit avant tout liberté de circulation. Pendant la période coloniale il y avait des unions, la colonisation française c'était aussi la liberté de circuler, mais elle était fondée sur la domination. Il faut d'autres ingrédients aujourd'hui. Or personne n'a encore inventé les éléments d'une union post-coloniale. L'obsession migratoire européenne va contre toute idée d'union, y compris contre les intérêts de l'Europe.

La Politique européenne de voisinage vers son Sud consiste à contrôler les flux migratoires, à lutter contre le terrorisme et à ouvrir des marchés à ses entreprises. On ne construit pas grand-chose sur des rapports à sens unique. Je suis convaincue qu'une coopération Sud-Sud permettrait une meilleure coopération Nord-Sud. Les intégrations ne sont pas dans l'intérêt des couches dominantes locales car ces couches sont rentières. Mais il n'y aura pas de coopération Nord-Sud sur des bases moins inégalitaires si les pays du Sud n'arrivent pas à coopérer entre eux.

Sur quelles bases refonder un partenariat euro-méditerranéen ?

IL FAUDRAIT LE FONDER, et non le refonder. Le partenariat tient pour l'heure de l'imposture sémantique, comme le codéveloppement. Qu'est-ce que de véritables partenaires ? C'est cela qu'il faut d'abord définir. Apaiser l'histoire pour reconstruire la géographie est la question cruciale. Où la Méditerranée s'arrête-t-elle ? On peut dire qu'il n'y a pas de frontière géographique : les frontières bougent au gré des évolutions politiques. Ainsi, l'Europe a reculé ses frontières vers l'Est au XVII^e siècle pour intégrer pleinement la Russie de Pierre le Grand qui se voulait européen. La Méditerranée occidentale, du détroit de Gibraltar au détroit de Sicile, est une réalité. On peut construire quelque chose là-dessus. Cela avait été essayé avec le « 5+5 », même si cette création avait surtout des présupposés stratégiques.

Pour relancer une dynamique méditerranéenne, il faut interroger les gens. Au Sud, on dira que la Méditerranée, ce doit être d'abord la possibilité d'avoir un visa. Les sociétés sont-elles en phase avec les projets politiques de leurs élites, si projet politique il y a ? Il faut une connexion entre les sociétés et les projets politiques, même si ces derniers peuvent être en avance et faire œuvre visionnaire. Les politiques doivent savoir ce que pensent les sociétés. Les Européens – quelles que soient leurs critiques vis-à-vis de leurs institutions – ne sont pas déconnectés de l'Europe, parce qu'elle s'incarne dans du concret pour eux, bon ou mauvais d'ailleurs. Mais, pour l'instant, tous les projets de la rive Nord concernant la rive Sud ont été des projets d'endiguement. Il y a la hantise du déversoir.

Lever l'hypothèque israélo-palestinienne

LA MÉDITERRANÉE ne se réalise que là où il y a de l'épaisseur historique, de la similarité, des moyens et de la volonté. Concrètement, des domaines doivent être pris à bras le corps, même si la volonté politique n'existe ni

d'un côté ni de l'autre, comme en matière d'environnement. La Méditerranée est en danger comme mer, comme eau et comme côte.

Sur le plan politique, la question *Méditerranée* ne sera pas réellement abordée tant que le conflit israélo-palestinien n'aura pas trouvé de règlement. C'est l'hypothèque principale qui pèse sur le projet méditerranéen – à supposer qu'il y en ait un –, celle qui convoque la politique, le mythe, la stratégie, l'économie. La confiance ne pourra se construire qu'avec le règlement de la question israélo-palestinienne. Ce conflit attise toutes les rancœurs, il est du pain béni pour les nationalismes. Si on veut la Méditerranée, il faut le courage de la construire.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

JE SUIS NÉE, J'AI GRANDI et je vis en partie entre Tunis et Carthage, près des termes romains d'Antonin, et dans la lumière qui les baigne. Mais ça n'est pas un concept politique, on ne construit pas un partenariat là-dessus.

“ L’Europe doit faire un quart de tour sur elle-même et regarder vers le Sud

Xavier Beulin

Agriculteur et syndicaliste français, Xavier Beulin est président de la FNSEA depuis décembre 2010. Il est également président de Sofiprotéol, groupe agro-industriel de la filière oléagineuse et protéagineuse (CA 2009 : 5,5 milliards d’euros).

Un espace complexe, peu cohérent

LA MÉDITERRANÉE, c’est le berceau de l’histoire, des civilisations et des religions. Un exemple : la cuisine méditerranéenne dans laquelle on retrouve les traditions et le plaisir de la table. Il faut par ailleurs s’interroger sur le parallélisme géographique. L’Europe, la rive Nord, a fait le choix d’une institutionnalisation de son espace pour se protéger de certains fléaux. L’espace méditerranéen est beaucoup plus complexe car il y a des différences en matière religieuse et dans le rapport à la laïcité. Certains pays ont opté pour la laïcité comme mode de gouvernance tandis que pour d’autres c’est le contraire. Le poids religieux crée une difficulté à unifier et à trouver un espace méditerranéen cohérent. En particulier, les Européens se pensent comme un bloc monolithique, tandis que les pays du Sud se pensent dans une relation pays par pays.

Le Nord est davantage dans une relation de *business to business*. C’est peut-être un trait de caractère du Méditerranéen qui a besoin d’être dans une relation presque charnelle. La Fipa (Fédération internationale des producteurs agricoles), dans le domaine agricole, était organisée sur une double entrée, par filière et par région : le groupe *Méditerranée* associait des pays du Nord et du Sud. Dès qu’on passait à la réalisation d’un projet, les problèmes apparaissaient, car on retombait sur des problématiques d’État. Nous cherchons, par exemple, à accompagner des démarches de codéveloppement et à avoir une base au Maghreb afin d’irriguer l’ensemble et d’avoir une stratégie sur plusieurs pays. Ce serait plus efficace que d’avoir une segmentation par pays.

L'Europe doit mieux s'adosser sur les économies du Sud

LE PRINTEMPS ARABE a modifié la donne, il faut trouver de nouveaux repères. Il convient d'appuyer ces mouvements démocratiques mais comment ? Quels investissements faire ? Comment passer d'un État sous tutelle dans lequel seuls quelques uns ont une forte influence à un pouvoir partagé ? Si on est un peu malin, on peut être plus performant sur nos propres activités économiques en s'adossant mieux sur les économies du Sud : on pourrait y chercher la croissance, qui nous manque ici. Il y a 500 millions de consommateurs au Nord, il y a aussi 500 millions de consommateurs au Sud.

En matière de potentiel agricole, l'Europe est très bien placée tandis que la rive Sud de la Méditerranée est la région la plus déficitaire au monde. Même l'Afrique a un potentiel agricole important. Il faut mettre en place des politiques de codéveloppement et c'est ce qu'on essaie de faire avec le Maroc car il a une vraie politique agricole (Plan Maroc vert). Il convient de structurer ces filières agricoles et équilibrer en intersectoriel. Pouvoir être exportateur mais également acheter des choses : en matière de services notamment il y a des choses à faire et à délocaliser. Inspirons-nous de la stratégie mise en place par le Japon vis-à-vis de ceux qui sont devenus les Dragons de l'Asie ou de celle de l'Allemagne à l'égard des Peco. Il faut identifier les domaines où on peut avoir un avenir commun et où on peut être dans le *win win*.

Sortons des clichés sur l'immigration, y compris ceux sur l'immigration choisie et la discrimination positive, et construisons deux étapes majeures et là l'UMP a un rôle à jouer : faire en sorte d'avoir une convergence normative dans nos relations bilatérales. Le processus sera lent et connaîtra des écueils ; identifier de manière méthodique et formelle les secteurs dans lesquels on passe d'un stade de coopération à un stade de codéveloppement, de co-investissement et d'intérêt partagé.

C'est ce qui m'a séduit dans l'approche d'Ipemed : les acteurs économiques peuvent faire des choses à leur niveau. En Algérie, il y a un potentiel à développer : l'agroalimentaire est structuré par de grandes entreprises mais il n'y a que très peu de production. Les Algériens sont importateurs de blé à semoule, nous avons un grand besoin de phosphates et d'engrais azotés. L'Algérie a du gaz, on peut construire en Algérie une unité de production d'engrais azoté en échange d'export de blé. Ceci demande un coup de pouce politique.

Il n'y a pas de politique européenne vis-à-vis de la Méditerranée mais des politiques

L'EUROPE DU SUD, du Portugal à la Grèce, a un tropisme naturel pour les pays de la rive Sud de la Méditerranée. La dimension commerciale est hypertrophiée par rapport à tous les sujets. Au fond, la Méditerranée est bien autre chose qu'un espace commercial. J'ai suggéré que la Politique agricole commune, qui doit se renégocier en 2013, ait un volet méditerranéen via une politique de voisinage active. À travers ces politiques de voisinage, on pourrait avoir une ambition plus forte qu'aujourd'hui et un espace plus cohérent. La question des visas est cruciale. Cela renvoie à des questions politiques. Il faut que l'Europe fasse un quart de tour sur elle-même, et regarde vers le Sud. Ceci suppose un débat européen qu'on n'a jamais eu. Au nom de la stabilité de cet ensemble, l'Europe a quand même retailé ses frontières d'abord pour se protéger. Il nous faut un « Delors bis » conscient que le salut européen passe par la rive Sud. Cette fenêtre peut redonner un sens à la capacité d'avoir une zone d'influence. L'autre intérêt de la Méditerranée, surtout pour les Français, c'est d'avoir un lien avec l'Afrique de l'Ouest. Si on prend l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique de l'Ouest, on a un espace de 500 millions de francophones. Il faut donner une dimension plus transversale pour les pays du Sud. Il ne faut pas que l'Europe impose ses normes, il faut qu'elle incite.

Faiblesse du message européen

LE PROCESSUS DE BARCELONE a été lancé : il faut considérer qu'il se fait des choses peu connues mais néanmoins positives. La prochaine phase sera de pouvoir se dire que l'on a dépassé le bilatéral et que c'est l'Europe qui s'exprime. Ce qui m'a frappé lors d'une réunion en Tunisie, c'était la faiblesse du message de Catherine Ashton. Il n'y avait pas de projet européen, seulement un constat des sommes investies. La force de l'ambition, la force d'un nouveau message se mesurera par des actes concrets et non pas avec des aides et des dons. Il faut que ces comportements soient adoptés au bon niveau.

Sur le plan institutionnel, on ne peut pas progresser avec ces pays si on ne les connaît pas et si on ne les comprend pas. Il faut doser l'approche bilatérale et l'approche multilatérale et donner des gages pays par pays sur les intérêts particuliers de chacun d'entre eux, tout en dégageant ce qui peut être le tronc commun d'une zone méditerranéenne

Sud plus unie qu'aujourd'hui. Je mettrais en avant quatre thématiques fondamentales : l'alimentaire, l'eau, l'énergie et l'environnement dans un sens plus large et qui ne se limite pas à la dépollution de la Méditerranée.

Les pays moteurs me semblent être le Maroc, la Tunisie et l'Égypte. On ne peut pas nier l'Algérie mais, institutionnellement, c'est très compliqué. Le peuple algérien reste discret pour l'instant – il y a eu le traumatisme de 1990. Ce qui peut faire réagir les Européens, c'est qu'ils étaient habitués aux autocrates. Aujourd'hui, la donne est bouleversée. Dans le cas d'un pouvoir islamique en Tunisie, au Maroc et en Algérie, les choses vont tourner différemment. Les pouvoirs socio-économiques ont été plus allants que le pouvoir politique car les freins politiques étaient tels qu'on ne pouvait pas avancer, mais l'espace était stable. Aujourd'hui on va avoir de nouvelles équipes et les registres en jeu ne sont plus les mêmes (prédominance du socio-économique). Les débats seront davantage focalisés sur les questions culturelles, politiques, religieuses. Le point de cristallisation sera politique si les islamistes sont au pouvoir. La meilleure réponse en ce moment est de donner du travail aux jeunes et, pour cela, il faut promouvoir l'investissement dans les pays concernés.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

LA CULTURE, LA TRADITION, les relations humaines vives et intenses. Je m'y sens bien sans savoir en parler. J'ai plaisir à être dans ces pays. Je dis le mot *culture* avec le sentiment que c'est l'un des rares endroits au monde où l'on sait d'où on vient. Depuis la culture perse et la culture romaine, on sent qu'il y a quelque chose. C'est de l'ordre du ressenti.

“ Le Sud doit se *nordiser* et le Nord se *méditerraniser* ”

Ofer Bronchtein

Ofer Bronchtein est ancien collaborateur d'Itzhak Rabin, cofondateur du Forum international pour la paix et envoyé spécial du gouvernement auprès de l'OLP à Tunis. Mahmoud Abbas lui a remis un passeport palestinien en avril 2011.

La réalité de l'espace méditerranéen est fragile

LA MÉDITERRANÉE est le berceau des trois monothéismes, la source croisée de l'Histoire juive, chrétienne et arabo-musulmane. C'est le lieu par excellence de retrouvailles entre l'Orient et l'Occident. Pourtant son développement actuel relève d'une vaine promesse : les sommets de Barcelone en 2005 et du 13 juillet 2008 à Paris ont suscité de grands espoirs, mais ni les partenaires ni les moyens politiques et financiers ne furent au rendez-vous. Si nous souhaitons que l'espace méditerranéen se réalise, et c'est un vœu que je formule avec force, il faudra conjuguer les volontés au temps de l'action et faire émerger un partenariat équilibré, entre régimes stables et légitimes, fondés sur l'État de droit et propageant des valeurs communes avec et pour leurs peuples. En effet, les grands absents de cette coquille vide que fut l'UMP sont les sociétés civiles, en particulier les jeunes et les femmes. La construction de l'espace méditerranéen ne devrait pas être l'apanage des seuls hauts fonctionnaires européens, mais gagnerait à intégrer tous les acteurs concernés.

Les difficultés de la crise que nous traversons ne pourront être surmontées que par un regain de solidarité, et par une politique fondée sur les valeurs de liberté, d'égalité, et de fraternité. L'idée d'Euro-Méditerranée permettra de donner des réponses concrètes à des problèmes graves si l'on parvient à se diriger vers plus de justice sociale à l'intérieur des pays, et à un meilleur équilibre entre eux. Le décalage entre les régimes démocratiques et autoritaires, les immenses disparités entre riches et pauvres, entre hommes et femmes, ne nous permettront pas d'atteindre nos objectifs. À nous donc d'encourager le vent de liberté

qui continue à souffler, non sans peine, sur l'espace méditerranéen ; à nous de soutenir les revendications pour plus de justice.

Une identité méditerranéenne aux facettes multiples

IL EXISTE, BIEN SÛR, une identité méditerranéenne. C'est une identité aux facettes multiples. Elle est historique, politique, culturelle, religieuse, voire climatique et gastronomique – les habitants de la rive Sud consomment plus d'huile d'olive que les Suédois ou les Écossais. Jérusalem, Athènes, Rome, Cordoue ou Avignon, sont quelques preuves flagrantes et extraordinaires de notre héritage commun.

Chaque rive est caractérisée par son histoire propre, son climat, ses langues particulières, forgeant des identités singulières mais aussi une communauté de destins. L'enjeu est de créer des synergies, des brassages, des échanges, en matière de culture, d'économie, de pédagogie, afin que le Sud se *nordise* et que le Nord se *méditerranise*. On ne peut pas du jour au lendemain demander à un Danois ou à une Luxembourgeoise de se sentir méditerranéen, à un Égyptien ou une Syrienne d'adopter les coutumes et les habitudes d'un Irlandais ou d'un Polonais. Chacun doit préserver sa singularité et son héritage, tout en s'ouvrant aux autres. L'identité méditerranéenne peut être sublimée au-delà des différences et des différends entre les deux rives, en permettant à chacun de s'exprimer tout en partageant des valeurs universelles, celles des droits de l'homme et de la démocratie.

Les disparités entre les pays des deux rives, mais aussi à l'intérieur des pays, sont avant tout économiques et sociales. Des écarts de développement persistent : le taux d'alphabétisation est proche de 100 % dans les pays de l'Union européenne alors qu'il oscille encore entre 50 et 80 % dans les pays du Maghreb ; il en va de même pour l'accès à Internet : le taux de pénétration stagne autour de 15 % en Algérie ou en Syrie, il n'est que de 5,5 % en Libye, tandis que la moyenne européenne tourne autour de 60 %. Quant aux complémentarités, elles sont multiples : les valeurs de la famille, de la communauté, la spiritualité, les richesses naturelles sont autant d'éléments que le Sud de la Méditerranée peut apporter au Nord. Les droits de l'homme, la démocratie, la protection sociale, les avancées technologiques, les savoir-faire industriels pourraient inspirer la rive Sud. Les pays de la rive Sud sont émergents ou en voie d'émergence, ils sont donc caractérisés par une croissance soutenue, une démographie galopante. Ceci est une opportunité pour

les pays de la rive Nord : des débouchés, un potentiel de nouveaux marchés avec lesquels échanger et, bien sûr, un exemple en termes de démographie – les pays du Nord souffrant de leur caractère vieillissant.

Les révolutions arabes modifient la perception de l'ensemble méditerranéen

QUELLE BELLE LEÇON de liberté, de courage et de dignité nous offrent les jeunes de la place Tahrir, de Tunis de Tripoli ou de Homs ! Ce mouvement historique n'en est qu'à ses prémises, et la route sera longue et périlleuse, mais il est de notre devoir de le soutenir et de l'encourager. L'émergence de démocraties dans les pays de la rive Sud modifiera nécessairement la perception de l'ensemble méditerranéen, qu'on ne pourra plus considérer comme l'affrontement de deux mondes en déséquilibre, mais comme un lieu de coopération d'égal à égal. Même à Tel Aviv ou à Madrid, les jeunes descendent dans la rue pour faire entendre leurs voix et exiger plus de justice sociale. Les révolutions arabes bouleversent la donne car elles introduisent la possibilité de changements rapides et inattendus dans la région et une rupture avec les schémas passés : nous n'avons pas observé de drapeaux américains ou israéliens brûlés. Ce n'est plus l'Occident que les populations accusent, mais ce sont leurs régimes corrompus et dictatoriaux qu'elles remettent en cause.

Imaginer que du Printemps arabe naîtront des démocraties calquées sur le modèle occidental est une arrogante vue de l'esprit. Chaque État construira une démocratie singulière, correspondant à ses besoins, son histoire et sa culture. La victoire de partis islamistes en Tunisie, en Égypte au Maroc ou en Libye, est à suivre. Nouvelle tendance pour la région, ou simple détour ? De la réponse à cette question dépendra en partie l'avenir des relations entre les deux rives : vers une homogénéisation ou une accentuation des différences.

Le premier de nos défis : moins de frontières pour plus de coopération

LA GRANDE CASSURE entre le Nord et le Sud est due à l'arrogance. Il faut que l'Europe accepte d'ouvrir graduellement ciel et mer pour le passage des personnes et des marchandises. Le drame des élites du Sud est qu'elles sont coupées de leur pays : créer un Érasmus permettant à des milliers d'étudiants du Sud de venir se former en Europe et vice-versa, serait important : moins de frontières pour plus de coopération, c'est le premier de nos défis. Pourquoi ne pas instaurer l'arabe comme

langue vivante en Europe au même titre que l'anglais, l'allemand ou l'espagnol ? Nous pourrions organiser dans divers lieux de l'espace méditerranéen, des groupes d'experts (politiques, économiques, culturels, religieux, scientifiques) venus de toute la zone et dont le travail aboutirait à des recommandations concrètes.

Il est nécessaire de créer une Banque euro-méditerranéenne. Nous pourrions créer une taxe de 0,2 % sur toutes les transactions pétrolières, gazières, financières et sur les communications cellulaires. Sur le plan social, il est indispensable d'envisager la construction d'hôpitaux et d'écoles, mais aussi de permettre l'accès à Internet pour tous les citoyens. Enfin, je crois que l'accent doit être mis sur la coopération décentralisée entre les villes, les collectivités locales, mais aussi les écoles, les universités, les centres de recherche, ou les musées. La liste de projets à bâtir ensemble est loin d'être exhaustive.

L'Europe fut la plus belle création de la seconde moitié du xx^e siècle. La communauté Euro-Méditerranée doit être celle de la première moitié du xxi^e siècle. Si j'en avais les moyens je commencerais par donner l'accès à Internet à tous, et par distribuer des Smartphones à tous les jeunes et aux femmes de la région. Les technologies de communication sont la plus belle arme des nouvelles générations : plus aucune frontière ne peut leur être imposée. Nous sommes à un carrefour : soit plus d'Euro-Méditerranée ; soit plus de murs et un retour aux frontières, ce qui risquerait de nous mener à des conflits ou même à des guerres.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

LA MÉDITERRANÉE, c'est mon ADN. La France, Israël, la Palestine, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, la Turquie, l'Espagne... ce sont mes racines, mon héritage, ma culture, mon identité. Né en Israël, français par mon père né en Tunisie, j'ai grandi et vécu plus de la moitié de ma vie en France ; ma mère est née en Égypte, une de mes grands-mères en Turquie, l'autre est algéro-marocaine ; mes grands-pères sont nés à Hébron ou à Tibériade sous l'Empire ottoman. Descendant des juifs d'Espagne et détenteur d'un passeport palestinien, je crois que la relation euro-méditerranéenne doit être fondée sur l'humilité, la solidarité, le pardon – avoir la force de demander pardon, d'assumer la responsabilité d'un passé colonial lourd et de s'en excuser, c'est une force, pas une faiblesse – et la générosité.

“ Revenir au « 5+5 »

Pierre Conesa

Agrégé d'histoire, chercheur associé à l'Iris, maître de conférences à Sciences Po et à l'ENA, Pierre Conesa est spécialiste des questions stratégiques internationales, en particulier militaires. Durant une vingtaine d'années au ministère de la Défense, à la Délégation aux Affaires stratégiques, il a été sous-directeur des Questions régionales puis adjoint au directeur. Il a dirigé pendant les huit dernières années un important cabinet d'Intelligence économique.

Un espace à la fois désespérant et enthousiasmant

DÉSESPÉRANT CAR c'est le énième épisode d'interrogation sur cet espace, mais intéressant car des phénomènes géopolitiques imprévisibles pointent : le Printemps arabe et l'affirmation de la Turquie comme acteur régional. La Méditerranée, en termes géologiques, c'est un fossé d'effondrement, une fracture remplie d'eau. C'est peut-être la frontière la plus déséquilibrée de la planète : les contrastes en termes de niveau de vie, d'indicateurs de développement humain, de pratiques écologiques sont parmi les plus marqués. Il y a eu une idée folle rémanente au Nord : l'idée qu'il y a une *menace* au Sud. On se comporte comme s'il y avait une sorte d'équateur entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

L'Europe, en particulier la France, a un regard encore impérial sur la Méditerranée. Quand on parle de bâtir l'Europe de la défense, certains pays du Sud l'interprètent comme une idée contre eux, car pour le reste des enjeux stratégiques, l'Europe dispose de l'Otan. Nous oublions qu'une double lecture de notre positionnement stratégique est possible. L'idée que l'Otan puisse apparaître comme une force disproportionnée par rapport aux menaces existantes ne rentre pas dans la tête des stratèges occidentaux, puisque que l'Otan est une force militaire de paix. Cette composante sécuritaire a été exacerbée dans la vision occidentale. On pourrait appréhender la Méditerranée davantage comme un front que comme une frontière. Pour les Américains par exemple, il y a une vision Est-Ouest qui découle de la nécessité de protéger Israël : le Maroc constitue une entrée dans la mer et la sixième flotte y stationne en permanence.

Les économies du Sud ne sont pas complémentaires

NOUS CONSIDÉRONS la Méditerranée comme une unité géographique et politique alors que ce n'en est pas une. Les relations économiques sont orientées Nord-Sud et les économies du Sud échangent peu entre elles et ne sont pas complémentaires. La faillite de l'Union du Maghreb arabe (UMA) s'explique par la difficulté de faire fonctionner des pays producteurs (Maroc, Tunisie) et des pays pétroliers (Algérie, Libye). On pourrait sortir de ce système en bâtissant des coopérations économiques Sud-Sud mais ce projet se heurte à des identités nationales marquées et les tentatives d'union à une bataille d'égo entre leaders du Sud. L'inimitié entre le Maroc et l'Algérie est un exemple de fabrication artificielle de l'ennemi : on ne connaît pas l'origine du conflit et, par faute de représentativité gouvernementale, les régimes utilisent l'hostilité comme capital politique. La frontière est fermée depuis vingt-cinq ans alors que l'on prétend que l'Union du Maghreb arabe est la priorité.

Il faut arrêter de penser que toute la Méditerranée doit s'asseoir autour d'une table. Il y a une unité du bassin occidental, il faut revenir à du « 5+5 » ou du « 3+3 » que l'on peut aujourd'hui faire grâce à la levée de l'hypothèque libyenne. Il faut faire du « 3+3 » au départ au moins (France-Espagne-Italie, Maroc-Algérie-Tunisie). L'Égypte est au contact d'Israël et de l'Arabie saoudite et l'intégrer d'emblée est facteur de blocage.

Il faudrait faire une psychanalyse collective

L'AUTRE PROBLÈME MAJEUR, c'est le rapport des Européens à Israël, un rapport maladif. Certains pays européens sont incapables d'analyser la situation régionale avec leurs propres critères. Toute critique d'Israël est taxée d'antisémitisme. Il faut peut-être en conclure que l'ensemble du monde est devenu antisémite, puisque l'Unesco a reconnu la Palestine en ayant voté contre Israël. La France, c'est une grande première, a voté pour. Il faut absolument sortir de cette schizophrénie. Je maintiens que tant qu'il n'y aura pas de rupture sur la question centrale d'Israël, il n'y aura pas d'évolution psychologique de l'espace méditerranéen. La mémoire doit se construire de façon plus balancée.

Il y a un moment où il doit y avoir un exorcisme. Il existe aujourd'hui un tabou autour de la notion des génocides, en particulier à propos de la Shoah. Les questions mémorielles sont-elles un frein à l'unité méditerranéenne ? La Méditerranée est un espace dans lequel on se parle depuis des millénaires, mais dans lequel on se dispute aussi. Le dia-

logue interculturel ne parviendra pas à régler les problèmes politiques de fond qu'il faut prendre à bras le corps (notamment la question palestinienne). Nos rapports complaisants avec des dictatures (Ben Ali, Moubarak...), sous prétexte qu'elles étaient modernistes, ont tué dans l'œuf l'idée de modernité assimilée à la dictature. La négation de la modernité est devenue un symbole de lutte.

Nous avons tous des identités multiples

LA DUALITÉ DES IDENTITÉS, le contraste entre les élites et les autres constituent l'une des raisons qui fondent la complexité méditerranéenne. Par exemple notre rapport à la Turquie : les élites qui sortent du lycée français de Galatasaray sont très européanisées, mais sont en décalage complet avec les populations des plateaux d'Anatolie. La partie Est de l'Anatolie n'a jamais été intégrée et les élites sont coupées du reste de la population. Face à la Turquie, on sent toujours l'ennemi – l'Empire ottoman – que l'on a dépecé avec délectation à la fin de la Première Guerre mondiale. L'espace méditerranéen est un espace culturel historique. Les rapports entre États sont presque des rapports de vieux couples, il y a forcément du passif entre tous ces pays. C'est ce que j'explique dans mon dernier ouvrage, *La Fabrication de l'ennemi*. Entre les Grecs et la Turquie par exemple, entre la France et l'Algérie : des Arabes vont chercher bien loin des théories du complot. Certains ont analysé la révolte en Libye comme la résultante d'un complot américain.

L'un des enjeux majeurs de la construction méditerranéenne c'est de savoir qui aujourd'hui va représenter l'élite arabe ? Comment peut-on repenser la communication des États arabes ? Il faudrait publier un *Top 100* des élites arabes afin de parler du monde arabe autrement qu'en montrant des photos de Ben Laden. Les Qataris seraient sans doute prêts à financer un tel projet. Il y a une disparité incroyable dans les représentations collectives du monde arabe et malgré cela elles restent lacunaires.

Économiquement, l'espace méditerranéen traverse une crise profonde

L'EUROPE A NÉGOCIÉ dans le cadre de l'OMC, l'ouverture des marchés industriels et agricoles. Tous nos accords avec les pays du Sud, en matière agricole, se sont retrouvés ouverts à tout vent et le Brésil est devenu l'importateur principal des pays du Maghreb, ruinant les agricultures locales, comme la Chine est devenue le producteur industriel

numéro un, ruinant les rares délocalisations européennes qui s'étaient faites au Maghreb. La crise dans le Sud est progressivement devenue avant tout une crise de la faim et de la misère avant de devenir la révolte des Printemps arabes.

Il faut changer le leadership et mettre un pays musulman à la tête du projet, la Turquie peut-être. En termes de sécurité, les récents bouleversements peuvent être beaucoup plus graves que la situation Israël-Palestine.

Je suis inquiet. On va vivre une longue période d'ajustement du Printemps arabe. Il y aura les constituantes, des débats internes plus ou moins violents... C'est peut-être maintenant qu'il faut prendre des initiatives. Je ne crois plus beaucoup à l'Europe qui est divisée par rapport à Israël, l'Irak et la Libye. Politiquement aujourd'hui l'Europe a des intérêts très divergents. Peut-être que ça ne doit pas être *euro* et seulement *méditerranéen*.

Il faut d'abord fournir une coopération d'aide à la démocratisation, une coopération administrative, pour améliorer la formation administrative, pour éviter la culture dictatoriale fondée sur l'ordre et le contre-ordre plutôt que sur le débat. Cette coopération viserait à construire une administration le plus près possible des besoins des gens, indispensable pour redonner confiance en l'État. On ne peut pas gérer un projet comparable à la construction européenne uniquement avec des puissances démocratiques. L'Europe n'avance que par crise. Il faut construire des institutions pour vivre ensemble et pour assurer la continuité face au changement des hommes politiques.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

C'EST L'ESPACE le plus extraordinaire que je connaisse, c'est une civilisation orale et de plaisir. Mais les défis à affronter sont tels qu'on ne sait pas par quel bout les prendre. Il faut en priorité s'attaquer au problème de la corruption, récupérer les fortunes des dictateurs déchus et rendre aux nouveaux régimes l'argent de leurs ressortissants. Les Suisses ont inventé une jurisprudence astucieuse, fondée sur la *convention de Merida* selon laquelle chaque pays doit restituer l'argent volé par des personnes politiquement exposées. Mais si le nouveau pays est aussi corrompu que l'ancien dictateur, il ne faut pas lui rendre l'argent, et donc le confier à des ONG. Et c'est ce qu'ils ont fait.

“ Miser sur les nouvelles générations du Nord et du Sud

Georges Corm

Homme politique, consultant économique et financier international, juriste, Georges Corm a été ministre des Finances (1998-2000) de la République libanaise. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du Proche-Orient.

Un espace convoité, divisé, mais un espace d'échanges

LA GÉOGRAPHIE A FONDÉ un espace méditerranéen. Depuis l'antiquité, cet espace a toujours été convoité, c'est là le grand problème de la Méditerranée. Il a également été divisé, que ce soit par des puissances côtières (Carthaginois, Phéniciens, Romains) ou par des puissances plus continentales (Byzance, Charles Quint, Empire ottoman). Mais comme l'a décrit Fernand Braudel, la Méditerranée génère en dépit de ses divisions une certaine unité de civilisation, notamment par l'intensité des échanges qui s'y déroulent. Le concept d'espace méditerranéen a pris un sens différent à partir du début de la colonisation européenne en 1820. Cette colonisation, qui a duré jusqu'en 1962, a eu des côtés positifs, mais tellement d'aspects négatifs qu'elle a laissé des traces indélébiles, générant des deux côtés de la Méditerranée des sentiments ambivalents. On peut espérer que les révoltes arabes – que l'on distinguera ici de révolutions – permettront d'avancer sur une nouvelle synthèse des sentiments, des cultures et des perceptions qui sont encore trop contradictoires.

Existe-t-il une identité méditerranéenne ? Je veux éviter le mot identité. Ce que l'on peut dire cependant c'est qu'il y a en Méditerranée sur les deux rives des habitudes, des structures familiales, des formes artistiques (notamment musicales), une cuisine et une diététique communes qui distinguent le mode de vie de ses riverains de celui de l'Europe du Nord. Les structures familiales ont pu dégénérer en phénomène mafieux comme dans le Mezzogiorno italien, en Corse, et dans le Sud de la France où de puissantes familles exercent une emprise sur le système socio-économique et la vie politique. Il existe donc des structures méditerranéennes insérées dans une pluralité de langues et de cultures.

L'issue des révoltes arabes n'est pas écrite

IL EST TROP TÔT POUR DIRE si les révolutions arabes ont modifié la perception de cet ensemble. Il y a cependant des graines à exploiter à condition que le paternalisme de la rive Nord s'estompe. Malheureusement, celui-ci s'est montré particulièrement prégnant au cours du sommet du G8 à Deauville ainsi que lors de l'intervention militaire en Libye et aujourd'hui en ce qui concerne la Syrie. Ce qui donne l'impression que les puissances occidentales veulent saisir cette occasion pour remettre la Méditerranée encore plus sous tutelle. Sur le plan économique cette domination est le fait du système mondialisé (G. Corm, *Le Nouveau gouvernement du monde*, La Découverte, 2010).

Le religieux a été et reste instrumentalisé en Méditerranée depuis le début du XIX^e siècle. La politique israélienne, fondée sur une dynamique colonisatrice, constitue le facteur essentiel de différenciation et scinde les modes de perception et les sensibilités politiques entre les deux rives. L'islamisme, de son côté, apparaît aussi comme un ferment de tension qui empêche cet imaginaire des frontières Nord-Sud en Méditerranée de s'apaiser.

On ne peut pas encore se prononcer au sujet des révoltes arabes mais des aggravations restent à craindre. Tout dépendra des modalités d'implication des partis islamistes dans le nouveau processus démocratique. L'expérience semble positive en Tunisie. On ignore encore ce qu'il adviendra en Égypte, et le conseil transitoire en Libye s'est livré à des déclarations fracassantes sur la charia et la polygamie.

Il y a, entre les deux rives, une sympathique interaction des cultures politiques. C'est particulièrement vrai chez les plus jeunes et chez les plus laïques même si le retour à des régimes libéraux est loin d'être acquis. Toutefois, le plus grand obstacle à la sérénité dans la région est la politique de colonisation israélienne qui ne laisse pas de place à un État palestinien. Prôner la solution de deux États est une imposture car il n'y a plus de place. Il faut donc commencer à penser différemment en se basant sur la réussite du modèle de libération de l'Afrique du Sud.

Une dynamique a commencé à se mettre en place, en particulier en Égypte. Elle pourrait mettre fin à la soumission très forte de ce pays à la rive Nord depuis l'expédition de Bonaparte (à l'exception de la période nassérienne – 1954-1970). Là encore, la Palestine joue un rôle majeur car la fin de cette soumission passera par la réparation de l'injustice faite au peuple palestinien et aux autres peuples.

L'idée d'une Union méditerranéenne n'a pas de sens

CETTE IDÉE D'UNION méditerranéenne n'a pas de sens car on y a inclus tous les pays européens. L'Europe à travers sa Politique de voisinage a voulu protéger ses frontières. Elle a élaboré Euromed qui intègre tant de pays que l'on n'est plus vraiment dans un espace méditerranéen. La paralysie des institutions au sommet tient également à l'insistance européenne pour inclure Israël dans le processus. Cela est une erreur tant que la question palestinienne n'est pas réglée conformément aux principes du droit international et aux aspirations légitimes de ce peuple.

L'imprégnation néolibérale des élites européennes paralyse tout projet de renforcement compétitif de la région euro-méditerranéenne face aux ensembles nord-américain et est-asiatique.

Il faut avant tout des interlocuteurs des deux côtés qui aient une vision différente de celle qui prédomine actuellement, marquée par le poids du Consensus de Washington et les recettes classiques des institutions financières internationales. Une partie des élites des deux rives est contrainte par une idéologie néolibérale. Tant que cette mentalité demeurera, rien ne sera fait. De mes réunions de brainstorming chez Madame Lagarde quand elle était ministre des Finances, chez Catherine Ashton et chez des personnalités européennes, je conclus que la tendance néolibérale est encore beaucoup trop lourde pour réfléchir à des politiques économiques actives de codéveloppement visant à renforcer la capacité compétitive de l'ensemble euro-méditerranéen face à l'ensemble nord-américain (Alena) et celui des pays émergents asiatiques et du Japon.

Il faut faire preuve d'un peu de réalisme. Pour que les révoltes arabes et la coopération euro-méditerranéenne réussissent, il faut qu'elles conduisent à des révoltes de plus grande ampleur en Europe et en Israël pour desserrer l'étreinte du modèle néolibéral. En un mot, tout le monde a perdu de vue le capital humain au profit de l'argent facile et des profits de type rentier. Des deux côtés de la Méditerranée on trouve pourtant un capital humain extraordinaire.

La construction méditerranéenne sous le poids de la culture rentière des pays du Golfe

MON RÉALISME PEUT ÊTRE décourageant : la rive Sud de la Méditerranée, notamment le Machrek, est de plus en plus intégrée à l'économie des pays du Golfe et non plus à celle de l'Europe. 80 % des investisse-

ments sont concentrés sur le secteur foncier, sur les *malls* commerciaux, la banque et l'immobilier tandis que la technologie est laissée de côté ; ces investissements sont massivement le fait des financiers des pays du CCG (Conseil de coopération du Golfe). Beyrouth, avec les projets de Rafic Hariri applaudis par tout l'Occident, ressemble désormais de plus en plus à Dubaï ou Djedda. Cette pénétration est lourde de conséquences pour la Méditerranée. *Génocider* le patrimoine architectural d'un pays n'est pas la voie de l'avenir.

Enfin, l'énergie solaire constitue une ressource essentielle en Méditerranée. Il faut mettre cette richesse énergétique au service du développement des pays du Sud, s'éclairer soi-même avant d'éclairer le Nord par ces exportations massives d'énergie fossile.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

L'IMAGINAIRE DE LA Méditerranée connu dans mon enfance a vécu. Les côtes méditerranéennes ont été transformées par l'architecture nouvelle venue des États-Unis et du Golfe arabe, par les fast-foods, le tourisme de masse. Qui lit les rapports du Plan Bleu ? Qui se préoccupe sérieusement de faire reculer le bétonnage des côtes, la désertification de l'intérieur rural et le gaspillage des ressources hydriques ? La Méditerranée, ce patrimoine commun fragilisé, est sous la menace. Je ne crois pas que l'on puisse arrêter ces tendances lourdes, on peut en revanche essayer de préparer un peu plus l'avenir et miser sur les nouvelles générations du Nord et du Sud. Malgré ces constatations, il est réconfortant de voir les jeunes générations sortir de la fracture Nord-Sud et sympathiser avec les révoltes arabes. Cela est porteur d'avenir.

“ S’appuyer sur les immigrés pour renforcer le lien méditerranéen

Zakya Daoud

Journaliste et écrivaine franco-marocaine, fondatrice du mensuel *Lamalif* (1966-1988), auteure de *Gibraltar : croisée de mondes* et *Gibraltar : improbable frontière*, Zakya Daoud a beaucoup travaillé sur l’immigration : *Marocains des deux rives*. À venir, une biographie d’Hannibal.

L’espace méditerranéen n’a pas le même sens sur les deux rives

ON PEUT PARLER d’espace méditerranéen, c’est un fait historique et géographique, tout comme l’est sa liaison constante avec l’Europe. Mais, à l’évidence, l’espace méditerranéen n’a pas le même sens au Nord et au Sud. La rive Sud est trop en demande, une demande qui n’est pas formulée de manière claire. À ce propos, je trouve tout à fait intéressant ce qui s’est passé lors du vote pour l’admission de la Palestine à l’Unesco. Quelque chose a bougé enfin, sur la question palestinienne. Car depuis des années, le problème israélo-palestinien constitue le plus sérieux blocage à toute construction euro-méditerranéenne.

Depuis des décennies, la demande du Nord au Sud se concentre sur le terrorisme et l’émigration. Le pétrole du Moyen-Orient est accaparé par les États-Unis, donc jusqu’à présent ce n’était pas ce qui importait. À mon sens, la guerre en Libye doit être vue sous ce prisme. Il y a eu une intervention car il y a du pétrole. On sait que le gaz algérien alimente l’Europe, l’Espagne en particulier. Donc on voit s’élaborer une demande de la rive Nord en termes de matières premières.

De plus, la Turquie redevient une puissance méditerranéenne. Sa politique étrangère est offensive – elle est intervenue positivement dans le cas syrien – et le pays se développe économiquement. Auparavant, le problème entre les deux rives était le clivage riches-pauvres qui limitait les échanges. Aujourd’hui, il y a des pauvres et des riches des deux côtés...

Vers une Méditerranée marchande

AVANT TOUT, il y a deux demandes non formulées qui ne se rencontrent pas : la demande de sécurité au Nord, la demande d’assistance et de

modèle au Sud. Mais avec les révolutions arabes, ceci est en train d'être dépassé. J'ai à l'esprit un débat télévisé où Hubert Védrine et Gérard Longuet, interpellés sur la montée des islamistes en Libye et en Tunisie, disaient qu'après tout c'étaient des musulmans et qu'on devait les laisser élire leurs représentants sans intervention, chose impensable quelques décennies auparavant. Est-ce que les Européens sont prêts à comprendre que l'islam avec ses composantes revendiquées du passé, est membre à part entière de la Méditerranée ? D'un autre côté, je ne sais pas ce que les partis islamistes et l'église catholique pensent de la Méditerranée.

Sur la rive Sud, on ne parle plus de la Méditerranée. On ne voit qu'un intérêt purement économique à la fameuse Union pour la Méditerranée lancée par la France, dont on peut dire que cela a été un coup d'épée dans l'eau. Le seul intérêt pour les gens du Sud, c'est l'investissement en provenance du Nord. Mais est-on sûr qu'ils ont besoin de l'argent de la rive Nord pour se développer ? Maintenant, une configuration se dessine où il y a davantage de possibilités d'échanges et de marchés au Sud. Donc il peut y avoir une Méditerranée marchande et c'est tout.

Une intense relation Nord-Sud tissée par les migrants

OUI, LES MIGRANTS tissent une relation entre les deux rives. Il n'y a pas que les migrants, d'ailleurs, il y a aussi des gens du Nord qui ont de forts liens avec la rive Sud. Les corps des migrants défunts rapatriés, les transferts par les migrants de tous ordres, pas seulement les transferts d'argent... font que cela circule activement entre les deux rives. Tandis qu'au niveau politique, c'est un néant, un gouffre. Ceci est un grand paradoxe. Cependant, avec la Palestine à l'Unesco je crois qu'on fait un pas positif pour l'espace méditerranéen.

Certains ont un besoin vital de la Méditerranée. Les Libanais par exemple. Mais aussi les migrants des deux côtés. C'est le lien humain qui doit remplir cette Méditerranée qui devrait fonder quelque chose. Je n'ai pas dit une politique mais quelque chose.

Des coopérations à partir des territoires et des initiatives économiques

L'UPM N'A RIEN FAIT. Je n'ai à l'esprit aucune réalisation forte de cet ensemble lancé pour des raisons politiques ni profondes ni claires. Il faut bâtir des liens sur une base économique, des liens qui fondent et fécondent la création de nouveaux liens. Par exemple, en visitant le port

de Tanger-Med, j'ai constaté une forte coopération entre Algésiras et Tanger. Algésiras a déjà doublé sa capacité. Les deux ports coopèrent, et même celui de Barcelone interagit avec eux. Voilà un exemple de coopération réussie, une avancée silencieuse efficace. Autre exemple, l'usine de Renault à Tanger qui fait lien entre le Nord et le Sud et ouvre une porte vers l'Afrique. Certaines personnes ont des difficultés à voir avec de nouveaux yeux les évolutions de la rive Sud.

La guerre en Irak a recréé du lien mais l'Europe n'a pas suivi

LES MANIFESTATIONS contre la guerre en Irak, au Nord et au Sud de la Méditerranée, ont recréé du lien dans tout l'espace euro-méditerranéen. Chirac a été particulièrement applaudi dans son refus de s'engager dans cette guerre. Une perception commune s'était créée à l'échelle des sociétés de l'ensemble de l'espace méditerranéen, du Sud au Nord. Mais ni la Commission européenne, ni les États membres, n'ont su s'appuyer sur cette mobilisation exceptionnelle : les gouvernements d'Europe étaient divisés sur cette guerre.

Même si elles piétinent, les révolutions arabes peuvent changer les perceptions entre rives Nord et Sud. Il n'y a pas eu d'élan commun. Il y a eu un enchantement qui ne s'est pas traduit en solidarité effective. Si on voulait un vrai sursaut sur la rive Sud, il faudrait que le blocage algérien saute. Il faut dire aussi que personne n'a compris les bombardements en Libye, même si peu de monde soutenait Mouammar Kadhafi. L'enlisement libyen a cassé la dynamique des révolutions.

Sortir du face à face Nord-Sud

SORTIR DE CETTE CONFRONTATION en chien de faïence entre les deux rives et aborder le reste du monde, c'est possible. La Chine est de plus en plus présente. Les Chinois parlent les langues locales, ils apprennent l'arabe. Pour les personnes politiquement engagées, l'élection de Lula au Brésil a été perçue positivement dans les pays de la rive Sud. L'élection d'Obama a enchanté les gens dans le Sud mais son attitude à l'égard des Palestiniens a douché tous les espoirs. Si le conflit israélo-palestinien se résout, les hypothèques pour construire la Méditerranée seront levées.

Il est difficile de faire une Méditerranée quand on a des États ébranlés au Sud et des États qui s'effritent au Nord. Il n'y a pas de structure pour faire une Méditerranée. Les élites et la bourgeoisie du Sud ont peur

et ne se donnent pas les moyens d'élaborer une formule politique méditerranéenne. Ce débat sur la Méditerranée n'est-il pas obsolète ?

Refonder un partenariat euro-méditerranéen sur une base économique

AVANT, ON PENSAIT construire par les politiques. Le schéma fondé sur les États et les partis est dépassé. Il faut essayer de construire sur une base économique. Mais je dirais qu'il faut laisser les immigrés tisser des liens entre les deux rives. Il faut valoriser leur appartenance transnationale. C'est leur force et leur richesse d'avoir un pied dans la rive Nord et la rive Sud. Il faut donc s'appuyer sur eux pour renforcer ce lien.

L'effritement des États, leur affaissement au Nord et au Sud, l'affaiblissement des structures politiques partisanes réduisent le champ de la coopération, mais ouvre à des coopérations et à des structures nouvelles.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

C'EST D'ABORD l'Histoire longue, comme celle de Gibraltar qui me fascine. Jusqu'aux XIII^e et XIV^e siècles, les échanges avaient lieu dans les deux sens. Au XIV^e siècle, il a eu blocage. J'espère qu'on va ouvrir une nouvelle page qui libérera des espaces d'échanges inédits, à inventer.

“ Bâtir un projet politique sur les bases d’une culture matérielle commune

Franck Debié

Maître de conférences à l’ENS, directeur du Centre de géostratégie et professeur affilié à HEC, Franck Debié a été directeur des études pour l’Union pour un mouvement populaire (UMP) (2002-03), puis directeur général de la Fondation pour l’innovation politique (2003-08) et directeur général de la Fondation Chirac (2009). Au Parlement européen, il a été directeur politique de l’European Ideas Network (EIN), réseau d’experts, de think tanks et de fondations du Groupe du PPE (Parti populaire européen) (2009-2010), conseiller pour la planification stratégique du secrétaire général du Parlement (2011), puis chef de la cellule de prospective (2012). Il a notamment publié *Géographie économique et humaine* (1996), *La Paix en miettes* (2000), *La Paix et la Crise : le Liban reconstruit ?* (2002).

Un espace de communication partagé avec des réalités différentes

LA CULTURE MÉDITERRANÉENNE d’aujourd’hui s’inscrit dans le même espace que la civilisation méditerranéenne précontemporaine. C’est un espace marqué par un même climat, une même géomorphologie, une même civilisation agraire, des flux commerciaux communs, le même phénomène d’urbanisation des littoraux. L’unité de cet espace a longtemps créé la possibilité d’une civilisation matérielle commune. C’est la thèse de Fernand Braudel. Aujourd’hui, la civilisation matérielle commune à l’espace méditerranéen s’exprime, notamment, à travers les médias : les mêmes journaux, les mêmes émissions tv, les mêmes réseaux Internet sont connus sur les deux rives. Il y a, en dépit du morcellement linguistique de la Méditerranée, un espace de communication largement partagé, même si les flux sont asymétriques.

Il serait naïf de penser que ces facteurs de proximité suffisent à créer une unité économique et sociale entre les deux rives car les réalités ne sont pas les mêmes. Au Sud, les économies sont restées cloisonnées et l’État a joué un rôle déterminant dans la structuration des flux et des rentes économiques. Au Nord, la dénationalisation, la mise en place d’un grand marché commun, l’accumulation de capitaux, tirés par le secteur privé, composent un ensemble dont les caractéristiques sont différentes.

Beaucoup d'évolutions concourent, depuis vingt ans, au rapprochement des deux rives. Il y a le partage de la même culture technologique, scientifique et entrepreneuriale. Il y a aussi le rapprochement des économies, qui résulte de la fin du socialisme en Méditerranée. Il y a enfin le nombre important de familles à cheval sur les deux rives, des travailleurs turcs en Allemagne aux retraités français au Maroc.

Être euro-méditerranéen, c'est être conscient de notre diversité

LES SPÉCIFICITÉS CULTURELLES existent et la diversité fait partie intégrante de l'espace méditerranéen. Jamais il n'a été question d'aplanir cette diversité pour construire l'Union pour la Méditerranée. Être euro-méditerranéen c'est peut-être avoir la conscience du caractère irréductible de cette diversité. C'est renoncer par principe au mythe de l'identité entre un État et une culture unique et exclusive. C'est assumer le fait que seule la volonté de vivre ensemble peut construire les nations. C'est se rappeler que toutes les tentatives d'homogénéisation culturelle, linguistique, religieuse – et il y en a eu partout – ont tourné à l'appauvrissement et au conflit.

La culture matérielle commune se définit selon Braudel par l'usage des mêmes objets. C'est elle qui rapproche et engendre une civilisation commune. Elle fonde une identité euro-méditerranéenne au sens large, de la Pologne aux Pays baltes jusqu'à l'Asie centrale qui partagent la même culture matérielle avec l'Europe de l'Ouest. Avec les mêmes instruments, la cuisine finit spontanément par se ressembler. Autre exemple : le paysage urbanisé. Aux États-Unis, la volumétrie, les proportions, l'organisation de l'espace sont autres. La civilisation matérielle euro-méditerranéenne s'exprime dans un urbanisme spécifique, loin de la grille nord-américaine ou de la ville-rue qu'on rencontre ailleurs.

Des différences démographiques, politiques et des complémentarités économiques

DES ÉCARTS DÉMOGRAPHIQUES importants existent entre un monde encore jeune, d'un côté, et un monde vieillissant, de l'autre. L'Europe n'a pas réussi à faire de cette disparité un atout, sans doute en raison d'une méfiance à l'égard de ceux qui ne sont pas qualifiés. Cette jeunesse du Sud, l'Union européenne n'en profite pas. Il n'y a pas, il n'y a plus, de vases communicants. La jeunesse de la rive Sud n'a pas induit de dynamique démographique au Nord. On aurait pu penser le contraire.

D'un point de vue économique, des marchés arrivés à saturation côtoient des économies en rattrapage. Cette complémentarité est bien utilisée par les entreprises du Nord en partenariat avec les entreprises du Sud.

Sur le plan politique, les régimes sont tous différents : la carte politique de l'Euro-Méditerranée reste très bigarrée. Il faut se méfier de considérer les démocraties européennes comme un tout homogène. L'organisation territoriale du pouvoir n'est pas identique. La géographie du contrôle n'est pas la même. La géographie de la légitimité n'est pas la même. Dans le Sud, cependant, les systèmes personnels ont, en général, joué un rôle important dans la structuration du pouvoir, alors, que dans le Nord le degré d'institutionnalisation est plus élevé.

« Défamiliарiser » l'économie et faciliter la sous-traitance industrielle

IL N'Y A PAS DE VRAIE révolution sans un changement économique, sans un déplacement (sinon une abolition) des rentes de situation, sans un autre partage des richesses. La question est de savoir si ces sociétés peuvent s'affranchir du clientéliste, si de vraies économies de marché peuvent naître. La famille et les réseaux sociaux ont été des facteurs de résilience nécessaires pendant la période de la dictature et du socialisme, mais ils sont désormais des freins à la transformation. *Défamiliарiser* l'économie est une réponse à l'aspiration égalitaire que nourrit la jeunesse du Sud.

Peut-on inverser le schéma d'importation du travail par le Nord et produire au Sud ? Le modèle industriel allemand ouvre des perspectives : si l'Allemagne va mieux que les autres pays européens, c'est qu'elle a su exporter à la fois du travail et des biens. Elle sous-traite une bonne partie de la production primaire hors de la zone euro. Elle incorpore ensuite ces intrants dans la production finale, réalisée en Allemagne. Au final, le coût des produits « allemands » est abaissé par la sous-traitance et ils peuvent rester compétitifs par rapport aux produits concurrents issus des industries asiatiques.

Or, les pays du Sud de la Méditerranée, à l'exception de la Turquie et, dans une moindre mesure, du Maroc, n'ont pas bénéficié de l'organisation de la sous-traitance industrielle des entreprises de la zone euro. Ces flux de sous-traitance ont profité aux pays du Centre de l'Europe.

Une partie des sociétés du Nord entretient une grande capillarité avec les sociétés du Sud. Cette proximité avec le Sud de la Méditerranée est une force. La densité diasporique est un atout pour les deux rives :

toute diaspora permet d'optimiser les mobilités. Les filières familiales fonctionnent mieux que n'importe quelle autre structure, au Nord comme au Sud, pour arbitrer entre les opportunités économiques, pour sélectionner les migrants et les projets, pour allouer au mieux les capitaux disponibles, mais à condition que la circulation des hommes et des capitaux soit respectée.

L'Union pour la Méditerranée est restée dans une logique bilatérale

IL EST DIFFICILE DE SAVOIR comment mesurer la valeur ajoutée de l'UPM et du processus de Barcelone dans ce qui est une coopération stratifiée en plusieurs étages. Au Parlement européen, comme à la Commission européenne, le sentiment est qu'il existe depuis longtemps un socle antérieur, solide, formé par les accords d'association avec les pays de la rive Sud dont le suivi constitue les trois-quarts de l'activité réelle des institutions européennes au service de la cause méditerranéenne.

Une deuxième strate relève des accords euro-méditerranéens qui récapitulent les premiers tout en les politisant avec une dimension de conditionnalité en matière de droits de l'homme, de soutien budgétaire, d'assistance technique, de diffusion de la norme européenne. Le bilan est, là, beaucoup plus mitigé.

Il y a ensuite la dimension régionale antérieure à l'UPM, le processus de Barcelone qui est, au départ, un processus communautaire, géré par les instances communautaires. Ce processus mal doté a eu peu d'effets concrets.

Il y a finalement l'UPM avec sa gouvernance *sui generis*, son lancement au milieu d'un ballet de chefs d'État. Une UPM d'avant le Printemps arabe. Avec ses dimensions originales : les partenariats public-privé, les grands projets, la mobilisation des crédits de la BEI, un vrai secrétariat permanent d'organisation internationale. À peine l'encre du traité UPM sèche, l'Union a dû inventer une stratégie euro-méditerranéenne pour tenir compte de la donne nouvelle créée par les changements de régime au Maghreb et en Égypte.

Mais le cœur vivant du système de coopération entre l'Union et la rive Sud reste bilatéral. Au plan budgétaire et commercial, les choses se jouent entre l'Union et chaque pays : de l'idée d'un concert des nations méditerranéennes, il ne reste rien.

Ajouter une dimension migratoire

JE SUIS EN FAVEUR des consolidations, des renforcements, des transitions plutôt que des refondations. À bien des égards, les Européens ont considéré l'UPM comme une réinvention de la roue. Cela a retardé le processus que l'on prétendait accélérer. Il faut aussi – et c'est vital – ajouter une dimension migratoire à l'UPM car elle représente l'attente principale des sociétés du Sud, c'est-à-dire un accès élargi au marché. Sans cette mobilité accrue pour les hommes d'affaires comme pour les jeunes, on passe à côté d'une demande importante. La mobilité est la démonstration que les Européens ne veulent pas seulement quelques délocalisations au Sud pour perpétuer un certain cantonnement.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

TROIS IMAGES, plutôt que trois mots, s'imposent. La première c'est la promenade, une pratique que l'on rencontre partout, un trait de civilisation. La seconde c'est la culture scolaire qui a transmis les mêmes auteurs, les mêmes théorèmes, les mêmes modèles esthétiques. Sans ces millions de professeurs, les Méditerranéens auraient perdu le souvenir de leur héritage commun. La troisième c'est l'image d'Ulysse, telle qu'elle se dessine aux premiers vers de l'Odyssée. Il y a, depuis longtemps en Méditerranée, des hommes qui cherchent, en voyageant, à rentrer chez eux mieux dotés. Vivre en Méditerranée, vivre comme Ulysse, c'est savoir partir et repartir, pouvoir se retrouver un peu partout chez soi, et conserver envers et contre tout le goût du retour. L'exil est parfois nécessaire pour redéfinir un projet, pour s'extraire des pesanteurs locales et pour s'armer de valeurs plus éprouvées.

“ L’Europe est à redéfinir et la Méditerranée a son mot à dire

Kemal Derviş

Actuellement vice-président et directeur pour l’économie et le développement de l’Institution Brookings et conseiller de l’université Sabanci à Istanbul, Kemal Derviş a été administrateur du Pnud et ministre turc de l’Économie.

L’espace méditerranéen, un projet d’ouverture sur le monde

L’ESPACE EUROPÉEN est un espace très ancien. Sa longue histoire est peut être l’une des sources de sa légitimité. Les deux rives de la Méditerranée ont été extrêmement engagées dans cet espace. Il n’y avait pas de division Nord-Sud au temps de l’Empire romain. De plus, on ne peut pas parler d’espace méditerranéen sans toucher au sujet le plus brûlant aujourd’hui : la crise de l’Europe. En se référant à l’histoire il faut constater que l’Europe de demain ne sera pas celle d’il y a vingt ans.

Je reste un Turc et un Européen convaincu : le projet de l’UE est l’un des projets les plus enthousiasmants de l’histoire humaine, c’est un projet de paix. Mais la légitimité de ce projet c’était l’ouverture sur le monde, et ses fondateurs ne l’ont jamais envisagée comme un instrument de fermeture. L’Europe va se redéfinir. Elle ne pourra pas se passer d’une réforme en profondeur de ses institutions, et cette redéfinition se fera aussi autour de la question de l’espace et des frontières.

Les relations qui vont se définir entre la rive Sud de la Méditerranée et ce que va devenir l’UE seront, je l’espère, très étroites. Il n’y aura pas intégration du Maghreb et du monde arabe à l’UE, mais on peut envisager des relations très fortes avec une Europe qui aura des frontières multiples. Les frontières géographiques perdent un peu leur sens aujourd’hui. Il y a la frontière de l’Euro-zone, celle de l’Union douanière à laquelle la Turquie est parfaitement intégrée, il y a l’espace Schengen qui est encore une autre zone. Il faut penser un grand espace euro-méditerranéen avec des institutions capables de gérer cette multiplicité de coopérations et dépasser le concept de frontières territoriales.

Une identité méditerranéenne ? Ce mot est toujours un peu dangereux. J'ai beaucoup apprécié Amin Maalouf et son livre *Les Identités meurtrières*. L'identité est une bonne chose mais dans des limites. Il y a de multiples identités et en Méditerranée tout particulièrement. Un Marocain est aussi africain, arabe, berbère, musulman, lié à l'Europe (Espagne, France). Il y a d'autres identités, on peut aussi être libéral, socialiste, féministe...

Il y a une sensibilité méditerranéenne fondée sur l'histoire, le climat, la géographie et la façon de vivre. Que ce soit à Séville ou à Marseille, à Izmir ou à Alexandrie, la façon de vivre est plutôt semblable. Le mode de vie est plus comparable entre ces villes qu'entre Séville et Stockholm.

Un moment historique pour reconstruire ensemble un espace multiple

LES RÉVOLTES ARABES changent les choses. Un partenariat entre des pays avec des régimes autoritaires était problématique. Comment fonder un partenariat si l'espace concerné n'est pas démocratique ? Les transformations dans les pays arabes aujourd'hui vont dans le sens de la démocratie. Avec ces progrès démocratiques, les partenariats Europe, monde arabe, Turquie, pourront se bâtir sur des bases plus saines qu'avant. La démocratisation du monde arabe va légitimer cette nouvelle coopération.

Les deux crises, au Nord et au Sud, peuvent être ce moment historique. C'est un moment économique difficile pour l'Europe, c'est pour cette raison qu'elle a tendance à se replier. Le monde arabe passe lui aussi par un moment difficile, car la soif de débat et de liberté est enthousiasmante mais sera source de difficultés avec de graves problèmes économiques. Des deux côtés on réfléchit à l'avenir : l'UE n'est plus une union bien définie avec des règles claires, où celui qui veut l'intégrer doit tout accepter. Elle est à redéfinir et, dans cette redéfinition, la Méditerranée va avoir son mot à dire.

La Turquie peut constituer un trait d'union très intéressant entre ces deux ensembles, tout en gardant son ambition d'intégrer l'UE. Elle peut faciliter la définition et la construction de ce grand espace ; elle doit réfléchir librement, avoir sa place, sans se laisser enfermer dans les débats d'hier. Pour définir les institutions qui vont gérer cet espace, il faut que la Turquie dialogue avec Paris, Berlin et l'Europe toute entière, mais aussi avec le monde arabe pour définir des règles en matière monétaire, commerciale, énergétique, environnementale, au niveau du droit, des

migrations, des universités – autant d'éléments qui doivent être dans le champ de compétences de l'Euro-Méditerranée – et prendre des décisions en commun. La Turquie doit apaiser l'Europe.

Que veut dire la démocratie dans le monde musulman ? Les règles fondamentales qui définissent la démocratie et qui régissent les droits humains sont des règles universelles. Je n'accepte pas de concept de démocratie différencié par religion ou par espace. La démocratie doit reposer sur la protection des minorités, des droits individuels et de la femme. Il faut une démocratie réelle. La foi religieuse et les valeurs souvent inspirées de la religion jouent un rôle important et la foi musulmane est très forte en Turquie et dans le monde arabe. En Turquie, on a accompli de grands pas dans la mise en place d'une vraie démocratie, bien qu'il reste des progrès à faire et que le progrès n'est pas toujours linéaire. Selon le modèle européen, la démocratie turque est laïque et a respecté la séparation de l'État et de la mosquée. J'espère que cela ne sera jamais remis en question. J'espère aussi que ce qui se passe dans le monde arabe va aller dans la même direction. L'équilibre semble à présent défini en Turquie, même si parfois on a des inquiétudes. Le Premier ministre turc, homme religieux et musulman, a prononcé au Caire un discours dans lequel il conseille la séparation de la mosquée et de l'État dans la nouvelle constitution égyptienne.

Il est difficile d'être très élogieux à propos de l'Union pour la Méditerranée. Il y a eu des efforts mais l'institution ne vit pas vraiment. Le problème de la paix entre Israël et la Palestine ne peut pas être exclu car celle-ci n'a pas été réalisée. Ce problème a beaucoup pesé sur les institutions méditerranéennes. Un autre frein à ce processus institutionnel est le manque de démocratie au Sud. Il constituait une hypothèque de même que les différents conflits entre les pays arabes, par exemple entre l'Algérie et le Maroc.

La Communauté méditerranéenne, un espace à construire ensemble

UNE UNION ? L'union c'est un mot un peu fort car il évoque l'Union européenne, or ça ne sera jamais la même chose. Je préférerais à la limite parler de *communauté méditerranéenne*, car la communauté est moins contraignante que l'union. Cette communauté méditerranéenne existe et est légitime mais il faut la construire sur le plan institutionnel. Ce n'est pas simplement un appendice de l'UE mais un espace à construire ensemble.

Le monde va-t-il se construire autour d'ensembles exclusifs ou bien d'ensembles avec des multiples appartenances ? Je penche pour la seconde voie. La vue d'Huntington exclut que les pays appartiennent à plusieurs ensembles. Mais depuis de très longs siècles par exemple, la Turquie est en Europe mais aussi au Moyen-Orient et le monde musulman d'Afrique du Nord fait aussi partie de l'Afrique. Que le Maroc et la Tunisie soient dans un espace euro-méditerranéen n'implique pas qu'ils ne fassent pas partie de l'Afrique. Comme c'est compliqué, on a tendance à revenir au modèle plus facile d'État-nation.

On ne peut pas recréer l'État nation du XIX^e siècle sur une base régionale. Il faudra une gouvernance beaucoup plus complexe avec des frontières fonctionnelles plutôt que territoriales. C'est peut-être l'espace le plus compliqué du monde avec l'Asie du Sud-Est. Il faut assumer la complexité de cet espace et en faire une force. En fonction des thématiques et des défis, les alliances ne seront pas les mêmes. Cette région doit être tournée vers le monde entier. Il faut sortir du schéma des États-nations qui au XX^e siècle a, deux fois au moins, conduit l'Europe au drame. Les jeunes indignés de Madrid ont nommé l'une de leurs places de réunion la place Tahrir : les mouvements de jeunesse ont aujourd'hui une dimension très internationale.

Sur quelles bases refonder un partenariat euro-méditerranéen ?

IL FAUT POURSUIVRE certaines pistes déjà existantes et créer un grand espace commercial où les règles sont très libres pour laisser à chaque pays une marge de manœuvre. Cet espace est d'ailleurs déjà à moitié là. Il faut relancer le projet d'une grande banque de développement méditerranéenne pour financer les infrastructures de cette région et être un lieu de coopération pour les différents pays. Je pense qu'il faudrait aussi envisager une structure du type de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) ou du Conseil de l'Europe afin de soutenir sans ingérence les progrès démocratiques. On a besoin d'engagement démocratique et de respect des droits humains et des migrants. Une institution bâtisseuse de droit dans cette région peut être particulièrement intéressante.

L'Europe avait débuté sur un projet à forte composante économique, qui n'enthousiasme pas forcément les sociétés. Quel pourrait être le début de construction de ces espaces, en dehors de l'économie ?

Il ne faut pas assimiler économie et néolibéralisme. Il y a une façon d'organiser la croissance qui n'est pas forcément néolibérale. Si on arrive à une plus grande intégration de l'espace euro-méditerranéen, on peut accélérer la croissance de toute la région. Il faut que le capital, les biens mais aussi les êtres humains soient libres de traverser les frontières : la Turquie fait partie intégrante de l'Union douanière mais les cadres d'une entreprise de transports turque ont toujours besoin de visa pour franchir la frontière. Une autre dimension est également à souligner : c'est la protection de l'environnement. Le Plan solaire méditerranéen constitue une réponse importante.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

C'EST UNE QUESTION très dangereuse ces jours-ci en Europe car on accuse souvent de façon injuste les Méditerranéens de passer leurs journées à regarder la mer. Pour moi, la Méditerranée c'est aussi le coucher du soleil sur la mer, un paysage magnifique, manger du poisson, tout près de sites historiques uniques au monde. C'est une façon de vivre à l'extérieur, en communication très étroite avec ses voisins. Le climat facilite cette communication, l'architecture et l'urbanisme aussi. Malgré tous les problèmes qui existent, il y a une ouverture humaine considérable. Je suis convaincu que la compétitivité et la joie de vivre méditerranéenne ne sont pas incompatibles. D'ailleurs la Turquie en a donné un excellent exemple depuis 2001.

“ Construire sur ce qui lie et non sur ce qui sépare

Kawtar Eddahmani

Kawtar Eddahmani, 27 ans, a vécu et étudié sur les deux rives de la Méditerranée. Diplômée d’HEC et de Polytechnique, elle a effectué des missions de conseil financier aux entités publiques et gouvernementales au sein d’une banque d’affaire internationale. Après trois années d’expérience, elle prépare un master en administration publique à Harvard.

L’espace méditerranéen, une légitimité qui va de soi

L’ESPACE MÉDITERRANÉEN en lui-même existe : une mer, des pays autour et des gens qui interagissent depuis des siècles. Il n’y a pas à s’interroger sur sa légitimité. Sa formalisation, son organisation constituent un autre problème. Faut-il le pousser ? Les approches partent souvent d’un clivage Nord-Sud, mais est-ce une séparation justifiée ? Géographiquement, historiquement et économiquement, ce clivage a existé. Cependant, je doute qu’il constitue un bon point de départ pour construire l’espace méditerranéen. Par exemple, l’UE aujourd’hui a en son sein des clivages Nord-Sud, est-ce à dire que les pays du Sud de l’Europe sont plus proches de la rive Sud de la Méditerranée ? C’est d’autant plus vrai que des pays d’Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie, Grèce) sont dans une situation économique difficile. Les lignes bougent et je ne suis pas sûre qu’il faille conserver la ligne Nord-Sud pour une construction méditerranéenne future. Une construction doit se fonder sur ce qui lie et non sur ce qui sépare. Je ne pense pas qu’il faille proposer une définition restrictive de la Méditerranée : la Turquie ne fait pas partie de ce qu’on appelle le « 5+5 », pourtant elle est essentielle pour cet espace. La Libye est très liée à l’Égypte qui est également hors du « 5+5 ». Tous les États sont imbriqués, et il ne faut pas couper ces liens.

Une construction qui reste à inventer

LES DISPARITÉS ET COMPLÉMENTARITÉS entre les pays de l’espace méditerranéen doivent s’analyser sur deux plans : des éléments de complémentarité qui existent *de facto* et des éléments qui constitueraient les bases sur lesquelles s’appuyer pour construire des projets de coopéra-

tion. Concernant les similarités et complémentarités *de facto*, il existe une culture commune faite d'échanges. Les pays méditerranéens, les espaces et les peuples ont l'habitude de se rencontrer et d'échanger. Le second ensemble est plus difficile à caractériser. En effet, ces éléments dépendent de l'objectif d'une construction méditerranéenne, qui reste à définir. Par exemple, doit-on envisager cette Union pour la Méditerranée sur le modèle de l'Union européenne ? Et pourquoi, si cet espace existe depuis des siècles, cette construction ne s'est-elle pas faite avant ? Je suis pessimiste face à l'objectif qui consisterait à répliquer l'UE car on voit aujourd'hui les limites du processus européen.

Une intégration par les échanges et des projets communs

UNE INTÉGRATION méditerranéenne aboutie passera par l'intensification des échanges. Pour cela il faut construire les infrastructures de l'échange et renforcer la co-imbrication économique, en faisant en sorte que chacun y trouve son compte. Par exemple, on parle des délocalisations de manière positive d'un côté et négative de l'autre : il faut construire une imbrication économique bénéfique pour tous, même si la nature de certains emplois doit changer et s'il faut permettre un transfert de savoir-faire pour que les rapports soient plus équilibrés. L'essentiel est d'abord de construire des chaînes de valeurs et de production pour que cet ensemble de producteurs et de marchés soit davantage intégré.

Un obstacle à surmonter pour promouvoir la construction méditerranéenne, c'est de parvenir à inscrire ce sujet dans l'agenda politique. Ce qui est d'autant plus difficile dans un contexte de crise, car la Méditerranée n'est pas une priorité. C'est pourquoi, au lieu de partir de grands sommets où sont débattus des concepts théoriques, il faut démarrer sur des projets concrets : énergies renouvelables, pipe-lines, circulation maritime, fibre optique... Ces projets intégrés, impliquant plusieurs pays, permettront de constituer des biens publics communs. Certains devront être débattus ensemble : il faut voir dans quelle mesure on peut coordonner et organiser ces discussions et ces échanges. Des réunions entre hommes d'affaires, acteurs de terrain, voire de la société civile s'organiseraient alors presque naturellement, lors de chaque réunion des chefs d'État. Cette intégration est nécessaire car les échanges gagneront à être davantage structurés. Le politique suivra peut-être d'une façon ou d'une autre. Il faut un intérêt immédiat à ce que les pays discutent ensemble car l'intérêt commun est un puissant moteur à la coopération.

Les révolutions arabes peuvent rapprocher les élites du Sud

IL N'Y A PAS AUJOURD'HUI une mutation des relations entre Nord et Sud de la Méditerranée. Au Maroc, il semble que les grandes lignes de négociation avec les pays européens de la part des gouvernements et des élites resteront les mêmes, de quelque bord politique qu'ils soient. En revanche, ces changements peuvent être facteur de plus de coopération entre les nouvelles élites des pays du Sud. Par exemple, les partis au pouvoir dans différents pays sont de bords politiques proches, voire ont le même nom (l'AKP en Turquie et le Parti de la justice et du développement au Maroc). Les références sont les mêmes, ce qui constitue un trait d'union supplémentaire entre les gens. Le Nord, pris de court par les révolutions, sera peut-être plus prudent et plus enclin à écouter.

Une approche pragmatique en matière de politiques migratoires et des projets communs

IL N'EST PAS RÉALISTE de chercher à mettre en place la libre circulation des hommes. Cela n'est pas souhaitable. Notons que 22 % de la population active totale de l'Espagne, et 40 % environ des jeunes, sont au chômage. Il serait impossible de convaincre le gouvernement espagnol de promouvoir la libre circulation à court ou à long terme de gens issus du Sud. On doit prendre cela comme un acquis pour développer une approche pragmatique. Il faut s'interroger sur ce qui fait qu'un dispositif qui marche de manière bilatérale n'est pas coordonné à l'échelon régional. Il faut identifier des sujets urgents, mettant en jeu des intérêts évidents à traiter ensemble. C'est la condition essentielle pour les inscrire dans l'agenda des politiques des États. Par ailleurs, travailler sur des projets qui occupent le devant de la scène (énergétiques, industriels, scientifiques, sociaux) communs à plusieurs pays peut également donner une impulsion.

La Turquie, possible trait d'union en Méditerranée

IL FAUT IMPLIQUER davantage la Turquie qui a ici un rôle à jouer. Ce pays peut être le trait d'union entre les deux rives de la Méditerranée. D'autant qu'il a régné sur un empire pendant plusieurs siècles et qu'il souffre actuellement des résistances opposées par certains pays européens à son adhésion à l'UE. Les Turcs eux-mêmes seraient intéressés et motivés par ce rôle de locomotive méditerranéenne.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

C'EST CHEZ MOI. Chez soi, il y a des problèmes, avec sa famille, avec ses voisins. C'est là où les gens sont passionnés, mais cela n'empêche pas qu'on y soit particulièrement bien.

“ Les jeunes contestataires forment une passerelle entre le Nord et le Sud

Aouatif El Fakir

Économiste, diplômée de la première promotion de l'École nationale de commerce et de gestion de Settat (Maroc), Aouatif El Fakir a une expérience professionnelle de quatre ans chez L'Oréal Maroc avant d'obtenir un DEA en management de la technologie et de l'innovation et un doctorat en économie de l'innovation de l'université Paris Dauphine. Elle a publié de nombreux articles sur les thématiques de la technologie, des systèmes d'innovation et de l'économie du développement. Elle a reçu le Prix du meilleur article en sciences économiques de la Fondation arabe pour la science et la technologie en 2008.

L'espace méditerranéen, une réalité historique

L'ESPACE MÉDITERRANÉEN a connu des mouvements de connaissances, de biens et d'hommes avec des dominations de la rive Nord et de la rive Sud en alternance. C'est un espace ouvert de part et d'autre, de circulation, où les gens cultivent et mangent la même chose, où la proximité culturelle est plus ressentie qu'exprimée. Pour la majorité de la population du Sud, c'est un passage vers un mode de vie auquel elle aspire, le travail, la consommation et la modernité. Pour le Nord, au contraire, c'est une source de danger, un autre monde marqué par le terrorisme, l'immigration et l'islam. Pour une petite minorité, c'est un formidable écosystème d'une diversité enrichissante. Les passerelles entre les deux sont soumises à plusieurs conditions : il y a un euro-centrisme qui fait que la rive Nord est donneuse de leçons. Or, pour qu'il y ait un espace commun, il faut des rapports d'égal à égal. L'Europe est hégémonique et dicte ses règles du jeu avec cynisme et réalisme. La rive Sud reçoit des leçons, des touristes, des aides financières et des directives. Les élites du Sud ne défendent pas l'intérêt général de leurs populations, mais les intérêts d'une oligarchie internationale qui veut se partager le monde.

Un phénomène d'attraction-répulsion entre le Nord et le Sud

IL EXISTE PEUT-ÊTRE une identité méditerranéenne, car il y a une proximité culturelle sur le pourtour méditerranéen. Mais une identité suppose qu'on est conscient d'être semblables, de partager les mêmes

valeurs, les mêmes fondamentaux. Or, il y a un phénomène d'attraction-répulsion entre les deux rives à cause de différences comme la religion, les systèmes familiaux, les modes de gouvernance, les mécanismes régissant la chose publique. Les constructions historiques des identités sur les deux rives (au Nord, il y a eu la Renaissance et les Lumières et, au Sud, un âge d'or de l'Islam) et les rapports de force qui ont prévalu font que les gens ne se positionnent pas collectivement, même s'ils peuvent s'apprécier individuellement. Il n'y a pas d'identité claire en partage.

Sur les deux rives, on retrouve la remise en cause d'une oligarchie internationale qui impose ses règles, ses façons de gérer et non de diriger le pays. Il est naïf de parler d'intérêt général, mais cela reflète mon intime conviction : au Sud comme au Nord, on ne vote pas vraiment, les élites s'intéressent davantage à la meilleure façon de rester au pouvoir qu'à la population. Cette situation a pour effet une coupure entre les gouverneurs et les gouvernés, et la démocratie est incapable d'assurer une reconnexion entre les deux. La surmédiation de la crise grecque permet de faire diversion par rapport à la dette américaine ou anglaise, ce qui arrange cette élite néolibérale internationale.

Les riverains de la Méditerranée ont peut-être des modes de vie similaires, une construction historique faite de fortes interactions. Il y avait, quand j'avais cinq ans, des jeux méditerranéens qui rythmaient la vie sportive comme les jeux olympiques. Dommage qu'une telle pratique n'ait plus lieu et même si elle existe encore, on en entend peu parler.

On occulte souvent l'héritage gréco-romain au Sud et musulman au Nord. Certains choix sont faits pour forger une identité qui éloigne les populations de la Méditerranée. La cohérence géographique pour l'Europe est importante alors que le Sud insiste sur l'apport de l'Islam.

Les révolutions arabes ont montré que l'ensemble méditerranéen n'est pas « un »

LA RIVE NORD EST COINCÉE dans un repli sur ses acquis et sur son modèle en crise avec une démocratie qui ne sert plus l'intérêt général. Au lieu de susciter un soutien franc à des gens qui adhèrent aux valeurs qui ont fait de l'Europe ce qu'elle est et qui veulent vivre dans la dignité, les révolutions arabes ont engendré de la peur chez la majorité des Européens : peur pour les sources du pétrole et du gaz, peur de ces gens qui ne savent pas comment fonctionne la démocratie. Je regrette profondément qu'au lieu d'engendrer de la sympathie, elles aient provoqué de la

suspicion et des crispations au niveau des sociétés, et que les populations ne croient plus ni dans leurs idéaux ni dans leurs valeurs.

Ces révolutions montrent que l'ensemble méditerranéen n'en est pas un puisqu'il n'a pas les mêmes intérêts et qu'il n'est pas solidaire. Cependant, elles ont également révélé une génération de jeunes solidaires. Les jeunes contestataires des systèmes constituent une passerelle ; ils ne sont pas inhibés, n'ont pas peur du changement, ils sont des sortes d'outsiders qui peuvent catalyser les événements.

Les politiques migratoires et une coopération Sud-Sud, de possibles outils de développement

LES POLITIQUES MIGRATOIRES doivent être un outil pour le développement des États de la rive Sud (en lien avec une stratégie claire) et non seulement pour maintenir une sorte de paix sociale parce que les immigrants envoient de l'argent au pays. Il faut qu'ils réutilisent ces ressources et qu'ils acceptent le jeu concurrentiel car il œuvre pour la convergence. Pour l'Europe, c'est un instrument de régulation de son propre marché du travail. Une coopération Sud-Sud changerait les rapports de force entre les deux rives et permettrait une coopération plus égalitaire. Cependant, il faut atteindre une masse critique pour peser dans la balance : avec les révoltes arabes, les liens Sud-Sud seraient plus simples à créer, dans les terrains où l'on est libéré des considérations de pouvoir (Tunisie, Égypte). Ces nouveaux régimes sont un formidable terrain d'expression et d'expérimentation. En Égypte cependant, l'armée noyautait tout et l'ancien régime est encore fortement présent malgré la pression populaire. Il faut que ces pays gagnent leur pari. Si les deux moteurs du Printemps arabe, la Tunisie et l'Égypte, échouent, ce sera une grande *naksa* (défaite). Les idées nouvelles viendront davantage du Maghreb car l'Égypte a une pensée dominée par le modèle anglo-saxon tandis que le Maghreb a une pensée plus cartésienne. L'Égypte est en décadence, elle a perdu son lustre, car cette décadence est à la fois économique (en terme de qualité des produits égyptiens) et culturelle.

Le partenariat euro-méditerranéen doit adopter une approche multidimensionnelle

CE QUI DOIT PRIMER c'est une dynamique politico-économique qui génère de l'emploi, de la richesse et donc une éventuelle redistribution de cette richesse. Il ne s'agit pas de donner des fonds européens aux États

de la rive Sud mais de trouver pour ces derniers une alternative à leur positionnement actuel dépendant de l'Europe et du reste du monde, de nouvelles positions stratégiques sur la base d'une amélioration des capacités technico-industrielles existantes mais aussi sur la base des opportunités d'apprentissage technologique dans de nouvelles industries.

Concrètement, il existe des opportunités intéressantes dans les éco-activités pour lesquelles la rive Sud est dotée d'atouts naturels et confrontée à des vrais problèmes. L'Europe peut travailler avec la rive Sud non seulement en considérant que c'est un marché pour les technologies qu'elle développe, mais comme un partenaire avec qui elle développera une offre de technologie. L'habitat économique durable, les transports, etc.

Une autre piste, c'est la mutation des industries de sous-traitance qui ont donné lieu à des capacités technologiques plus au moins sophistiquées sur la rive Sud, mais qui n'évolueront pas si les entreprises ne se développent pas et si la technologie n'est pas diffusée. Exemples : aéronautique, automobile, textile technique, TIC...

L'idée est de pouvoir discuter avec les nouvelles élites (indignés, activistes des mouvements protestataires, bloggeurs, etc.) des deux rives et permettre l'émergence d'idées originales sur des sujets tels que la démocratie, le travail, la finance, l'environnement. Le point de départ et d'arrivée sera la Méditerranée : l'avantage de ces nouvelles élites c'est qu'elles n'ont pas de doctrines, juste des compétences qu'elles peuvent mobiliser pour un projet commun. Ce sont des combattants sans idéologie.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

DU SOLEIL, du pain et de l'huile d'olive.

“ L’émancipation politique, économique et culturelle des pays du Sud est en marche

Omar El Mourabet

Ingénieur informatique et titulaire d’un DESS en marketing, Omar El Mourabet est responsable des Marocains résidents à l’étranger et membre du conseil national du Parti de la Justice et du Développement (PJD). Il est également membre du Conseil de la Communauté marocaine à l’étranger (CCME). Président-fondateur du réseau Maroc-Développement, il prépare une thèse de doctorat en sciences politiques à l’EHESS. Il vit et travaille en France. Dans cet entretien, il s’exprime à titre personnel, en tant que chercheur.

Un espace fondé sur la coopération entre riverains

LA PERTINENCE DE L’ESPACE méditerranéen se fonde sur la coopération entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Cette coopération entre riverains n’est pas une option, elle est absolument nécessaire. Pour être efficace, elle doit se limiter aux riverains, pas à l’Europe entière dont la partie Nord regarde vers d’autres directions. Sinon, pourquoi ne pas inclure les pays d’Afrique sub-saharienne ? En outre, l’espace méditerranéen est actuellement bloqué par la politique israélienne. Tant que ce pays occupe un pays arabe, tant qu’il refuse aux Palestiniens leur droit élémentaire de construire un état souverain, les pays arabes méditerranéens ne peuvent pas accepter la coopération avec Israël, voire le reconnaître. De ce fait, on ne peut pas construire une coopération solide avec un pays non reconnu par les autres. C’est pourquoi, en attendant la résolution de ce conflit, une coopération pertinente au sein de la Méditerranée est celle qui regroupe les pays européens de la rive Nord et les pays de la rive Sud, incluant donc l’Égypte.

Mobiliser les sociétés civiles

ÉLABORER UNE COOPÉRATION entre riverains pour construire une Méditerranée de paix ne peut pas être seulement l’affaire des États. Cette construction doit mobiliser les sociétés civiles, par des échanges intenses entre ONG du Nord et du Sud, par le dialogue interculturel pour construire

des espaces citoyens, possibles au Sud depuis les révolutions arabes. Les terrains d'action des ONG peuvent porter sur des coopérations scientifiques, techniques, culturelles, sur des échanges dans le cadre de l'économie sociale, du commerce équitable... Ces échanges construiront les espaces de confiance sur lesquels les coopérations économiques et politiques gagnant-gagnant pourront se bâtir autour de projets. On pense à un tunnel entre le Maroc et l'Espagne, à une autoroute autour de la Méditerranée, reliant Tanger à Algésiras, en passant par Tunis, Le Caire, Istanbul, Athènes, Marseille et Barcelone. Des projets qui font du lien entre les pays. Des projets qui impliquent, entraînent et développent la connaissance mutuelle, donc la reconnaissance sur des bases égalitaires. Mais les projets doivent émaner des sociétés.

Globalement, sur le moyen et long terme, les coopérations entre rivaux se construiront sur les complémentarités évidentes : le Nord a besoin de la jeunesse du Sud, de ses capacités intellectuelles (beaucoup émigrent actuellement au détriment de leur pays d'origine et sans contrepartie, vu l'effort engagé pour les former), de ses ressources en énergie, tandis que le Sud a besoin d'investissements et de savoir-faire disponibles au Nord.

Il n'y a pas d'identité commune mais des éléments culturels communs

LA MÉDITERRANÉE RENVOIE à une façon de vivre commune. Mais on ne peut pas parler d'identité commune. Il vaut mieux parler d'éléments culturels communs sur lesquels on peut bâtir des coopérations. Ainsi, on doit noter que les grandes religions présentes au Nord et au Sud se pratiquent de façon modérée, avec un ancrage profond dans les sociétés. Au Sud, les populations sont musulmanes pratiquantes mais pas comme en Arabie saoudite ou en Afghanistan où l'éducation et la tradition poussent certains à l'extrémisme. Ne pas oublier que sur la rive Sud nous trouvons des civilisations millénaires ancrées dans l'histoire.

Avant les révolutions arabes, l'Europe imposait sa volonté aux dictateurs du Sud en échange de son soutien à leur maintien au pouvoir. Maintenant, il y a des gouvernements élus, choisis par le peuple qui a donné des majorités à des partis dits islamiques modérés. Les gouvernements qui en sont issus démontrent leur volonté démocratique d'être en accord avec le peuple et d'agir pour son bien. Ainsi, on pourra contredire les perceptions négatives que les pays du Nord ont de l'islam politique et sa compatibilité avec le modernisme, la liberté ou la démocratie.

Développer les coopérations Sud-Sud

LES PAYS DU SUD ont conquis une certaine autonomie : ils vont mener une politique extérieure en accord avec la volonté de la population. Cela ouvre deux possibilités : d'abord celle de développer les coopérations Sud-Sud entre pays arabes, ensuite de mener des politiques qui ne seront pas télécommandées par le Nord. On peut maintenant construire des coopérations entre pays arabes, par exemple, pour mener des négociations vis-à-vis des pays tiers, notamment de l'Europe, qui profitait de la division des pays arabes. L'équation changera parce que l'Europe aura en face d'elle des gouvernements démocratiquement élus, donc légitimes et autonomes. Ainsi, le président égyptien est allé à la conférence des Non-Alignés en Iran sans demander l'autorisation des Américains. Il va en Chine signer des accords économiques, alors qu'avant, les relations économiques égyptiennes devaient se plier aux injonctions politiques de Washington. Plus généralement, les révolutions arabes vont briser le quasi-monopole économique que les pays européens avaient sur les marchés des pays arabes : les marchés *réservés*, les comportements en *terrain conquis*, c'est fini. Ainsi, dans les appels d'offre de grands travaux, des entreprises turques, chinoises, sont maintenant présentes. De même, nous ne voulons plus que des grandes entreprises stratégiques, comme Maroc Telecom, soient vendues à des opérateurs étrangers, entraînant de très gros transferts de profits et une perte de souveraineté, donc d'autonomie pour les pays du Sud.

Dans ce nouveau cadre, la relation avec la France reste stratégique. Mais cela n'empêchera pas le Maroc de regarder ailleurs. Ainsi, nous tournons nos regards vers la Turquie avec laquelle on peut construire des coopérations d'égal à égal. Avec les grands pays émergents (Chine, Russie, Brésil, Inde, Corée...), nous pouvons également avoir des relations d'égal à égal. Ils n'ont pas de leçon à nous donner, ils ne font pas peser sur nous le poids de l'histoire coloniale comme c'est le cas avec les pays d'Europe. Le système néocolonial, qui a assez duré, est bel et bien terminé.

Le projet de l'UPM n'est plus crédible

LE BILAN DE L'UPM EST NUL. En s'inscrivant dans la continuité, celle qui consiste à soutenir les dictateurs du Sud qui pillent leur société, bloquent le développement et favorisent l'émigration vers l'Europe, l'UPM a perdu toute crédibilité au Sud. Elle n'a contribué ni au développement

économique ni à la démocratisation des pays du Sud. En plus de cela, l'Europe demandait aux pays arabes de jouer les gendarmes de la rive Sud de l'Europe en bloquant l'émigration, notamment celle qui venait d'Afrique sub-saharienne.

La coopération Sud-Sud est à construire. Il faudra commencer par l'ouverture de l'Union du Maghreb arabe (UMA) à l'Égypte. Entre le Maroc et l'Algérie, nous avons des complémentarités évidentes en termes économiques (énergie, agriculture, phosphates, industries agro-alimentaire, industries légères et industries lourdes...). L'ouverture des frontières entre les pays de la rive Sud est une nécessité urgente pour des raisons économiques : les gains en croissance ont été évalués, ils sont importants. Chaque pays y gagnera. Sur le plan politique, l'Europe peut mettre tout son poids pour la résolution du conflit entre l'Algérie et le Maroc à propos du Sahara. Au lieu de jouer de ses intérêts particuliers dans ces deux pays, l'Europe doit penser à l'intérêt régional à long terme.

Construire un modernisme compatible avec nos valeurs

LES RÉVOLUTIONS ARABES ouvrent la porte à l'émancipation politique, économique et culturelle des pays du Sud. La dimension culturelle est importante : la situation nouvelle implique que la marche vers la modernité pour les pays arabes ne signifie pas l'adoption de toutes les normes du Nord ! Nous construisons une liberté, une modernité voire un modernisme, compatibles avec nos valeurs, nos principes et nos traditions. Nous ne construirons rien de solide culturellement en singeant les pratiques du Nord. Les Européens doivent comprendre cela. Ainsi sur la question du voile, les Américains sont compréhensifs, pragmatiques, tandis que les Européens sont crispés. Pourquoi ? Ils mettent en contradiction leurs discours sur la liberté et leurs pratiques.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

POUR MOI QUI VIS au Maroc et en France, la Méditerranée, c'est mon espace, ma région. J'aimerais être un citoyen de cet espace, en passant librement les frontières. J'aimerais que ce soit un espace de respect, de rencontre entre les civilisations, ouvert dans sa diversité ; un espace qui peut être, pour le monde, un exemple du dialogue possible entre les sociétés. Il peut être à l'avant-garde d'une ouverture extraordinaire, d'une vraie globalisation qui met l'homme au centre de l'intérêt commun.

“ Ne pas commencer par les institutions, mais par les projets

Élisabeth Guigou

Députée de Seine-Saint-Denis, Élisabeth Guigou a été ministre des Affaires européennes (1990-1993), ministre de la Justice (1997-2001) et ministre de la Cohésion sociale et de l'Emploi (2001-juin 2002). Elle est également secrétaire nationale au PS, chargée de la réforme de l'État et des collectivités territoriales. Elle est présidente de la Commission des Affaires étrangères depuis juin 2012.

Mettre en valeur ce qui unit l'espace méditerranéen

L'ESPACE MÉDITERRANÉEN a une force historique et symbolique sans équivalent. Le mot *Europe* vient du nom de cette princesse phénicienne enlevée par Zeus. La Méditerranée est imprégnée d'imaginaire, de mythologie et d'histoire. C'est là que l'on a découvert l'alphabet. Les civilisations qui ont fleuri sur ses bords ont tour à tour dominé le monde connu : il en reste un héritage considérable aussi bien au Sud, à l'Est qu'au Nord. Braudel a écrit des pages magnifiques sur ce sujet. Les expressions culturelles y sont extrêmement voisines. L'habitat méditerranéen présente de grandes similitudes quand on pense aux maisons de pierres sèches de Provence, aux habitats des Pouilles, à l'architecture d'Afrique du Nord. Toute une culture du quotidien montre que nos peuples se sont entremêlés constamment au fil des siècles. Cet espace ainsi construit est un trésor à faire fructifier. Il faut l'appréhender de cette façon plutôt que d'insister sur les différences. Tout en favorisant les expressions culturelles directes, il faut insister sur ce qui unit cet espace. Cet héritage commun est à la fois positif et négatif. En particulier, il y eu, au milieu du XIX^e siècle, une véritable imbrication des élites du Bassin méditerranéen, porteuse d'une grande richesse. La Renaissance arabe s'est nourrie d'une grande intimité avec les saint-simoniens, intimité détruite par la colonisation puis par les régimes dictatoriaux.

Il est de notre devoir de s'attacher à se connaître mutuellement. Je suis frappée de voir à quel point les sociétés du Sud connaissent ce qui se passe au Nord, et combien nous sommes ignorants du fonctionnement des sociétés du Sud de la Méditerranée, qu'il s'agisse des langues,

de la culture, de la philosophie ou du religieux. Il faut que les échanges se multiplient, que les sociétés civiles se parlent davantage.

Pour cela il faut agir à tous les niveaux. Les chercheurs pourraient notamment diversifier leurs travaux et les faire porter sur des questions plus sociétales. Ils pourraient ainsi participer aux réflexions très intenses dans les pays arabes, notamment la place des femmes : ce sont elles qui enseignent aux enfants, qui ont une force de travail considérable, mais elles sont souvent ignorées et maintenues dans un état d'illettrisme alors qu'elles pourraient constituer un facteur de développement considérable. J'ai été frappée au Maroc par le rôle des femmes et par leur demande de plus de développement.

Les révolutions arabes ont modifié notre perception de cet ensemble méditerranéen

CES RÉVOLUTIONS CONSTITUENT une occasion historique pour renouveler les relations entre l'Europe et le monde. L'Europe a désormais des groupes de chercheurs sur la Méditerranée, un groupe de travail en particulier présidé par Mario Monti avant qu'il ne soit Premier ministre en Italie. L'Euromed commence à être perçue comme une entité à la fois fondamentale et historique. Si cette prise de conscience n'a pas donné lieu à des initiatives à la hauteur des enjeux, c'est aussi parce que tout est lent en Europe et en démocratie.

Ce processus reste lent car sur le plan politique, le conflit israélo-palestinien et des conflits bilatéraux moins importants bloquent la mise en place de relations entre pays riverains, notamment celle d'un marché commun maghrébin qui pourrait s'intégrer au marché commun que la Turquie est en train de construire. Une telle réalisation donnerait une vraie impulsion à la croissance et conférerait au Sud plus de force. Il n'y aura de vraie parité et d'équilibre que si des initiatives multilatérales se développent au Sud.

Respecter la démocratie, c'est respecter les résultats des élections

IL FAUT D'ABORD SALUER les résultats de ces élections et les respecter, si l'on veut respecter la démocratie. On peut s'attendre à ce qu'il y ait beaucoup de stigmatisation et d'instrumentalisation de ces résultats dans les débats. Il faut évaluer ces résultats en fonction de ce que sont ces sociétés, en rappelant toutefois que les partis religieux n'ont pas été à l'origine des révolutions. Si les partis islamistes sont arrivés en tête

aux élections, c'est que depuis des années ils incarnent avec constance l'opposition face aux régimes de Ben Ali et aux partis et gouvernements en place. Il faut néanmoins être attentif car le mélange de la politique et de la religion n'engendre pas forcément du bien. Ceci n'implique pas que les religions ne puissent pas imprimer les pratiques sociales mais on voit bien qu'il y a également des forces plus extrêmes qui veulent soumettre la politique à la religion. La deuxième chose, c'est la place des femmes, un sujet universel pour toutes les religions. On le voit en Turquie : bien que ce pays reste un modèle, on peut y observer des tentatives de retour en arrière et des formes de conservatismes politique et social qui se développent et qui ne sont pas favorables aux femmes.

Une démarche qui part de l'économie, mais intimement associée au politique

POUR CONSTRUIRE LA RÉGION, les institutions ne constituent pas l'essentiel. Celles de l'Union européenne ont été créées après qu'on a défini un projet commun de coopération économique. L'acquis principal de l'Euromed est formé par l'ensemble des projets réalisés sur le plan économique. Les intérêts communs déjà identifiés devraient devenir des intérêts partagés. Ce processus a également créé l'habitude d'avoir un dialogue politique approfondi et il faut faire vivre cette habitude. Je reste cependant convaincue que les institutions doivent être au service de ces projets de coopération et que les projets doivent avant tout faire leurs preuves. Il ne faut pas commencer par les institutions, au contraire, il faut d'abord, par exemple, créer un mécanisme de protection des investissements, faire émerger une Banque de la Méditerranée, identifier des normes communes...

Il faut dénoncer à l'intérieur de l'Euromed, l'orientation ultralibérale de la Commission européenne et ne pas se limiter ni au commerce ni au libre-échange. En Europe, il y a eu déviation du marché unique : on oublie que ce n'est pas exclusivement une zone de libre-échange, ce sont aussi des politiques communes et des régulations avec des institutions politiques qui ont une vue d'ensemble. Le défi commun, c'est d'avoir une croissance créatrice d'emplois pour intégrer la jeunesse et fixer les gens dans leur pays car ce n'est que comme cela que l'on pourra avoir une politique migratoire et une liberté de circulation raisonnée. Si la démarche prioritaire me semble être d'ordre économique, elle doit être intimement associée avec le politique.

Le projet Euromed peut revivifier l'UE

LES MIGRATIONS SONT au cœur du projet Euromed, qui s'est construit sur un paradoxe : on propose un projet d'union à des peuples tout en refusant de les voir. Montrer que la coopération permet une meilleure régulation des migrations est essentiel pour lutter contre les craintes européennes. C'est le travail d'une génération au moins. La circulation des étudiants, des professionnels, des familles, dans le cadre d'une vision plus ouverte, est cruciale et devrait être le fruit d'une politique plus humaine et d'une politique de bon sens. Or, l'Europe, en particulier les pays d'immigration récente, ont de plus en plus de mal à envisager les choses ainsi.

La résolution de la crise interne de l'UE gèle les avancées possibles sur d'autres politiques. Il faut arriver à sortir de cette crise par le haut. Outre le soutien à la croissance, on doit insister sur la nécessaire légitimité démocratique du nouveau mécanisme pour sortir de la crise, une stratégie à adopter avec les marchés et une vraie solidarité à l'égard des États de la zone euro qui sont attaqués.

En attendant de parvenir à surmonter cette crise, les autres dossiers ont disparu de l'agenda européen. Or le projet Euromed peut revivifier l'UE : pour peser dans les organisations internationales, il faut atteindre une masse critique et cela, seule l'intégration de l'espace méditerranéen permettra de le faire. Le projet européen bute actuellement sur la crainte de la mondialisation, sur le retour du populisme, de la fermeture. Ce projet doit être revivifié par une action de l'UE tournée vers l'extérieur. Au xx^e siècle, ce projet était euro-centré par nécessité (la paix, la prospérité, l'abolition des dictatures au sein de l'Europe, autant de défis qui ont été atteints). Au XXI^e siècle, il faut trouver un nouveau moteur au projet européen. Si l'UE doit être une réponse aux peurs de ses habitants, il faut désormais qu'elle s'exprime face à la mondialisation et intègre son versant méditerranéen. Cela permettra également de donner aux peuples du Sud la capacité de peser dans la mondialisation.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

C'EST LE bonheur !

“ La Méditerranée exerce une influence réelle sur la Turquie

Bahadır Kaleagasi

Diplômé de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et d'Istanbul, Bahadır Kaleagasi a été chercheur et enseignant à l'Institut d'études européennes à Bruxelles. Il a accompli des missions universitaires à Georgetown, Harvard et Jérusalem, et a travaillé pour plusieurs projets de l'Union européenne. Il est actuellement le représentant auprès de l'Union européenne de la Tüsiad à Bruxelles, l'association des Industries et Entreprises de Turquie. Il est également coordinateur international de cette association qui a des représentations à Washington DC, à Pékin et en Europe. Il est l'auteur de plusieurs livres et articles en turc, en français et en anglais sur les questions européennes et internationales. Depuis 2011, il est aussi président de l'Institut du Bosphore à Paris.

Un espace qui a une légitimité historique et plusieurs identités

GÉOGRAPHIQUEMENT LA Méditerranée est un espace intéressant, une autoroute navigable entre les continents. Elle a aussi une légitimité historique ; c'est l'espace de la *pax romana*, du droit romain. C'est aussi l'espace de développement, de progrès scientifiques mais l'écart s'est creusé entre le Nord et le Sud sur le plan politique. Cet espace pourrait être intégré à la démocratie européenne autour de problématiques communes : marché de la concurrence, protection de l'environnement et aussi espace social dans une approche kantienne. Cette démocratie s'insérerait dans un ordre international caractérisé par les droits démocratiques et la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. C'est un chantier devant nous.

Il y a un axe méditerranéen en chacun de nous, mais cet axe coexiste avec d'autres : par exemple, la Turquie a une identité fondée sur un axe balkanique, un autre lié à la mer Noire, au Caucase, à l'espace euro-asiatique mais ils n'excluent pas la Méditerranée. C'est différent pour chaque pays : l'Espagne est à la fois atlantique et méditerranéenne, la France est atlantique, alpine et méditerranéenne, l'Algérie subsaharienne, méditerranéenne, arabe, et berbère. À l'époque de la société de l'information et du G20, il n'y a plus d'identités exclusives ou uniques. Il faut voir comment développer l'espace méditerranéen pour permettre l'accès à plus de démocratie et de développement social.

Le fait religieux a été un facteur d'interaction positive dans l'espace méditerranéen, mais il a également joué un rôle de division. Il existe encore des conflits en relation avec les trois religions qui sont nées dans son espace, à des degrés divers. Actuellement, ce facteur constitue un frein. Il y a également une division en termes de développement socio-économique. Le Maghreb forme un ensemble à part, le Moyen-Orient, la Turquie et les Balkans, candidats à l'adhésion, forment d'autres ensembles. Pourquoi l'Allemagne ne serait-elle pas méditerranéenne quand les produits allemands accèdent massivement à la Méditerranée ainsi que les personnes ? Les frontières entre les zones sont de plus en plus floues. Il faut voir aussi comment la réalité de l'Union européenne s'impose à l'unité méditerranéenne. Le rattachement de certains pays à l'Union européenne est plus profond et fait que ces pays entraînent le reste de l'Europe à la Méditerranée. Le projet euro-méditerranéen ne sera pas confiné à la zone méditerranéenne : il se concrétisera par une extension interactive de l'acquis communautaire vers le reste de la Méditerranée. Il sera fondé sur l'État de droit ; la coopération intergouvernementale en ce qui concerne la sécurité interne et les projets touchant à l'énergie, aux transports, aux changements climatiques.

La Méditerranée en interaction réelle avec la Turquie

ON A TOUJOURS PENSÉ que la transition dans les pays du Sud de la Méditerranée serait un scénario très long. Aujourd'hui on se rend compte que ces révolutions auraient pu arriver plus tôt et qu'entre la voie de l'autoritarisme religieux et celle d'un pouvoir militaro-personnalisé il y a l'option de la démocratie progressive intégrant des développements socio-économiques. C'est pour cela que la Turquie a soudainement découvert la région : auparavant, elle entretenait peu de liens avec la Méditerranée. Elle était tournée vers l'Europe, les États-Unis, la Russie, la Chine, les Balkans et les pays du Golfe ; tandis que maintenant la Méditerranée est entrée en interaction réelle avec elle. Beaucoup de Turcs n'auraient pu, auparavant, identifier les pays sur la carte du Maghreb. La carte de la Méditerranée est aujourd'hui en train de reprendre forme avec sa composante Sud. Ceci se traduit par plus de commerce, plus de trafic aérien, plus de séries télévisées turques... Par exemple, des restaurants libanais commencent à ouvrir leurs portes en Turquie. Les Turcs découvrent également la diversité du monde arabe, tandis qu'ils assimilaient auparavant les Arabes en général aux Saoudiens et aux pays du Golfe.

L'intégration de la Turquie à l'UE, base d'une refonte de l'Euromed

L'EUROPE DOIT s'élargir pour atteindre une masse critique qui lui permettra de mieux faire face aux défis du XXI^e siècle et, en disant cela, je ne fais que citer Jacques Chirac. Certes, il faut que le pays candidat soit prêt et qu'il remplisse les conditions, mais il faut aussi que l'Europe soit prête et se porte mieux. Je propose un élargissement de l'Europe en bonne et due forme. Quand l'adhésion européenne de la Turquie est remise en cause, c'est toute la politique menée par la Turquie au nom des intérêts européens dans la région qui l'est. La base d'une refonte de l'Euromed a pour pilier incontournable l'intégration de la Turquie à l'UE. L'échec de l'intégration discréditerait l'UE aux yeux du monde méditerranéen, notamment de la jeunesse. Pour que la Turquie, qui est en pleine évolution, adopte davantage de valeurs universelles européennes, la crédibilité du modèle européen joue un grand rôle. Par exemple, en 2005, la réunion du Conseil des ministres européens qui a décidé l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie avait aussi attiré des journalistes arabes car il s'agissait d'un test : l'Europe est-elle capable de traiter la Turquie et les musulmans de la même façon que les chrétiens ?

Dans les années 1980, on pensait que la Guerre froide ne finirait pas avant longtemps, cependant tout est arrivé beaucoup plus vite que prévu. Le même phénomène a lieu en ce moment en Méditerranée. Il faut saisir cette opportunité et accepter que le bilan de l'Euromed ne soit pas positif pour aller de l'avant. Jusqu'à l'an dernier, on pouvait en imputer la faute aux régimes autoritaires en place. Aujourd'hui, ces élites sont en train d'être remplacées et il faut agir rapidement. Si on ne le fait pas, ces sociétés évolueront vers d'autres systèmes, d'autres autoritarismes sans doute plus théocratiques, qui bloqueront les processus de démocratisation. Il en résulterait des relations encore plus hypocrites avec l'Europe.

Il faut mettre en place des accords permettant l'investissement en Méditerranée dans lesquels l'Europe ne jouerait pas le rôle de donneur de leçon. L'autre question importante est celle des migrations, qu'il convient d'aborder de façon plus structurée et plus globale : le système de sécurité européenne n'est pas limité aux frontières et ce n'est pas ainsi que le problème pourra être évacué. L'ouverture démocratique au Sud doit permettre à l'Euromed de se fonder sur des bases nouvelles. C'est une opportunité temporaire. Il faut agir dans les mois à venir.

La possibilité d'une vraie valeur ajoutée

LA TURQUIE A DÉJÀ commencé à jouer un rôle positif mais elle ne peut être crédible que si les relations qu'elle entretient avec l'Union européenne sont plus solides. L'Europe est tellement puissante que, quand elle fait quelque chose de mal pour elle-même, cela a des conséquences sur les autres. Ainsi, toute l'incohérence de la politique européenne actuelle est lourde de conséquences sur les pays voisins. La Méditerranée ne peut pas aller ailleurs que vers l'Europe. Pour autant, elle ne peut plus être une périphérie mais doit devenir un cercle à intégrer d'une façon fonctionnelle et pragmatique à l'Union européenne sur la base d'une politique commune (sur l'énergie, sur les transports) et avec des positions communes dans les organisations internationales.

Il faut changer le mécanisme et considérer la Méditerranée à l'intérieur de l'Europe. Il existe à présent un noyau dur constitué par la zone euro et l'Union européenne auquel s'ajoutent plusieurs cercles : la Méditerranée doit être l'un d'entre eux.

La diplomatie turque forme un cas à part avec ses voisins arabes. La Turquie n'est pas arabophone, elle fait partie essentiellement de l'espace économique et institutionnel européen ayant déjà absorbé plus de 60 % de l'acquis communautaire, elle est membre du G20, elle est peut-être trop du Nord pour le goût du Sud. Mais c'est aussi le pays du Nord qui est le plus proche du Sud, et le pays du Sud qui est le plus au Nord. Elle est en effet plus proche des pays arabes et pas seulement en terme géographique : la Turquie n'est pas vraiment de l'autre côté, elle offre des transitions. L'Eurasie n'est pas un continent géographiquement divisé. La division naturelle du monde en continents n'est pas véritablement pertinente à son endroit. En effet, les détroits turcs n'ont jamais été des frontières, à l'inverse du détroit de Gibraltar. Cette position spécifique doit être transformée en valeur ajoutée, si on joue bien.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

UNE CULTURE DE COMMUNICATION interhumaine loin des rigidités, plus flexible. Une plus grande fluidité des communications entre les personnes, ce qui peut avoir des conséquences très positives dans le développement des nouvelles affaires. C'est aussi les sites gréco-romains ou l'huile d'olive.

“Reconstruire un partenariat en tenant compte de la soif de démocratie et de justice

Mehdi Lahlou

Titulaire d'un doctorat d'État Es-Sciences économiques de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, professeur à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA) de Rabat et associé au laboratoire Économie des institutions et développement, en collaboration entre la faculté de droit (université Mohamed V-Rabat Agdal), l'École Mohammadia des Ingénieurs (EMI) et l'INSEA, Mehdi Lahlou est également membre du conseil national Parti socialiste unifié (PSU) marocain.

Un espace de vie commune

L'ESPACE MÉDITERRANÉEN existe, sur les plans géographique et historique, et, jusqu'à une certaine limite, sur les plans humain et politique. Au niveau environnemental, il est fortement menacé en raison de la désertification, de la raréfaction de l'eau et des effets du réchauffement climatique. La rareté de l'eau, ou sa pollution, sont des thématiques présentes sur les deux rives. Sur les plans politique et humain, la situation se dégrade. La montée des extrêmes, liée à l'action de gouvernements de droite, au racisme, etc., tend à rendre plus hypothétiques les possibilités du *vivre ensemble*. Les migrants sont ainsi perdus entre les deux rives de la Méditerranée, et sont l'image même d'une distorsion de plus en plus profonde entre les sociétés. Au niveau politique, l'Europe se construit dans un cadre élargi (27 États, 550 millions de personnes), en donnant l'impression, vue du Sud, d'être une sorte de Club où les pays chrétiens sont accueillis à bras ouverts, contrairement aux pays musulmans tels que la Turquie. L'Europe s'éloigne de ses volets Sud et Sud-Est pour intégrer sa composante Nord et chrétienne.

Depuis Rabat, on a l'impression que les politiques européens ne voient aucun intérêt à ce que les peuples au Sud aillent vers la démocratie. Lors des révolutions tunisienne et égyptienne, aucun gouvernement en Europe ne s'est engagé d'emblée à soutenir le départ des dictateurs. En Libye, on est face à une situation que personne ne peut

contrôler car il n'y a pas d'orientation politique claire. D'autant que les puissances qui sont intervenues dans ce pays constituaient des soutiens au régime de Kadhafi jusqu'au printemps 2011.

Tout cela n'empêche pas que l'on soit dans un espace de vie commun. La région a besoin d'hommes d'État pour aller vers ce destin. L'absence d'hommes d'État constitue, je pense, une composante importante de la crise européenne. De leur côté, les sociétés en Afrique du Nord ont décidé de défier leurs anciens dirigeants, qui ont fait perdurer dans leurs pays respectifs absolutisme et sous-développement.

Penser l'espace euro-africain en partenariat tripartite

BIEN SÛR, AU MAROC, aujourd'hui, notre avenir se construit largement avec le Nord de la Méditerranée, en attendant que le Maghreb se fasse. Mais nous devons aussi contribuer au développement de l'espace subsaharien mitoyen où l'on trouve les mêmes menaces – famine, rareté de l'eau, désertification... – encore plus accentuées, même s'il possède énormément de richesses. Dans ce cadre on pourrait envisager des partenariats tripartites entre la rive Nord, la rive Sud de la Méditerranée et l'espace subsaharien. On ne peut pas concevoir un partenariat avec l'espace subsaharien uniquement via les relations bilatérales entre Europe et Afrique, forcément très déséquilibrées. Il faudrait établir un partenariat global euro-africain, ne pas laisser l'Afrique demeurer un pré-carré français. L'Europe permettrait de briser les attaches coloniales qui continuent de bloquer nombre de sociétés en Afrique, particulièrement au Sud du Sahara. Ceci implique une autre vision des rapports Sud-Sud, avec des regroupements régionaux porteurs de développement et de construction démocratique. L'idée du Maghreb reste ainsi centrale. Mais tant que l'Algérie demeurera sous dictature militaire, le Maghreb sera du domaine du rêve. Mon espoir est qu'en Tunisie tout aille dans un sens démocratique, malgré la domination actuelle d'Ennahda. De fait, ce pays ne manque pas d'arguments, avec une jeunesse la plus instruite du monde arabe et un statut de la femme le plus évolué de la région.

Mais, côté marocain il reste un blocage qui l'empêche de couper avec un système autocratique encore largement fondé sur l'économie de rente. Le Printemps arabe n'a pas changé grand chose à cette situation : le référendum organisé en juillet 2011 a davantage renforcé les pouvoirs du roi que ceux du Parlement et du gouvernement.

La conscience méditerranéenne se dilue quand on pénètre dans l'intérieur des pays

LES MAROCAINS ONT cette conscience méditerranéenne. Toutefois, celle-ci est davantage présente dans les villes du Nord du pays et du littoral. Plus on va vers le Sud, le milieu rural, la montagne, plus elle se délite. Les disparités s'accroissent, même si la crise européenne a montré aux populations du Sud que celles du Nord sont aussi vulnérables qu'elles-mêmes. Cela dit, le Maroc et la Tunisie, les deux pays arabes les plus engagés dans la relation avec l'Europe, n'ont guère bénéficié du partenariat euro-méditerranéen. Aller vers cette zone de coprosperité, proclamé lors du déclenchement du processus de Barcelone en 1995, n'est plus d'actualité. Cela est d'autant plus vrai que la perception de la crise est différente entre les deux rives. Le PIB par habitant continue de se situer dans un rapport de un à plus de dix entre Maghrébins et Européens, alors qu'il n'y a au Maghreb nul filet social pour amortir les retombées de la bourrasque économique et financière enregistrée depuis 2008.

Un espace euro-méditerranéen, fondé sur des projets et sur des relations plus respectueuses

LES RÉVOLUTIONS NATIONALES ont chassé du pouvoir des régimes dictatoriaux, mais la marche reste longue pour construire des systèmes démocratiques. Et seule cette construction permettra à la fois la mise en place de structures d'intégration régionale reliant les pays du Sud et leur ouverture sur de nouveaux rapports économiques et commerciaux équilibrés avec l'Europe. Ces rapports seraient fondés sur des relations humaines plus respectueuses, des spécificités de toutes les composantes de l'ensemble méditerranéen. Mais nous avons l'hypothèque du conflit lié à l'occupation des Territoires palestiniens par Israël. Ce pays est-il là pour empêcher la construction de cet espace ? Mon espoir est qu'il y ait deux États dans cette région, avec Jérusalem en capitale partagée. Peut-être faut-il attendre la fin du pétrole pour changer la nature du soutien américain à l'État hébreu ?

La collectivité humaine autour de la Méditerranée a beaucoup de choses à partager. L'eau du Rhône pourrait être acheminée jusqu'à Alger. Un espace euro-méditerranéen focalisé sur des projets serait plus cohérent, plus efficace. On peut commencer en petit groupe et élargir progressivement la sphère des pays impliqués. L'idée de l'UPEM était bonne sauf qu'elle n'était pas très bien portée. Elle se focalisait sur les

gouvernements et aussi sur des thèmes non avoués (la gestion des flux migratoires ou l'offre à la Turquie d'un lot de consolation en échange de sa non-intégration à l'Europe). De même, l'UPM est apparue comme un instrument de pouvoir du Nord, une union entre chefs d'État, plutôt qu'un processus de construction d'un avenir commun.

Le partenariat euro-méditerranéen a besoin d'être refondé, à la lumière des bouleversements qui ont eu lieu au Sud. Il faut désormais tenir compte dans ce partenariat de la soif de démocratie, de justice et d'équilibre exprimée par les populations nord-africaines.

Quant au Maroc, celui-ci a refusé l'intégration que lui proposait le Conseil de coopération du Golfe, qui l'aurait obligé à appliquer les lois des autres membres de ce groupe sur le plan des valeurs. Cela nous aurait coupé du reste du Maghreb et éloigné de l'Europe. Or notre attachement à l'Europe est fait de principes et de référents culturels, politiques, humains et sociaux.

Pour relancer la dynamique euro-méditerranéenne, je proposerais, entre autres, des projets liés à l'eau et à la prévention contre des pollutions et divers gaspillages qui l'affectent, la reforestation des espaces devenus arides, la dépollution de la Méditerranée, l'investissement dans les énergies alternatives, la création d'agricultures complémentaires.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

JE SUIS NÉ À FÈS, d'une mère marocaine native de Syrie. J'ai suivi ma scolarité à Fès, à Rabat, puis à Paris. J'ai voyagé autour de la Méditerranée, de Lisbonne à Ankara, en passant par Madrid, Barcelone, Marseille, Rome, Malte, Athènes. Partout je me suis senti *chez moi*, partout on me considérait comme un citoyen du pays où je me trouvais, nulle part on ne m'a fait sentir que j'étais étranger. C'est cela la Méditerranée, une certaine identité de teint, d'allure, de goût, d'échanges. Et un grand amour pour les senteurs et les arbres tels l'olivier, l'amandier, le figuier, la vigne. C'est aussi un concentré de nature qu'on ne trouve nulle part ailleurs, mais tellement menacé par le béton et le réchauffement climatique. Et c'est face à ce défi, celui de la reconstruction d'une nouvelle altérité méditerranéenne, qu'il nous appartient aujourd'hui, au Nord comme au Sud, de nous mobiliser, si on veut durer.

“ Bâtir une vraie convergence par le bas

Olfa Lamloum

Depuis 2007, Olfa Lamloum est chercheuse politologue franco-tunisienne membre de l'Ifpo (Institut français du Proche-Orient) à Beyrouth. De 2000 à 2002, elle collabore à *Courrier international* (chef de service Moyen-Orient puis chef de la rubrique Afrique). Entre 2003 et 2007, elle est coordinatrice de programme de l'Institut Panos Paris : Médias et conflits dans l'espace arabo-musulman. Elle s'intéresse à l'impact des chaînes satellitaires arabes et à la place des femmes dans le discours des islamistes. Entre 2002 et 2007, elle enseigne la géopolitique au sein du département des sciences de l'information et de la communication à l'université Paris X Nanterre, UFR littérature, langage et philosophie. De 2003 à 2007, elle est codirectrice de la revue *Confluences Méditerranée*.

L'espace méditerranéen n'est pas contradictoire avec d'autres espaces

LA LÉGITIMITÉ EST UNE QUESTION relative : aux yeux de qui l'espace méditerranéen devrait-il être légitime ? Aux yeux des élites d'avant les révolutions, elle avait un sens. Mais l'opinion publique au Sud a toujours considéré que l'accord d'association n'avait pas d'impact politique réel et qu'il avait été signé par un régime incapable de fonder un contrat social, ni une vraie légitimité. Il représente une construction institutionnelle d'en haut entre un espace Nord regroupé et des entités au Sud dispersées.

Je suis en faveur d'une remise en cause de l'idée de Méditerranée : les populations ont développé des représentations différentes selon leur positionnement social, économique, culturel. L'espace arabe est en train de s'ouvrir, en particulier aux sciences sociales. On aurait intérêt, pas au niveau des élites mais dans l'ensemble de la société, à lancer un débat, à mener des études, à interroger le sens qu'a pour eux la Méditerranée. Il faut sortir des représentations qui circulent dans des milieux très fermés et interroger les gens en Tunisie et ailleurs afin de savoir, pour eux, ce que signifie *être méditerranéen*. Il est évident que c'est différent de la représentation qui est véhiculée dans les processus institutionnels.

On peut opposer à la Méditerranée une autre forme de communauté : le panarabisme. Il est à l'origine d'un lien social plus réel car il offre davantage de choses à partager : il y a une langue, une histoire,

une culture (qui inclut la religion), une histoire coloniale, de lutte contre le colonialisme et aussi des mobilisations communes qui ont transcendé les frontières (nationalisme, islamisme).

L'espace méditerranéen n'est pas contradictoire avec d'autres espaces qui paraissent plus légitimes : différents espaces peuvent être pertinents et avoir des échos différents dans la société.

Pour la première fois, les révolutions arabes ont offert aux sociétés des pouvoirs légitimes

LE PRINTEMPS ARABE a révélé des complicités Nord-Sud entre les élites. Les premiers résultats des élections ont réactivé cette perception dominante aujourd'hui selon laquelle on réduit le monde arabe à son islamité. Mais on constate que de fortes mobilisations existent. Des espaces publics se constituent, qui permettent l'échange et la contestation. Les gens peuvent choisir et s'exprimer. Le contexte est désormais favorable pour construire des regroupements qui peuvent avoir un sens. Cependant, les rapports de force sont instables. Les espaces bougent, dans un mouvement de recomposition sociale et politique. Ce qui est clair c'est que pour la première fois des citoyens sont impliqués dans l'espace public et politique. La diversité s'exprime, s'organise. On peut ouvrir un débat qui a un sens. La question de la légitimité du pouvoir se pose désormais dans des termes qui ne seraient plus surréalistes. C'est un phénomène nouveau.

L'Euro-Méditerranée a été fondée sur la négation des sociétés du Sud

DANS LE CADRE d'une recherche sur le partenariat Euromed, je me suis demandée comment celui-ci appréhendait la question de l'islamisme. Les accords d'association ont en effet été élaborés dans un contexte caractérisé par une affirmation de l'ordre autoritaire au moins pour deux pays importants, l'Algérie et la Tunisie. La Tunisie a connu un changement politique en 1987, avec l'arrivée Ben Ali et une tentative d'ouverture avec des élections de 1989 présentées comme libres : pour la première fois un parti islamiste, Ennahda, a obtenu un score assez important (14 %). S'en suivra une fermeture progressive de l'espace politique, une exclusion musclée de l'islamisme du devant de la scène. Ce scénario s'est reproduit en Algérie : après la révolte d'octobre 1988, on a vu la montée d'un islam politique, puis sa répression. Dans les années 1990, ces deux pays semblaient avoir tourné la page et avoir

exclu totalement l'islamisme : tous deux apparaissaient en mesure de se présenter comme des remparts contre l'islamisme.

Cette exclusion de l'islam politique a été cautionnée au Nord avec toutes ses conséquences (dériver autoritaires, réseaux de corruption) tout en s'inscrivant dans une approche sécuritaire de l'immigration (sous-traitance de l'immigration et première barrière filtrant les flux migratoires subsahariens). L'un des manquements des élites anciennes de la rive Sud et du Nord, c'est d'avoir occulté les évolutions qui ont marqué les sociétés civiles. Dès 1995, le processus de Barcelone intégrait un forum des sociétés civiles afin de montrer que le partenariat ne reposait pas exclusivement sur les élites. Ce forum comprenait en réalité une société civile, cooptée par les élites, de laquelle on avait exclu les islamistes. Les accords ignoraient l'ordre autoritaire. Or celui-ci ne laissait pas l'espace nécessaire à la construction d'une société civile active et capable de mener des batailles dans ses propres pays. Cet ordre a permis la mise en scène d'une société civile fortement déconnectée, artificielle, à l'image de la construction de Barcelone.

Ces accords sont donc fondés sur une convergence d'intérêts sur deux questions clés pour les élites au pouvoir au Nord comme au Sud : la gestion sécuritaire de l'islamisme et de l'immigration.

Un grand débat à ouvrir avec les sociétés

JE PROPOSERAI D'IMAGINER un débat dans les pays du Sud, avec les gens qui bougent, avec les nouveaux acteurs associatifs et politiques pour parler notamment du sens qu'ils donnent à la Méditerranée, en croisant Nord et Sud : on a tous à faire avec *l'ici et le là-bas*.

Il faut construire une convergence, par le bas. Le Printemps arabe a une dimension démocratique mais aussi morale contre le néolibéralisme dans les formes qu'il prend dans ses pays : corruption, criminalité organisée, chômage, dette. Le débat politique va aussi s'élargir : les modèles de développement, les modèles économiques vont être remis en cause. C'est en mobilisant des sociétés civiles que l'on peut trouver des ferments de coopération et de solidarité dans les espaces du Sud récemment affranchis de l'ordre autoritaire ; en témoigne le grand élan de solidarité à la frontière libyo-tunisienne.

Cependant, une autre question est problématique, c'est celle du conflit israélo-palestinien où, pour la première fois, les enjeux se posent autrement : comme le dit Robert Malley (directeur du programme

Afrique du Nord et Moyen-Orient à l'International Crisis Group, ancien conseiller de Bill Clinton), les pays arabes devraient reprendre des marges d'autonomie dans leurs politiques extérieures. Israël était intégré dans les accords avec le soutien hypocrite des régimes arabes en place. Sur ce terrain également, il faudrait ouvrir un débat avec des partenaires diversifiés sur le conflit israélo-arabe et sur la place d'Israël, en termes de sécurité régionale, d'accord de paix et d'espace de vie commune...

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

C'EST UNE IDÉE un peu folklorique. Certains espaces, certaines couleurs ont une grande familiarité pour moi. Mon identité tunisienne, que j'avais occultée à cause du régime, a ressurgi en janvier 2011 avec une dimension émotionnelle qu'on ne peut pas expliciter. On peut espérer des convergences au niveau des luttes sur des questions qui touchent tout le monde : la crise ici, l'espoir là-bas, même si c'est un espoir qui doit encore prendre forme. J'aimerais pouvoir construire de part et d'autre des liens de solidarité, qui convergent sur la construction de modèles alternatifs, une construction plus sociale et plus égalitaire.

“ Établir un partenariat nouveau en consolidant la démocratie et la société civile

Eneko Landaburu

Entré à la Commission européenne en 1986, Eneko Landaburu a été directeur général de la Politique régionale et de Cohésion jusqu'en 2000, puis directeur général en charge de l'Élargissement jusqu'en 2003 et directeur général des Relations extérieures jusqu'en septembre 2009. Il est actuellement chef de la délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc.

Un espace de culture partagée mais des expériences historiques différentes

L'ESPACE MÉDITERRANÉEN est une réalité géographique, un lieu de diversité, de conflits, de guerres, de tensions et d'oppositions, mais en même temps un espace de culture partagée et d'identités communes. Il y a paradoxalement plus de différences, par certains côtés, entre mon pays basque et l'Andalousie, qu'entre cette même Andalousie et le Maroc. Disons donc que, s'il y a une forte homogénéité culturelle, il n'existe aucune concrétisation de politique d'intégration dans cet espace, au moins dans sa rive Sud et Est.

Les Méditerranéens sont très attachés aux produits de leurs territoires : voilà ce qui rapproche le Sicilien et le Libanais, même s'ils ont des expériences historiques qui leur sont propres. Pourquoi dans une unité territoriale aussi proche y a-t-il une incapacité profonde entre les rives Nord et Sud à coopérer ? Le frein majeur est constitué par les énormes disparités économiques. Le développement historique en Europe est fondé sur l'économie de marché, les droits de l'homme et un projet politique globalement commun. Cette convergence a conduit à une intégration économique, politique et sociale spectaculaire au cours des soixante dernières années. Au Sud, en revanche, la combinaison, après la décolonisation, le plus souvent d'un parti unique, d'un régime de dictature et d'une économie dirigée, écarte de ce modèle de développement.

Il y a également la réalité religieuse de l'islam qui est indéniable : le Nord de la Méditerranée est plutôt chrétien et a fait son *aggiornamento*

tandis que l'islam, religion majoritaire de la rive Sud, présente une dimension politique incontestable. Enfin, le dernier élément est essentiel : l'intégration économique au Nord se fait plus ou moins bien avec l'Union européenne. Au Sud, aucune perspective sérieuse d'intégration régionale n'existe encore.

La menace extérieure aide à raffermir les liens. L'une des explications de la réussite de l'intégration européenne était, à l'époque, cette menace du monde communiste. Aujourd'hui, les deux rives de la Méditerranée sont soumises à des menaces identiques qui doivent ouvrir des champs de coopération pour y faire face : menaces terroristes, environnementales ou de récession économique.

L'UPM, un bilan mitigé

L'UPM EST L'HÉRITIÈRE du processus de Barcelone qui avait suscité beaucoup d'espoir. En 1995, nous étions dans une dynamique de rapprochement entre Israël et les pays arabes dans la poursuite des accords d'Oslo. L'ambition était forte, en mettant autour de la même table Israël et les pays arabes. Nous sommes revenus en arrière en raison du renouveau des tensions entre eux. Si beaucoup a été fait pour rapprocher le Nord et le Sud (programmes Meda, réseaux universitaires...), cette situation de guerre a constitué un véritable cancer dans le corps du processus de Barcelone. Les mêmes causes provoquant les mêmes effets, le scénario s'est reproduit avec l'UPM. Sa valeur ajoutée vient néanmoins du lancement de grands projets structurants (énergie, transports, environnement...) qui montreront aux opinions publiques que l'on peut répondre à des problèmes globaux malgré des blocages politiques. En revanche, la Politique européenne de voisinage est efficace car elle développe des relations adaptées entre chaque pays du Sud et l'UE, mais elle reste incomplète par manque d'une dimension régionale.

L'enjeu migratoire

UN DES BIENFAITS DU Printemps arabe réside dans le fait que l'Union européenne a pris conscience qu'il fallait agir dans trois domaines : ouvrir nos marchés à leurs produits, gage de crédibilité pour nos voisins du Sud ; parier sur la démocratie et donner des moyens d'accompagnement à la transition démocratique, au développement d'une société civile ; enfin, établir un nouveau dialogue sur la mobilité des personnes à travers une politique de visas plus libérale. Cette politique ne vise pas

à faciliter l'immigration illégale, tout au contraire. Il y a lieu de faciliter le mouvement de milliers de citoyens du Sud qui, pour des raisons professionnelles, doivent faire de courts séjours en Europe, sans risque de s'y installer. À moyen terme, nous aurons besoin de main-d'œuvre. Il faut donc se préparer à une migration venue du Sud. Tout cela n'est pas incompatible avec une politique de facilitation des visas, à court terme.

À titre d'exemple, le Maroc est devenu un pays d'immigration : des personnes d'Afrique subsaharienne arrivent au Maroc soit pour passer en Europe, soit pour s'y installer. Le Maroc devient un pays qui a intérêt à discuter avec les pays subsahariens pour mieux les informer de la réalité économique du Maroc et de l'Europe. Il faut s'insérer dans ce dialogue pour éviter les drames humains, notamment liés au traitement de l'immigration illégale, travailler avec les gouvernements locaux et assurer des éléments de codéveloppement.

L'attitude des Brics et des États-Unis

LES BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) commencent à être présents, notamment la Chine et l'Afrique du Sud sur le plan politique plutôt qu'économique. Pour être caricatural, les pays du Sud de la Méditerranée ont comme possibilité de fournir des matières premières et des chantiers dans lesquels on peut faire travailler la main-d'œuvre chinoise et vendre leur technologie. Ceci pose un problème : il n'existe aucune conditionnalité politique à l'activité de la Chine dans ces pays. La position américaine relève d'une logique différente : l'Égypte représente un intérêt particulier pour les États-Unis en raison de son positionnement vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Pour le reste, les États-Unis acceptent que l'UE assure un certain leadership en Afrique du Nord. L'Europe est malheureusement incapable à ce jour de jouer un rôle majeur au Moyen-Orient du fait de ses divergences internes.

L'impact des révolutions arabes

POUR LE MONDE ARABE, l'Europe avait un double langage. On ne défend les droits de l'homme que quand cela nous arrange. En Europe, on a intériorisé l'idée qu'il n'y avait pas d'espoir d'évolution démocratique dans les pays arabes et que l'islamisme radical allait s'imposer inéluctablement. Les révolutions et révoltes ont démontré que des centaines de millions de gens étaient capables de se mobiliser au risque de leur vie pour défendre les valeurs de liberté, d'égalité et de dignité. Il

est évident que l'on peut, sur cette base, penser à un partenariat nouveau qui n'était pas possible avec les dictateurs régnants. Nous espérons que leur forte croyance religieuse et leur expression politique soit compatible avec la démocratie. Nous devons être attentifs et, sur cette base, construire un partenariat nouveau.

La priorité consiste à accompagner la consolidation de la démocratie et de la société civile. Faire que le partage de ces valeurs soit la condition à l'obtention de nouveaux financements est un progrès. De plus, nous devons contribuer à créer les conditions de croissance économique car, sans emploi, ces pays seront au bord de l'explosion sociale. Croissance économique, emploi, appui à la démocratie et éclosion d'une société civile plus forte vont de pair.

Que pourrait être une communauté méditerranéenne ?

IL EST IMPENSABLE QU'UNE réalité géographique aussi homogène n'arrive pas à développer, à terme, une capacité de dialogue et de partenariat politique et économique plus ambitieux que ce que l'on a aujourd'hui. Le monde latin et méditerranéen vit parfaitement dans l'Europe avec les gens d'Europe centrale et du Nord. Il n'y a donc aucune raison qu'on ne vive pas bien avec des gens qui habitent dans le Sud. Il faudrait que ces derniers arrivent à se rapprocher de nous en créant les conditions d'une démocratisation, d'une plus grande croissance économique et de tolérance des trois grandes religions monothéistes. La fracture religieuse entre le Nord et le Sud est cause d'éloignement, de rejet et d'incompréhension. L'idée qu'on ait des croyances religieuses différentes, tout en partageant le même destin, doit s'imposer.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

S'IL Y A UN PARADIS terrestre, c'est la Méditerranée, mais par certains côtés cela peut être l'enfer.

“ La double incompréhension de l’Europe

Sophia Mappa

Historienne et sociologue, ancienne directrice du Forum de Delphes et professeure associée des Universités, Sophia Mappa est psychanalyste, chercheur et consultante internationale.

Comme la question des cultures méditerranéennes n’est pas abordée dans la construction de l’Euro-Méditerranée, elle est au cœur de cet entretien. Notre propos est d’attirer l’attention sur la communauté culturelle de deux rives. La Grèce en offre une illustration saisissante.

Peut-on parler d’espace méditerranéen ou est-ce une construction théorique ?

SI VOUS PENSEZ à un espace ayant défini sa propre unité, alors oui c’est une construction théorique récente – on pense à Braudel – élaborée du dehors, indépendamment de la conscience et de la volonté des sociétés riveraines. La volonté politique de créer un espace commun et sa définition viennent de l’Europe de l’Ouest. Cependant cet espace est habité depuis l’aube des temps par des significations imaginaires collectives des riverains du Bassin qui lui ont conféré du sens. Elles ont été forgées par une histoire commune faite d’échanges culturels et commerciaux permanents entre les riverains, de conflits et d’alliances toujours instables, de conquêtes et de colonisations, de grandeurs et de décadences des civilisations. La mer, peuplée de légendes partagées, est centrale dans cette histoire : elle unit et divise à la fois.

L’espace méditerranéen est l’héritier de trois empires : romain, byzantin, ottoman, qui sont, eux aussi, les héritiers de l’empire d’Alexandre et, plus loin, de l’Antiquité. Il est important de rappeler que Byzance a construit son idéologie officielle sur la langue grecque, le christianisme et sur la latino phobie, le Patriarcat de Constantinople ayant préféré le « *turban turc à la tiare papale* ».

Aussi, force est de constater que l’espace méditerranéen – et même les pays et certaines régions de sa rive Nord – s’inscrit dans l’héritage des empires et non dans celles des nations. Dans l’espace méditerranéen, il

y eut peu de débat sur ces valeurs et encore moins d'actions significatives pour les mettre en acte : au contraire, c'est contre elles que les sociétés méditerranéennes se sont construites.

Aussi, en dépit des changements, les continuités historiques sont-elles observables au niveau des significations collectives, des structures sociales et des institutions partagées. Nous nous arrêterons sur quatre d'entre elles pour éclairer le bilan mitigé de l'Euro-Méditerranée, dont la visée était de développer les pays de la rive Sud. Or elle n'a fait que reproduire les politiques régionales internes de l'UE, visant au développement des pays et des régions de la rive Nord du Bassin. Dans les deux cas, la question de l'histoire et de la culture a été évacuée.

Le rejet du dominant

LES RAPPORTS ENTRE LES PAYS riverains et l'Europe de l'Ouest et du Nord sont construits autour d'une incompréhension fondamentale. Pour les Européens, admirateurs des civilisations antiques, le mépris pour leurs épigones a pris le pas sur le désir de les comprendre en tant que cultures différentes. L'incompréhension et le mépris sont aujourd'hui lisibles, d'une part dans la construction de l'UE qui dénigre la diversité culturelle qui existe en son sein au lieu de la comprendre et, d'autre part, dans les politiques de la coopération euro-méditerranéenne qui s'obstinent à transformer, moyennant argent, les pays méditerranéens en des doubles des sociétés européennes. Cela transparait même dans les propos et les actes des *défenseurs de pauvres*, les ONG ou les intellectuels qui jugent les processus sociopolitiques du Sud à l'aune de l'idéal européen.

Du côté des pays méditerranéens, on observe la même incompréhension vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest et du Nord, dont ils apprécient davantage les richesses matérielles et les instruments de domination que les valeurs. Le rejet du dominant est d'autant plus fort que la domination est souvent assumée. Dès sa naissance, l'État grec se mit explicitement sous la protection des puissances européennes, dont il recevait flux financiers, rois, politiques et institutions publiques, sans oublier les produits de consommation. Aujourd'hui encore, les Grecs parlent des Européens comme s'ils ne faisaient pas partie de l'UE. Ils veulent rester en Europe, tout en la considérant largement comme responsable de leurs malheurs. On peut observer cette même ambivalence dans les autres pays méditerranéens. Que se passerait-il si l'Union européenne invitait les pays du Maghreb à la rejoindre ?

Une religion «encastrée» dans la société

L'ATTACHEMENT PARTAGÉ et explicite à la religion comme identité des sociétés méditerranéennes constitue une autre continuité dont les implications ne sont pas négligeables bien que certains observateurs nient l'importance du fait religieux pour mettre en avant l'universalité de la République. La réactualisation récurrente d'un discours islamique revalorisant le statut du musulman, les élections après les révoltes arabes nous invitent à être plus attentifs aux autres sociétés. La religion n'est pas un domaine séparé du reste de la société, elle y est *encastrée*, dans le même sens que l'entend Polanyi à propos de l'économie.

On peut ainsi observer en Méditerranée, comme dans le reste de l'Europe, l'étonnante similitude entre la construction des pouvoirs terrestres (sociaux, politiques, économiques) et l'institution imaginaire du pouvoir divin. Aussi, en dépit de leurs différences, les divers courants religieux qui se sont développés dans certains pays méditerranéens, se sont construits autour d'un socle commun de représentations fort différentes de celles que l'on trouve dans le christianisme occidental qui se sont développées à partir notamment du schisme de l'Église romaine au XI^e siècle et, *a fortiori*, à partir de la réforme protestante au XVI^e siècle.

Le pouvoir politique n'est pas autonome du pouvoir divin

LES RAPPORTS AU POUVOIR, en l'occurrence au pouvoir politique, sont aussi enracinés dans les empires. Le pouvoir politique n'est pas autonome du pouvoir divin et cette hétéronomie s'est déplacée dans les rapports à l'Occident. Le pouvoir politique ne jouit pas de légitimité auprès des populations, sauf s'il se réclame d'un pouvoir divin (c'est le cas du Maroc). Ailleurs, et en dehors des chefs charismatiques qui ont réalisé des unités provisoires, l'État est considéré comme extérieur à la société, et il l'est. À l'exception relative de l'Espagne et du Portugal, il n'est issu ni des processus internes ni de l'action des acteurs locaux. Ceux-ci ont occupé l'appareil mis en place par les puissances européennes. Ils l'ont fait avec les significations locales de pouvoir et non pas avec celles qui ont construit l'État moderne. Bien qu'il y ait eu des tentatives de modernisation de l'intérieur (Muhammad Ali en Égypte au début du XIX^e siècle ou Kemal Atatürk au début du XX^e), ce fut à marche forcée et en l'absence des sociétés.

Cette extériorité de l'État explique l'inefficacité des lois importées de l'Occident et l'usage de la force militaire ou policière pour gouverner.

Elle éclaire aussi le refus des sociétés de payer des impôts. L'impôt est assimilé (comme dans l'empire) à la domination du chef ou de la caste au pouvoir et non pas à la construction d'un bien public. De la même manière, on ne rembourse pas le crédit qui émane des institutions modernes. À la différence de l'État occidental, l'État méditerranéen s'est superposé aux pouvoirs particuliers (religieux, claniques, traditionnels, locaux) ; il ne les a pas subordonnés. Pour reprendre les propos du politologue Bertrand Badie au sujet de l'islam, l'État est le lieu où cohabitent deux significations sociales contradictoires : celle de la soumission au pouvoir et celle de son rejet, vu son imperfectibilité comparée au pouvoir divin.

Le pouvoir politique exige l'allégeance de ses sujets moyennant la force militaire, le clientélisme et le populisme. La Grèce illustre ces rapports de soumission au pouvoir et son rejet : le populisme des partis politiques a alterné pendant deux siècles avec des coups d'État militaires récurrents. L'adhésion du pays au Marché commun en 1981 entraîna, non pas la transformation démocratique du pouvoir (et de la société) mais l'installation du populisme et du clientélisme comme mode de gouvernement. Le premier acte du dernier Premier ministre élu en 2009, en pleine crise de la dette, a été de recruter dans le secteur public pour satisfaire sa clientèle. La crise de la dette et les révoltes arabes construiront-elles quelque chose de nouveau ? Feront-elles émerger la signification de liberté de pensée et d'action des individus et leur volonté de construire un pouvoir politique autonome en tant qu'institution issue de leur propre volonté ? L'histoire est ouverte mais il faut la penser.

La vision de l'économie

DANS LE DOMAINE économique, le capitalisme qu'on essaie d'exporter dans ces pays à travers la coopération n'arrive pas à prendre racine. C'est qu'il est issu des mutations anthropologiques qui n'ont pas trouvé d'écho en Méditerranée. En effet, si on ne résume pas le capitalisme au marché comme on le fait souvent, les significations qui l'ont construit impliquent un rapport clair à la propriété privée et à beaucoup d'autres notions. Ces significations n'ont pas trouvé jusqu'ici d'écho ni au Nord, ni au Sud du Bassin méditerranéen, sauf peut-être en Israël et récemment en Turquie. Faut-il le regretter ?

L'activité économique est subordonnée aux autres activités humaines, familiales, religieuses, ludiques. Comme dans l'empire, le prestige social

ne tient ni à la production ni au travail mais à la redistribution de richesses cumulées par les chefs (de clan, religieux ou politiques) grâce aux rentes tirées du commerce, aux rentes foncières, aux tributs fiscaux et à la capture militaire. Cette redistribution crée des obligés. Au contraire, le travail est assimilé à l'esclavage de jadis, lorsque seuls les esclaves ou les dominés produisaient et étaient soumis à l'impôt (c'est d'ailleurs le même mot, à un accent près, en grec). Cela ne signifie pas pour autant que les Méditerranéens sont paresseux, comme le veut la vulgate protestante, mais que le labeur vise à la survie immédiate et non à la création de richesses. « *Ces gens peinent mais ne produisent pas d'œuvre* », écrivait en 1954 le philosophe grec Costas Axelos, fervent admirateur des philosophes grecs, antiques et modernes, et réfugié en France après la Seconde Guerre mondiale.

La consommation a traditionnellement eu le pas sur la production. De ce fait, la dépendance à l'extérieur (émigration, aides, pétrole, endettement extérieur) est un fait ancien et total. La Grèce est sous le contrôle financier des puissances européennes, depuis la mise en place de l'État. La dette de l'empire ottoman l'a mise sous la tutelle financière de ses créanciers européens depuis 1881.

Signalons encore la réticence à investir et l'attrance pour les banques : les fortunes colossales des communautés grecques de l'empire ottoman n'ont pas été investies dans la production. Les activités développées ne sont donc pas des activités de production industrielle mais plutôt des activités traditionnelles. Ces pratiques économiques ne sont pas l'apanage des pays méditerranéens. Elles existent dans les pays producteurs de pétrole et dans tous les pays aidés par l'Occident. Elles éclairent l'inefficacité de l'aide. Mais la libéralisation des marchés du processus de Barcelone, au lieu d'engendrer des activités modernes, a fait décliner les activités traditionnelles.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

L'HISTOIRE ET LA CULTURE, preuve de la merveilleuse diversité de la planète. La vitalité de ces sociétés, la musique et la poésie, l'imagination. Le coucher de soleil sur la mer.

“ Les politiques migratoires, une affaire de civilisation

Toni Maraini

Écrivain, poète et historienne de l'art italienne, Toni Maraini a vécu et enseigné au Maroc. Depuis 1988, elle vit à Rome où elle a dirigé la Fondation Moravia (1991-2007) et participé à des nombreux travaux interculturels entre les deux rives de la Méditerranée. En français, elle a publié des essais, dont *Écrits sur l'art, Maroc 1967-1989*, des textes critiques, des nouvelles : *Dernier thé à Marrakech* et des poèmes : *L'Évangile apocryphe des oiseaux*.

L'espace méditerranéen existe, mais sa reconstruction est dans l'impasse

ENCHEVÊTREMENT de processus historiques, berceau et *lac de cultures* (P. Matvéjevic), lieu de brassages, l'espace méditerranéen existe. C'est une configuration dont la perception s'est définie depuis des millénaires. Sa formulation théorique a toutefois oscillé entre construction et déconstruction. Incarnée à l'époque hellénistique par une pensée politique et philosophique qui élaborait, au croisement de l'Orient et de l'Occident, avec l'apport des élites des deux rives, la notion de *cosmo-polis* universelle, la reconstruction théorique a pris essor le siècle dernier et se trouve aujourd'hui dans une impasse.

L'*identité méditerranéenne* évolue dans un espace ayant produit plusieurs alchimies identitaires. Elle ne peut pas être définie sans tomber dans les stéréotypes. Écrivains, artistes des deux rives en ont raconté les réalités sans jamais les épuiser car cette identité a ses variantes et ses mutations. Elle se fonde toutefois sur un socle profond par ces processus historiques que Fernand Braudel a qualifiés de *longue durée*. Même sans une théorie unitaire, et nonobstant conflits et divergences, quelque chose d'impondérable appelé *identité méditerranéenne* existe...

« Amener le centre de gravité de l'être européen vers le Sud » a trop souvent signifié dans le passé occuper le Sud comme lieu stratégique, l'exploiter comme source de matières premières et humaines, le finaliser aux besoins des marchés, du tourisme, du plaisir, etc. Mieux vaut, à mon avis, laisser le *lieu de gravité de l'être européen* là où il est naturellement, lui demander plutôt de prendre davantage conscience de sa dimen-

sion méditerranéenne et maintenir son engagement dans la recherche d'un équilibre partagé (ni trop vers le Nord ni trop vers l'Est ou l'Ouest ni trop vers le Sud), soutenu par un processus de connaissance, de dialogue, de collaborations et de négociations. L'idée est-elle française ? Peut-être. En Italie, où je me trouve, l'*être européen* est perçu comme un être qui a un important centre de gravité dans la France, et la France dans la Méditerranée. C'est indéniable et c'est l'histoire.

Reprendre conscience de ce qui unit les peuples des deux rives

DEPUIS DES ANNÉES, l'Italie vit mal son *être méditerranéen* autrefois bien aimé. Des longs siècles d'hégémonie Nord-Sud ont poussé au repli certains pays européens de la rive méridionale. Mais un discours sur l'appartenance à la Mer du Milieu a toujours accompagné, dans la rive Sud, cette *histoire de longue durée* qui est aussi la sienne. Si bien qu'elle s'est souvent tournée, pour trouver écoute et soutien, vers les pays frères euro-méditerranéens. Entre 1960 et 1963, les premières œuvres modernes traduites de la rive Sud, qui parurent en Italie, furent des écrits de Ferhat Abbas et René Alleg. L'époque était à la fraternelle solidarité méditerranéenne. Elle inaugura une réconciliation et une (re)prise de conscience de ce qui unit les peuples des deux rives. Faisant écho à un Elitis ou Kavafis, des poètes de la rive Sud et du Maghreb ont chanté l'*oikoumene* (mot grec qui signifie *la terre habitée, le monde*) méditerranéenne. Une récente anthologie publiée en France – *Les poètes de la Méditerranée* (Gallimard) – réunit des poèmes composés en dix-sept langues différentes ! On peut par ailleurs évoquer quelques vers d'une *Ode à la Méditerranée* (1978) du poète tunisien Mohamed Aziza : « *La Méditerranée c'est [...] le bouzouki, le rebab et la lyre d'Orphée [...] le Cantique des Cantiques [...] le retour d'Ulysse [...] la Croix et le Croissant [...] l'inégale partage des eaux [...] une amnésie des cartographes [...] elle sera ce que ses peuples bourgeonnant en feront [...] Et que fleurissent les Andalouses et les Alexandries nouvelles dans un espace reconnu, un temps accordé, une filiation assumée, dans l'évidente bonté de la justice et la paix calme de l'olivier* ». Paroles d'une époque d'espoir inter-méditerranéen ? Oui.

Les révolutions arabes ont ouvert une brèche dans les représentations du Nord

LES RÉVOLUTIONS ARABES ont modifié une certaine perception de la Méditerranée. En Espagne, aux États-Unis, en France comme ailleurs,

parmi les slogans et banderoles des Indignés figuraient *Printemps arabe*. Un Printemps projeté dans l'espace de la globalité. En se tournant vers leurs réalités nationales, les révolutions arabes ont contribué à changer leur propre regard et le regard des autres sur eux. Malheureusement l'autre, plus proche, l'Euro-méditerranéen, qui représentait un univers possible de soutien, s'est vite défilé. Les événements (et les médias) ont contribué à cette prise de distance qui s'est faite rapidement. Les révolutions arabes, elles, s'inscrivent dans la *longue durée*. Il faudra du temps pour recueillir les fruits des changements entamés. Les peuples devront compter sur leurs propres forces et leurs propres visions. Il était prévisible qu'il allait y avoir des interférences géopolitiques, militaires, de l'extrémisme religieux, et qu'il y aurait des tensions conflictuelles, meurtrières. Les observateurs de la rive Nord n'ont pas accordé de temps à ce Printemps, vite appelé *automne*, soutenant que le rêve démocratique n'était pas compatible avec le monde musulman. Ils ont focalisé sur l'islamisme politique, dont le succès était prévisible : depuis trois décennies, la situation conflictuelle internationale lui a offert ample matière à exacerber l'angoisse identitaire. Tout cela a joué au détriment des autres expressions des sociétés de la rive méridionale, celles qui ne se reconnaissent pas dans le fondamentalisme politique religieux, celles de la pensée séculaire et des batailles civiles, et même celles que l'historien Olivier Carré nomme l'*islam laïque*. Ces différentes expressions ont un poids, revendiquent une modernité constitutionnelle des institutions, œuvrent pour une prise de conscience des droits de la citoyenneté et de la personne, luttent contre les dérives obscurantistes et devraient recevoir davantage de soutien et attention. Mais elles demeurent presque invisibles à l'Européen moyen. Il y a là un déphasage de perception entre l'Europe et les rives Sud, que les révolutions arabes ont réussi à débloquer. Pour un bref moment. Car déjà, un autre climat de guerres et de conflits s'annonce.

La Grèce donne la mesure de l'enjeu euro-méditerranéen

LA POLITIQUE DE VOISINAGE a un sens, mais les forces en jeu Nord-Sud sont trop inégales. Et, pourtant, le voisinage implique la nécessité d'une politique concertée. Dans le cas de l'Italie, sa politique méditerranéenne soutenait autrefois des projets clairvoyants de coopération, disposant d'un réseau d'ONG très motivées sur le terrain, mais qui ont progressivement perdu de leur importance par manque de fonds, de

moyens, de vision, de connaissances et de compétences au niveau institutionnel. Tout en y cherchant des affaires, des marchés et des matières premières, l'Italie a tourné le dos à l'espace méditerranéen. Tous les pays de la rive septentrionale semblent d'ailleurs absorbés par la crise européenne au point de se détourner de la perception méditerranéenne, dans un repli euro-centrique en oubliant que leur futur dépend aussi du futur de la Méditerranée. Ce sera peut être, dans le cycle historique, encore une fois la Grèce, en se réveillant méditerranéenne parmi les Méditerranéens, à donner la mesure de l'enjeu euro-méditerranéen dans la grave crise actuelle.

Les migrations caractérisent notre époque

LES MIGRATIONS ONT une place importante. Elles caractérisent notre époque. Les politiques accompagnent le mouvement de la migration naturelle vers l'Europe, les exodes et les déplacements des migrations d'urgence. La question migratoire nécessite donc attention et analyse, moyens et structures, politiques et planifications, là où les gens arrivent mais aussi, en amont, là d'où ils partent ou fuient. Croire à une Europe éternellement blindée n'est pas sensé.

Selon le site *Fortress Europe* de Gabriele Del Grande, depuis 1988 il y a eu environ 19 000 morts (en ne comptant que ceux qu'on a pu certifier) noyés en essayant de traverser en clandestinité la Méditerranée. Une Méditerranée cimetièrre que le poète albanais Fatos Arapi appelle *Acheron de sang*.

Organiser la traversée de la Méditerranée dans la libre légalité serait profitable à l'économie, la sécurité et l'humain :

- 1) les migrants ne risqueraient plus de manière inhumaine leur vie ;
- 2) ils ne donneraient plus d'argent aux mafias, qui seraient peu à peu vidées de leur pouvoir ;
- 3) ils pourraient revenir chez eux sans avoir été obligés de vendre leur maison ou de ruiner leur famille ;
- 4) ils montreraient leurs papiers sans peur : les autorités de départ et d'arrivée sauraient qui voyage, les respecteraient et ce serait un pas en avant contre la clandestinité. Voyager dans la légalité crée un pacte de dignité entre l'immigrant, les réfugiés politiques et le pays d'accueil ;
- 5) ce pacte favoriserait une compréhension et une acceptation des conditions d'entrée, une bonne perception des lois à respecter ;

6) signer un document légal d'entrée signifie accepter les conditions de durée octroyées et les protocoles de sécurité, voire le retour ou le refoulement qui ne devrait pas s'appliquer aux réfugiés politiques ou se passer dans la violence.

Tout n'est pas si facile, évidemment. Mais il est clair qu'il faut, de part et d'autre, des moyens et des structures adéquates, être conscient de la nécessité d'une éducation migratoire, des politiques d'ampleur en amont des circonstances qui poussent au départ... Autrement, quelle serait l'alternative ? Une *Fortress Europe* toujours plus renfermée ? Donc, oui, les politiques migratoires concernent le projet euro-méditerranéen ; il ne s'agit pas seulement d'une question sécuritaire ou de bureaucratie, mais de civilisation. Les morts tragiques par migration clandestine sont une honte pour notre conscience.

Sur quelles bases refonder un partenariat euro-méditerranéen ?

« VOIS-TU, NOUS AVONS d'abord bâti dans du sable/ le vent a emporté le sable/ puis nous avons bâti dans du roc/ la foudre a brisé le roc/ il faut qu'on pense sérieusement à bâtir/ dans l'humain. » Ahmed Bouanani, poète marocain.

On pourrait proposer un plan jeunesse important entre les rives, avec des bourses, des rencontres, des projets croisés. Soutenir les associations qui s'occupent des questions sociales, humanitaires et des droits du citoyen, privilégier les micro-projets de développement qui aident la voie d'en bas, là où celle d'en haut a souvent failli, envisager des publications scolaires qui formeront à la connaissance des Andalousies et des Alexandries qui ont été possibles, apprendre à cohabiter et à vivre dans la laïcité dans un espace d'*oikoumene* retrouvé, ou encore lancer un Forum itinérant transméditerranéen et ainsi de suite. Mais pour donner une « nouvelle dynamique à la création d'une communauté méditerranéenne », il faut surtout un honnête et ponctuel travail critique et auto-critique en amont et bien comprendre la phase historique que traverse la Méditerranée.

— Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?

HÉRITAGE, ressource, *oikoumene*.

“ Ce sont les mouvements sociaux qui construisent les régions

Gustave Massiah

Gustave Massiah est une personnalité centrale du mouvement altermondialiste. Ingénieur et économiste, professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette, il est l'auteur d'ouvrages sur l'urbanisme et le développement. Son dernier livre : *Une stratégie altermondialiste* (La Découverte, 2011). Il a été président du Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) (2000-2008) et vice-président d'Attac-France (2003-2006). Il est membre du Conseil scientifique d'Attac-France et du Conseil international du Forum social mondial.

L'espace des identités multiples

ON PEUT PARLER D'ESPACE méditerranéen à condition de partir du principe que c'est la diversité qui le caractérise et fonde son unité. Il possède une unité historique. Peut-on pour autant parler pour l'avenir d'une identité méditerranéenne ? Historiquement, la Méditerranée a formé un espace qui a été le centre du monde. Comment définir son identité quand on n'est plus centre du monde ? Ce n'est plus le projet du monde qui caractérise cette entité, c'est un mélange de nostalgie et d'approfondissement des contradictions.

Braudel décrit trois espaces : il y a l'espace chrétien du Nord, celui de la rive Sud du monde arabe et musulman et un troisième, que l'on voit moins aujourd'hui, celui de la civilisation orthodoxe qui va jusqu'à Moscou. Cette situation confère à la Méditerranée une profondeur inédite. Il faut se réinventer quand on n'est plus centre du monde.

Édouard Glissant et Patrick Chamoiseau (écrivains martiniquais) développent l'idée que chaque individu et chaque peuple a des identités multiples. La Méditerranée est l'espace des identités multiples dans lequel chacun peut participer à plusieurs identités. Un Tunisien se verra d'abord comme né à Sfax, puis comme un Berbère puis comme un Maghrébin, comme un Arabe et peut-être enfin comme un Méditerranéen. Par contre, il n'existe pas d'identité euro-méditerranéenne en tant que telle car, depuis la fin de l'Empire ottoman, la contradiction Nord-Sud a fortement partagé la Méditerranée dans un rapport de domination et de développement inégal de plus en plus marqué.

La légitimité de l'espace Méditerranée n'est pas dans le passé mais peut résider dans un projet. Actuellement, je ne vois pas de projet méditerranéen. Il peut se construire, mais il n'existe pas. Les contradictions entre les rives sont beaucoup plus fortes qu'une appartenance commune. Braudel disait : « *La Méditerranée est un espace dans lequel les autres viennent construire leur projet.* » Elle a toujours un rôle, mais n'a plus de projet à elle. De plus, aujourd'hui, la Méditerranée est devenue pour l'Europe une frontière dangereuse, une frontière d'invasions ; d'où l'imperméabilisation des frontières qui est un objectif contraire à la construction d'un espace méditerranéen.

Une rupture profonde, au Nord comme au Sud

NOUS SOMMES DANS une rupture qui comporte deux éléments majeurs. Premier élément : c'est une rupture qui marque la fin du néolibéralisme. La crise financière, économique, sociale et écologique aboutit à l'épuisement du néolibéralisme, à la fin d'un cycle, celui du capitalisme. Quand un cycle s'achève le cycle suivant n'est pas prédéterminé, on est donc en pleine incertitude. Quelle est la place de la Méditerranée dans cette crise ?

Ce qu'il y a de particulier, ce sont les quatre dimensions qui s'imbriquent, au-delà de la crise financière :

- 1) une crise des inégalités sociales ;
- 2) une crise démocratique, des libertés. C'est une crise idéologique ;
- 3) une crise géopolitique, celle de l'hégémonie du bloc dominant américain et européen ;
- 4) une crise écologique. Braudel affirmait que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'économie Monde était en contradiction avec l'écosystème planétaire. C'est une crise à la fois des modes de production et des modes de consommation mondiaux.

C'est une crise de la modernité occidentale jusque dans ses formes scientifiques. C'est donc une crise de civilisation. La différence avec ce que nous vivons il y a dix ans, c'est la prise de conscience de la crise. Ce premier élément de rupture plonge l'Europe en crise profonde. Elle a perdu son statut de puissance dominante évidente.

Le second élément de rupture tient dans la réponse des peuples à la crise : le point de départ est en Tunisie et en Égypte, avec un nouveau cycle de lutte et de révolutions. Ces insurrections apportent beaucoup d'éléments nouveaux :

- 1) ce sont des oligarchies rentières qui ont pris le pouvoir dans les bourgeoisies. Le capitalisme s'est concentré dans des clans affairistes. Ces clans se sont beaucoup isolés des populations et on retrouve l'illustration de cet isolement à travers la maxime du mouvement Occupy Wall Street : « *Vous êtes 1 %* » ;
- 2) elles éclairent aussi sur l'évolution très profonde des sociétés du Sud. On a maintenant des sociétés scolarisées. Elles ne sont plus isolées car une partie de la jeunesse est émigrée mais garde le contact. Au-delà des pays arabes, on les retrouve au Chili, en Angleterre, en Croatie, etc. ;
- 3) les grandes évolutions, en ce qui concerne les idées et les valeurs, se font au niveau des régions, même si les issues politiques sont nationales. Les grandes démocratisations se font par grandes régions. Ça démarre en Tunisie et en Égypte – la forme est nationale – mais les idées circulent au niveau de la région. Ce sont ces mouvements qui construisent les régions.

D'après le sociologue Jean-Michel Chaumont, le peuple est le produit de l'histoire de ses luttes ; la région aussi. Elle est en train de se construire, y compris contre ses élites. Ce cycle a ses spécificités dans le Maghreb et le Machrek, mais il a traversé la Méditerranée pour se retrouver en Espagne, au Portugal, en Grèce et ailleurs. On ne l'a cependant pas vu au même niveau en Italie et en France, peut être parce que la politique y adopte des formes plus institutionnelles.

Ce qu'il y a de nouveau c'est que la démocratisation repose d'une façon nouvelle la question des rapports entre islam et démocratie. Les Frères musulmans sont divisés. Ennahda, en Tunisie, également. Les partis islamistes ne représentent plus toute la société alors que leur prétention idéologique est de représenter toute la société.

L'évolution de l'AKP en Turquie, en démontrant qu'il n'y avait pas de fatalité dans l'évolution des partis islamistes, a fortement contribué au Printemps arabe. L'évolution de l'islam politique sous ses différentes acceptations est une des questions majeures. Les partis se référant à l'islam ont rejoint les mouvements, mais n'en ont pas été à l'origine : ils doivent apprendre à tenir compte des autres courants qui existent dans les sociétés. Ces partis acceptent aujourd'hui de se confronter à l'exercice du pouvoir. On retrouve une position qu'avait défendue, il y a vingt ans, Raymond Benhaïm (économiste), considérant que « *l'islamisme est une étape et une des formes de la sécularisation de l'islam* ».

Pour de nouvelles régulations à l'échelle régionale, dans un cadre global

LE SCÉNARIO QUI CONSISTE à maintenir une mondialisation de type néolibéral est catastrophique car il ne peut se traduire que par des guerres et des catastrophes. On peut s'appuyer sur un autre scénario de régions autocentrées, développant des coopérations. Pour que la coopération soit possible il faut définir une régulation internationale nouvelle, qui prenne en compte des questions de gouvernance mondiale lesquelles ne peuvent être résolues à des échelles régionale ou nationale. Prenons pour exemple la question des migrations ou celle du climat. Il faut les appréhender à l'échelle globale même si les applications seront nationales ou locales.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

C'EST MON ESPACE d'origine, c'est l'idée de la diversité, des souks, des marchés, des villes. C'est un espace d'échanges et d'inattendu.

- 1) La Méditerranée est un espace où les personnes et les groupes se définissent par une très grande générosité. Elle peut aller jusqu'à des formes d'organisations claniques, voire clientélistes. Elle est caractérisée par un amour de la vie, de la couleur.
- 2) C'est aussi un espace marqué par une grande impétuosité. La violence est maîtrisée par le groupe. Les conflits sont prompts à éclater mais ils restent le plus souvent contrôlés et ne dégénèrent pas.
- 3) C'est enfin l'inattendu et l'invention qui caractérisent la créativité méditerranéenne.

“ Repenser la relation économique entre les deux rives dans un partage plus juste

Radhi Meddeb

Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de Paris (1973) et de l'École nationale supérieure des Mines de Paris (1975), Radhi Meddeb est président d'Ipemed. Après un début de carrière à la Compagnie des phosphates de Gafsa (1977-1982), puis à la Société tuniso-saoudienne d'investissement et de développement (1982-1987), il crée en 1987, Comete Engineering, dont il est le PDG. Il a été fondateur et directeur général de Arab Leasing International Finance (Arabie saoudite) (1987-2006) et de Algerian Saudi Leasing (Luxembourg) (1990-2006). Il a fondé en 2011 l'association Action et développement solidaire et a publié *Ensemble, construisons la Tunisie de demain, modernité, solidarité et performance*. Il est administrateur de la Banque tuniso-koweïtienne (BTK) en Tunisie pour le compte Groupe BPCE (France), membre de son Comité d'audit permanent, membre du Comité d'investissement du fonds d'Investissement, Altermed Capital, membre du conseil d'administration de l'université Al Manar à Tunis. Il est enfin membre du Mena Advisory Panel, auprès de la Banque mondiale.

Un espace qui fait sens, mais une réalité faite de fractures

L'ESPACE EURO-MÉDITERRANÉEN est pertinent : la mondialisation se heurtant à des limites (avec le changement climatique, la nécessité de réduire le temps de transports), il apparaît nécessaire aujourd'hui de construire des espaces régionaux. L'espace méditerranéen fait sens mais ce n'est pas pour autant une réalité.

La perception de cet espace au Nord et au Sud n'est pas la même. Au Sud, l'espace méditerranéen, au sens de la construction méditerranéenne, a été pris en charge par les élites politiques. Ce n'est pas un sujet pour les peuples qui n'en ont quasiment jamais entendu parler. Cette situation tient au déficit de démocratie dans le Sud, où les questions fondamentales ne sont jamais discutées avec les peuples et sont accaparées par les élites. S'ajoute à cela le fait que la politique méditerranéenne de l'Europe a toujours eu un soubassement sécuritaire : « *Érigeons des barrières* ». On a été dans le sens de la fragmentation et non de la construction. Il y a une nécessité historique d'intégration vers laquelle il faut tendre et une réalité du terrain faite de fractures. La Méditerranée,

c'est l'une des régions les moins intégrées économiquement dans le monde.

Il y a une diaspora des pays du Maghreb très importante au Nord. Par exemple, plus d'un million de Tunisiens vivent à l'étranger dont 90 % en Europe, principalement en Espagne, en France et en Italie.

Il y a de multiples raisons de dire qu'il faut partager et échanger. Cependant, aujourd'hui, ce partage et cet échange deviennent plus durs avec la crise. On voit les opinions se cabrer, les échanges humains se tarir. Le pays vers lequel tous les Tunisiens tournaient leur regard, la France, ne veut plus d'étudiants ni de diplômés du supérieur, ne veut plus d'échanges ni de visas légaux. La France a adopté une stratégie de fermeture. L'élite est de moins en moins formée en Europe, elle l'est localement ou au Canada et aux États-Unis. Ces éléments préparent une rupture économique annoncée. Ces élites échangeront davantage avec les pays dont elles partagent la culture, là où elles ont été formées.

Une histoire partagée, partiellement niée

IL Y A DES VALEURS méditerranéennes, une histoire méditerranéenne mais on est encore loin d'une identité. Il y a eu l'histoire partagée mais les peuples d'aujourd'hui n'en ont pas toujours conscience. Le discours qui tend à s'imposer au Sud est un discours identitaire qui nie une partie de ce partage. L'identité arabo-musulmane ne commence qu'au IX^e siècle alors que notre histoire au Maghreb est vieille de trois mille ans avec des brassages qui fondent notre richesse.

Les mutations en cours dans la rive Sud et Est de la Méditerranée vont avoir un impact sur les relations euro-méditerranéennes. Mais je crains que cet impact n'aille pas dans le sens de la coopération. Les nouveaux régimes renforcent la dimension islamiste de la région. Aujourd'hui, le premier réflexe des nouvelles autorités est de créer de nouvelles relations avec les pays du Golfe. On parle d'approfondissement de l'identité arabo-musulmane. On s'oriente vers des pays *a priori* plus accueillants : la Turquie qui n'oppose de visa à aucun pays arabe.

Considérer la région comme un tremplin vers le marché mondial

L'UPM EST NÉE D'UNE BONNE idée : la région doit se construire économiquement car il y a des complémentarités objectives, une main-d'œuvre au Sud de plus en plus éduquée et abondante avec un différentiel de coût important avec les pays du Nord. Entre deux personnes

ayant suivi les cours des mêmes universités, les coûts salariaux sont d'un rapport de un à trois, et plus bas dans l'échelle de un à dix. Ceci peut donner lieu à des coopérations utiles si elles permettent de maximiser la valeur ajoutée produite globalement dans la région. Il y a de plus en plus de secteurs bien maîtrisés dans les pays du Sud. Il faut considérer la région comme un tremplin vers le marché mondial.

Le Maroc a une stratégie d'internationalisation vers son Sud, l'Afrique sub-saharienne, qui passe par le domaine des services : la banque, l'assurance, les télécoms et les transports aériens. L'exemple de Vivendi est frappant : sa participation dans la filiale Maroc Télécom constitue une tête de pont pour aller vers l'Afrique. Quand Renault s'installe à Tanger Med, ce n'est pas le marché marocain qu'il vise, il veut faire du Maroc un pôle de production devant irriguer une partie du monde. Dans sa stratégie globale, Renault a tiré la conclusion que ce positionnement lui permettait d'être plus compétitif à l'échelle mondiale.

Tout cela veut dire qu'il faut repenser la relation entre les deux rives dans un partage plus intelligent. Il ne s'agit pas de délocaliser des chaînes de production entières dans les pays du Sud, mais de trouver un juste partage, de manière à produire plus dans le Sud et à bénéficier de ses avantages compétitifs.

Il y a de plus en plus de voix qui s'élèvent pour sortir du tête à tête avec l'Europe, d'autant que les dynamiques d'aujourd'hui ne sont pas nécessairement en Europe. Ces voix appellent à une mondialisation plurielle, fondée sur la performance et la compétitivité, basée sur la diversification de nos partenariats économiques et commerciaux. À titre d'exemple, le parc automobile tunisien est essentiellement français. On peut se demander pourquoi le parc automobile dans nos pays est plus français qu'il ne l'est en France même ? C'est parce que ce sont des secteurs de rente qui tirent leurs ressources de la proximité avec le pouvoir. Ce sont finalement les populations qui paient les surcoûts.

Reconstruire un partenariat en étant proche des populations

IL FAUT CHANGER L'APPROCHE, établir un partenariat qui serait souhaité par les populations, en mettant en œuvre une stratégie de participation, être dans la proximité pour construire quelque chose dont elles se sentiraient porteuses. Les accords signés entre l'Europe et les pays tiers méditerranéens ont relevé jusque-là des contrats d'adhésion : il faut passer à des contrats de partenariat. L'Europe avait pour simple

préoccupation le libre-échange. Or le libre-échange n'a jamais entraîné le développement : l'Afrique subsaharienne francophone du temps de la colonisation était dans le libre-échange avec la France. Il faut des initiatives fortes qui intègrent la dimension humaine, par exemple un programme Erasmus intégrant le Sud et l'Est de la Méditerranée. Il faut donner la possibilité aux jeunes d'accéder au même niveau de formation que leurs homologues du Nord et d'aller respirer à Londres, Milan ou ailleurs. Il faut également mettre en place des visas de circulation pour les professionnels : le développement ne doit avoir d'autre but que l'homme. La dimension culturelle et humaine est fondamentale.

Il faut aussi lever une hypothèque : le conflit israélo-palestinien est un frein majeur à la construction de la région. Ce problème est trop complexe pour pouvoir être résolu par la seule UE vieillissante, empêtrée dans ses problèmes économiques et identitaires.

Erik Orsenna a dit : « *Le rythme des projets d'eau est incompatible avec le rythme de la démocratie occidentale* ». Entre le moment de leur conception et celui de leur mise en fonctionnement, il peut s'écouler jusqu'à trente ans (Canal de Suez, projet mer Morte-mer Rouge...) alors qu'en démocratie, les mandats sont de quatre à cinq ans. Les politiques sont dans le temps court alors que la construction de la région ne peut se faire que sur le long terme. L'aboutissement de cette construction échappera nécessairement à ses initiateurs.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

LA CULTURE : sagesse, patrimoine, paysage, gastronomie. La paix malgré les multiples zones de fractures. Le partage de cette mer intérieure. Et un regret : trop peu d'initiatives méditerranéennes sont prises au niveau du football et des festivals de musique.

“ Pour une Convention euro-méditerranéenne

Miguel Moratinos

Diplomate espagnol et homme politique du PSOE, Miguel Angel Moratinos a été ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, et envoyé spécial pour la paix au Proche-Orient de l'Union européenne.

Parler d'espace méditerranéen est nécessaire

PARLER D'UN ESPACE méditerranéen, c'est parler de la diversité dans l'unité. Peut-on établir une homogénéité entre l'Europe, les Balkans, le Maghreb et le Machrek ? Peut-être pas, mais c'est un choix politique légitime avec des enjeux et des défis en raison des crises qui peuvent affecter les deux rives. Crise au Proche-Orient, problèmes migratoires, disparités économiques et sociales, tout cela nous oblige à faire le choix politique de la légitimité de l'espace Méditerranée. Sans quoi, on restera dans l'incertitude au Sud comme au Nord : quelle sera la nouvelle place de l'UE ? Sans une lecture commune de l'espace, il sera impossible de garantir notre futur avenir.

Beaucoup de personnalités ont envisagé la thèse de l'identité méditerranéenne. Cependant, j'aime citer Amin Maalouf qui dit que le débat sur les identités est un faux débat. L'accumulation d'identités, comme cela est dit dans son ouvrage *Les identités meurtrières*, c'est ce qui donne sa personnalité à une personne et à un espace géopolitique. L'histoire des idées, des cultures, les modes de vie, les comportements et le voisinage géographique créent une identité méditerranéenne mais cette identité ne se manifeste pas contre la diversité. Elle a été faite de plusieurs diversités dans un concept plus large. De Braudel à nos jours, on retrouve l'identité méditerranéenne.

La libre circulation des hommes et des femmes pourrait nous rapprocher

LA PREMIÈRE DISPARITÉ réside dans le développement économique : L'Europe passe par un moment de stagnation ; c'est la crise, certes, mais en gardant un taux élevé de PIB *per capita*. La disparité de richesses et

de croissance entre les deux rives est plus grande que dans d'autres régions du monde. Il y a aussi une disparité culturelle, parce qu'on a considéré que l'ordre se réduisait à des croyances, qu'on ne pouvait pas avoir un même code de respect et de valeurs, de principes universels et qu'islam et démocratie s'affrontaient. Les jeunes ont pris le drapeau de la dignité et de la liberté tout en gardant leur croyance, leur façon de vivre et leur culture. Il y a une différence et une disparité. Au Nord, cette divergence est vécue comme une disparité.

En matière de complémentarité, le Sud a des hommes et des femmes prêts à travailler. Si l'Europe veut continuer à croître, elle aura besoin de main-d'œuvre et de gens formés. Il y a un énorme potentiel économique en Europe alors que la démographie est négative. La libre circulation des hommes et des femmes, bien réglée avec un changement total des mécanismes de visa et de contrôle pourraient nous rapprocher. Économiquement parlant, le Sud a beaucoup d'énergie et un pacte énergétique devrait être établi entre le Nord et le Sud. Il faudrait également y intégrer la nouvelle économie verte et le Plan solaire méditerranéen. Un autre volet important concerne la sécurité alimentaire, il faut instituer la PAC euro-méditerranéenne, qui puisse être à la hauteur de ce siècle.

Ce qui se passe au Sud peut changer la donne

LA NOUVELLE RÉALITÉ politique et sociale au Sud pourrait donner une nouvelle légitimité à l'espace méditerranéen. Après cette période initiale et volontariste que le Nord a voulu imposer au Sud, c'est maintenant le Sud qui a toute sa légitimité politique, qui a pris le pouvoir. Les acteurs de ce pouvoir ne sont pas sur la même ligne conceptuelle qu'au Nord. Cela ne veut pas dire qu'ils sont dépourvus de capacité ou de légitimité pour agir en tant qu'égaux. Avant il n'y avait pas d'égalité car il y avait un vrai manque de démocratie au Sud et c'était là une entrave à une coopération réelle. Maintenant les acteurs sont réels au Nord comme au Sud. Mais le Nord, préoccupé par la crise économique et financière, en oublie son propre voisinage. Les Européens sont obsédés par les marchés financiers globaux, les bourses asiatiques, mais ne se préoccupent pas de créer une zone de prospérité et de développement à leur porte. Les potentiels économiques d'investissement, de développement au Sud, la construction d'un marché intérieur plus intégré et capable de répondre aux attentes de l'économie de l'UE ne sont pas considérés comme une priorité par les pays membres.

J'ai entendu des commentaires inquiétants venant de ces nouveaux acteurs qui travaillent sur l'avenir de leur pays. Je suis inquiet car ce que j'ai entendu n'était pas uniquement dû aux discours des Européens, mais aussi au blocage maroco-algérien. L'idée du « 5+5 » et du Maghreb uni ne les intéressent pas. Ils parlent d'alliance Égypte-Libye-Golfe car ils ne font pas le pari d'un Maghreb intégré et uni à cause de l'impasse entre Alger et Rabat, en envisageant une union du Sud regardant à l'Est, et non au Nord. Ceci casserait la relation avec l'Europe, c'est pourquoi il faudrait surmonter ce différend intermaghrébin.

L'UPM : une absence de volonté politique

JE NE SUIS PAS trop négatif sur le processus institutionnel de l'UPM. En revanche, je suis critique sur l'attitude des acteurs politiques qui n'ont pas été à l'écoute des tendances identifiées dans les années 1980, ce qui nous avait permis de lancer en 1995 le Partenariat. À l'époque, c'était une révolution diplomatique. Il s'agissait d'une approche globale nouvelle car il n'y avait pas d'instance internationale qui, dans sa charte, établisse à la fois des politiques de sécurité, d'économie, de finance, des politiques qui touchent au social, à l'humain et au culturel. Les gens doivent relire la déclaration de Barcelone. Presque tout est là et les événements qui se passent aujourd'hui sont prévus et annoncés.

On avait conscience qu'on ne pouvait pas changer le monde avec une seule conférence. C'est pour cela que l'on a adopté le terme de *processus* pour pouvoir avancer dans la réforme politique avec des gains économiques et financiers (grâce à une aide majeure de l'UE), établir un dialogue très fort en matière de droits de l'homme, rencontrer les sociétés civiles, accompagner les efforts de paix au Proche-Orient avec une coopération multilatérale. Tout devait se faire en même temps et finalement le politique a bloqué : l'arrêt du processus de paix a contaminé l'ensemble du processus de Barcelone. Il y a eu des difficultés propres à un processus diplomatique lourd car il fallait travailler à vingt-sept avec des États d'Europe centrale qui n'avaient pas toujours les mêmes visions.

Le processus de Barcelone ayant fait son chemin, il fallait le refonder. Lors de mon intervention à l'université de la Valette, avant le discours du candidat Sarkozy, j'ai salué son engagement méditerranéen et j'ai proposé une union euro-méditerranéenne. Son discours comportait des sous-entendus (dire non à la Turquie, casser Barcelone et que la France reprenne la main sur la Méditerranée) et une réalité : don-

ner un élan au partenariat euro-méditerranéen. À l'origine, le candidat Sarkozy ne voulait pas entendre parler de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, ce qui revenait à casser Barcelone. À la fin, il a dû accepter en raison des pressions espagnoles et surtout allemandes. Il y avait trois grandes nouveautés dans le projet du 13 juillet 2008 : un dialogue politique de très haut niveau avec des sommets de chefs d'État pour parler stratégie politique ; une réforme importante des institutions avec la coprésidence permettant un travail d'égal à égal et en commun avec la création du secrétariat de l'UPM à Barcelone et des projets concrets pour les citoyens des deux rives de la mer.

Malheureusement le bilan est nul car personne n'a voulu se réunir deux ans plus tard : les deux coprésidents n'ont pas été à la hauteur des défis. Du côté des projets, rien n'a émergé par manque de volonté politique au Nord et au Sud. C'est pour cela que je dresse un constat triste et pessimiste. On ne va pas découvrir la Méditerranée à nouveau. On a des instruments, un secrétariat, des projets identifiés qu'il faut mettre sur pied. C'est au Sud qu'il revient de faire le pas. Mais personne, même si la région prend un nouveau départ, n'a eu le courage de dire *Réunissons-nous*. Il y a une absence absolue de volonté politique.

Il y a urgence à relancer la politique euro-méditerranéenne

LA LIBYE AVEC SES 1 000 kilomètres de côtes méditerranéennes pourra adhérer. Il faut adapter nos instruments financiers et donner une vision politique en accord avec la nouvelle démocratie dans tous les pays. Il faut travailler avec l'UE pour avoir des statuts avancés/privilégiés (comme le Maroc) et établir une zone de libre-échange. Cela passe par une remise en question de la gouvernance. La gouvernance économique doit être adaptée pour créer un véritable espace. L'euro peut être la monnaie de référence et il faut créer une Banque euro-méditerranéenne avec la participation de tous les États riverains, des pays du Golfe, des États-Unis, de ceux qui veulent investir dans la région. Il est urgent de promouvoir l'investissement privé et public. On ne peut pas continuer le bricolage financier actuel qui associe la BEI (Femip), les lignes de crédit de la Banque européenne de reconstruction et de développement. Ce sont des actions ponctuelles qui ne sont pas intégrées et qui ont des philosophies différentes. Il faut changer les perceptions mutuelles et pour cela la circulation des personnes doit être facilitée. Les gens du Sud perçoivent l'Europe comme une forteresse qui les isole du monde.

Enfin le culturel est essentiel pour construire la nouvelle identité de ce siècle. On ne peut pas nier la réalité de l'islam politique qui a été choisi de façon démocratique par les populations. Il faudrait garantir par les règles de l'État de droit une Constitution qui garantisse les acquis politiques et démocratiques dans chaque pays de la région. C'est pour cela que je suis favorable à une Convention euro-méditerranéenne. La Tunisie pourrait être l'endroit où des hommes politiques, des représentants des gouvernements, des parlementaires, des hommes d'affaires, des personnalités du monde de la culture, des ONG, des membres la société civile se réunissent pendant six mois et proposent la Constitution de ce nouvel espace euro-méditerranéen.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

C'EST PASSION ET RÉFLEXION, amour et haine, sérénité et orage, mythe, rêve et réalité. C'est tout. C'est la vie.

“ La décolonisation commence maintenant

El Mouhoub Mouhoud

Professeur d'économie à l'université Paris Dauphine, El Mouhoub Mouhoud est aussi directeur du Groupement de Recherches international du CNRS Dreem (Développement des recherches économiques internationales euroméditerranéennes).

L'espace méditerranéen, des zones différentes qui se chevauchent

IL EXISTE UNE IDENTITÉ historique, à l'évidence, une culture, une spécificité méditerranéenne, une communauté de valeurs et de destins. Mais l'existence d'une identité ne signifie pas que la construction institutionnelle se soit faite sur ces bases. On peut identifier des zones différentes qui se chevauchent. La construction historique l'a emporté sur la construction identitaire et s'est traduite par des liens bilatéraux entre chacun des pays du Sud de la Méditerranée et les pays de la rive Nord – notamment la France qui a joué un rôle déterminant. L'histoire coloniale a créé une construction euro-méditerranéenne particulière, verticale, et cette construction voit aujourd'hui ses bases remises en cause.

Le paradoxe, c'est que ce n'est pas le processus de décolonisation des années 1960 qui a déconnecté le Sud du Nord ni au sens économique ni au sens politique du terme ; bien au contraire, les processus de polarisations bilatérales se sont renforcés après les indépendances, en particulier pour les pays du Maghreb. Les pays du Nord, singulièrement la France, et ceux du Sud ont dès lors scellé un pacte avec les nomenklaturas au pouvoir au Sud. Les changements qui ont vu le jour dans les années 1980, surtout en Algérie, ont été freinés par ce pacte. La décolonisation n'a pas déstructuré les liens coloniaux traditionnels et historiques mais les révolutions arabes l'ont fait. C'est paradoxalement aujourd'hui que les risques de déconnexion se présentent sérieusement.

La coopération Sud-Sud va rééquilibrer la coopération Sud-Nord

JUSQU'À PRÉSENT, les économies étaient ancrées bilatéralement à l'Europe. Aujourd'hui, un basculement vers une intégration régionale est en

cours. Cette diversification des échanges fait qu'ils pourront s'accélérer à l'aune des bouleversements arabes. Aucun pays ne restera sur les bases classiques ni de son commerce ni de son intégration régionale.

La coopération Sud-Sud se renforcera et cela renouvellera la coopération Sud-Nord, encore fondée sur l'ancien pacte des relations méditerranéennes. Ce pacte repose sur des accords bilatéraux, sur les bases de la spécialisation traditionnelle. Dans ce cadre, les accords de Barcelone ont provoqué des effets limités et négatifs pour les pays, qui ont été compensés par une demande de légitimation politique des nomenklaturas. Ces relations apparaissent comme une perpétuation des accords coloniaux et ont renforcé les tares des pays, en particulier au Maghreb (polarisation, chômage des diplômés, spécialisation dans peu de secteurs). Cette verticalité, qui faisait que chaque pays était relié à l'Europe et à son ancienne puissance coloniale dans ce jeu de pacte (légitimation politique internationale des États du Sud en échange d'un accord de libre-échange qui leur est défavorable), va à l'encontre du désir des populations. La rupture actuelle est l'occasion de reconnecter les éléments d'une légitimité spatiale avec la culture, les institutions et l'économie.

L'avenir est à un renforcement des accords d'intégration régionale au Sud et à l'Est de la Méditerranée, entre les pays. C'est le moyen le plus efficace de la renégociation et de la restructuration des rapports avec le Nord. Ce mouvement est en frémissement. Il faut l'évaluer à travers l'impact du Gafta (*Great Arab Free Trade Agreement*) qui joue un grand rôle dans le démantèlement des barrières tarifaires, même si des barrières non tarifaires continuent à être érigées. À cela s'ajoute le rôle de la Turquie dans la région : ces prémisses d'une construction méditerranéenne pourraient opérer une connexion, une correspondance, entre l'identité méditerranéenne et les institutions, la politique, l'économie.

Plus qu'un destin arabe c'est un destin méditerranéen maghréboturc qui se dessine comme une alternative au projet français d'UPM. La Tunisie a commencé à comprendre cela en refusant les accords de réadmission des migrants qui sont au cœur du dispositif actuel.

L'Europe peut peser pour inciter au regroupement Sud-Sud et apaiser les conflits

LE PROCESSUS INSTITUTIONNEL de l'UPM a été fondé sur la base de ce qui correspondait à une demande des nomenklaturas du Sud au pouvoir et une offre de l'UE. Les révoltes arabes auraient dû avoir lieu plus tôt :

le pacte externe a retardé ces évolutions. Il faut revoir le volet agricole : il va y avoir un retour de l'agriculture dans ces pays, d'autant plus que l'industrie a énormément reculé. En Algérie par exemple, la part de l'industrie est passée de 30 % du PIB dans les années 1970 à 4 % en 2010. Le processus de désindustrialisation fut tout à fait dramatique. Il faut remettre le volet agricole au cœur du processus, ne pas accepter le volet protectionniste de la PAC. Il faut remettre également les services dans ce processus en prenant au mot l'OMC pour organiser un grand espace de mobilité en Euro-Méditerranée et poser ces propositions sur la table de manière multilatérale et non bilatérale.

L'intérêt des États du Sud comme du Nord de la Méditerranée est de poursuivre un rapport bilatéral. Seule la Commission serait encline à provoquer un rapport multilatéral en exigeant qu'en échange, il y ait une obligation pour les États du Sud de venir ensemble autour de la table de négociation. C'est l'action que pourrait faire l'Europe avec ces pays. Cela prendrait du temps et la crise économique n'est pas propice à cela. Dans le jeu institutionnel, la Commission est la mieux placée pour jouer ce rôle et porter une nouvelle stratégie européenne. Cette approche me semble très porteuse pour le Maghreb et la Turquie, plus que pour la Libye et la Mauritanie. Il faut aussi œuvrer à lever les obstacles israélo-palestinien et maroco-algérien : le Parlement européen est un acteur fondamental en la matière.

Des relations « appropriées » avec les pays émergents

ON SOUS-ESTIME les effets de la révolution tunisienne. Le mouvement ressemble à une tectonique des plaques avec d'abord, l'implosion des rapports avec l'Union européenne, puis une forte demande d'intégration régionale au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Le troisième élément perturbateur réside dans le positionnement de la région, intégrée au sein du Gafsa, mais avec aussi des accords bilatéraux transatlantiques avec le Nord et le Sud américains. Le Brésil et la Chine sont deux entités différentes dans leur géopolitique économique. Ils voient la région avant les autres dans une optique renouvelée : ils entretiennent avec elle des relations beaucoup plus symétriques, pacifiées avec des échanges culturels. Les firmes chinoises ne sont pas du tout dans la relation traditionnelle : au contraire, elles sont présentes sur le marché des biens non échangeables, de la construction (BTP), avec des financements appropriés, bien que la manière dont les contrats sont passés avec les entreprises

chinoises reste problématique du point de vue du contenu en main d'œuvre locale. On constate sur la rive Sud de la Méditerranée l'émergence de nouveaux partenaires et une technologie adaptée. L'offre turque est appropriée et les besoins des entreprises correspondent à ceux des entreprises algériennes. Il en va de même des entreprises brésiliennes. C'est le cadre des relations économiques à reconstruire à partir des pays du Sud de la Méditerranée.

Les trois scénarios pour l'intégration méditerranéenne

ON PEUT IMAGINER la rive Nord continuant à jouer un rôle clé dans les échanges avec le Sud de la Méditerranée sur des bases renouvelées, impulsées par une politique de voisinage qui s'en donne les moyens. On peut imaginer, et c'est à la fois probable et souhaitable, l'autonomie du Sud et de l'Est de la Méditerranée prenant leur destin en main, approfondissant leur intégration mutuelle et renégociant ensuite leurs rapports avec le Nord sur de meilleures bases pour les peuples du Sud. On peut enfin envisager la perturbation et la dégénérescence de ces rapports en contrepoint du scénario vertueux.

Garantir la libre circulation des compétences

POUR REDONNER SENS au processus, je préconiserais une refonte des accords de libre-échange avec l'ouverture du volet agricole et des activités de services. Il faut garantir la libre circulation des compétences. Les programmes de recherche européens pluriannuels pourraient être développés et intégrer systématiquement les laboratoires du Sud. Le coût de cet élargissement de l'espace de la recherche au Sud serait faible et bénéfique pour les deux parties. Il pourrait ainsi émerger un espace intégré de la connaissance : il faut donc connecter des programmes de recherche des universités, des laboratoires, et renforcer la mobilité des équipes scientifiques. L'Europe doit favoriser la réussite d'une stratégie de rattrapage du Sud par les services et par l'économie de la connaissance. Il faut voir que l'innovation peut également provenir des services.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

C'EST UN ESPACE de pluralité culturelle à destin commun. Tout se passe comme si la décolonisation commençait maintenant.

“ Les révolutions arabes ont bouleversé la perception de l’espace méditerranéen

Hans Stark

Secrétaire général du Comité d’études des relations franco-allemandes depuis 1991 et chercheur à l’Ifri depuis 1989, Hans Stark enseigne à l’IEP de Paris depuis 2002. Depuis 2005, il est maître de conférence à l’université de la Sorbonne nouvelle, Paris III (UFR d’études européennes).

Un espace divisé et entremêlé

L’ESPACE MÉDITERRANÉEN a un sens socioculturel fort, un sens d’appartenance très ancienne. Il est en même temps divisé par des appartenances religieuses différentes : musulmane, mais aussi orthodoxe et catholique. C’est de plus en plus un espace de passage : certains pays sont à cheval sur la Méditerranée et l’Europe du Nord – la France et l’Italie par exemple – car il n’y a pas de frontière en Europe entre l’espace méditerranéen et l’Europe du Nord. C’est aussi un espace de passage pour les hommes : les accords Schengen consacrent la liberté de mouvement des biens, des capitaux, des services et des hommes. L’Europe méridionale n’est pas la seule à être concernée par le sujet, l’Union européenne et les Balkans sont également parties prenantes.

Pour les Allemands, qu’est-ce que la Méditerranée ?

L’ALLEMAGNE ENTRETIENT des rapports très forts avec la Turquie, qui est un pays méditerranéen à part entière : elle n’est donc pas si éloignée que cela de la Méditerranée. Israël est également, pour des raisons historiques, très proche de l’Allemagne. Celle-ci s’intéresse donc de très près à la Méditerranée, mais elle le fait différemment de la France qui, depuis le général de Gaulle et la décolonisation, a élaboré une politique arabe spécifique. Cet espace va du Maroc au Liban. Avoir des intérêts en Turquie et en Israël donne une perception différente de cette zone. L’Allemagne n’a pas d’autre choix que de mener une politique de soutien envers Israël, même s’il y a eu des signaux forts en Allemagne quand

Israël a évoqué une opération en Iran. « *La sécurité d'Israël relève de la raison d'État de l'Allemagne* », a dit la chancelière Angela Merkel, c'est une bonne synthèse de notre position, où l'Allemagne est presque prisonnière d'une politique pro-israélienne.

Nos liens avec la Turquie ont été avant tout tissés par l'immigration qui concerne en Allemagne quatre à cinq millions de personnes. C'est un facteur culturel fort sur le plan démographique qui a généré une plus grande sensibilité aux problèmes et aux engagements géopolitiques de la Turquie. Cela peut être embarrassant quand la Turquie et Israël ont des relations tendues. Ces rapports se situent au-delà de l'économie et sont véritablement politiques.

Je suis allemand. Les Français nés sur la rive méditerranéenne se sentent appartenir à cet espace caractérisé par un mode de vie et un système de valeurs particulier. Je ne me sens pas y appartenir.

La convergence n'existe pas

LE DÉVELOPPEMENT DES niveaux de vie n'a pas permis un rapprochement entre les deux rives. L'objectif principal du processus de Barcelone, la convergence économique, n'a pas été atteint et cela pour des raisons démographiques et d'intégration régionale. Par ailleurs, la liberté de mouvement est garantie au Nord de la Méditerranée par la communauté européenne tandis qu'au Sud cette liberté est entravée par des frontières fermées et des politiques de visa très restrictives.

Les révolutions ont bouleversé la perception de cet ensemble en raison de leur médiatisation : l'opinion publique qui était peu sensibilisée aux problématiques méditerranéennes est désormais confrontée tous les soirs au monde arabe et à la Méditerranée. Les personnes qui s'intéressent à ce monde constatent que la situation politique, très figée auparavant, commence à s'ouvrir, parfois dans la violence, à un mouvement de démocratisation. Cette transition est différente de celle qu'ont connue les pays de l'Est mais c'est une transition, avec tous ses risques et tous ses espoirs.

Des politiques européennes peu convaincantes

IL EST DIFFICILE DE TIRER un bilan positif de l'UPM, née dans une position d'affrontement entre Madame Merkel et Monsieur Sarkozy : le projet initial ne comprenait que les pays riverains tandis que l'Allemagne voulait une politique globale UE-Méditerranée. On en comprend

les raisons car l'Allemagne n'est pas riveraine mais elle a des intérêts très prononcés en Israël et en Turquie. On peut cependant s'interroger sur la pertinence de l'approche. De plus, la politique agricole peut constituer un obstacle au projet. Les décisions seront difficiles quelles que soient les options prises : ce projet comporte un risque fort de néocolonialisme, et a été fondé avec deux dirigeants, Moubarak et Ben Ali qui ont été les premiers à quitter le pouvoir.

Le processus de Barcelone n'est pas beaucoup plus convaincant : il a été conçu sur le modèle d'Helsinki alors que la réalité de la CSCÉ (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) de 1975 n'a rien à voir avec celle de Barcelone en 1995. Elle a été perçue comme une ingérence alors qu'en Europe de l'Est, la pression politique extérieure a permis des avancées démocratiques. Les enjeux qui priment – politique de développement, visa, agriculture, accords commerciaux – ne réconcilient pas le Nord et le Sud.

Le bilan est donc très mitigé car les révolutions arabes n'ont pas été anticipées : l'UPM n'a pas été un outil d'accompagnement de ces révolutions et maintenant il faut attendre les transitions pour voir si la Tunisie et l'Égypte peuvent continuer à assurer l'infrastructure politique de cette UPM au-delà de 2013.

La Politique européenne de voisinage, Barcelone et les politiques nationales ne sont pas identiques. Cela relève d'un problème plus large inhérent à l'Union européenne : la PESDC (Politique européenne de sécurité et de défense commune) et les politiques nationales coexistent. L'articulation avec la Politique européenne de voisinage me paraît difficile car elle manque de ressources financières. En effet, l'Algérie est un pays trop riche pour qu'on puisse exercer une quelconque pression sur elle, la Libye n'a pas besoin de cette politique telle qu'elle est aujourd'hui. L'Égypte, au contraire, en aurait besoin, mais elle est très insuffisante à son endroit.

L'Europe a besoin d'immigration

LES POLITIQUES MIGRATOIRES actuelles sont très restrictives. Les populations du Sud qui arrivent au Nord sont dans une grande précarité sur le plan personnel. Il y a tant de travail à faire pour les informer que parfois le développement local vaut mieux qu'un départ. On ne peut cependant pas fermer les portes : les échanges universitaires doivent être maintenus et l'Europe a besoin de l'immigration. En Italie, en

Espagne, en Grèce, les populations vieillissent et l'on manque de jeunes, mais la pénurie d'emploi les pousse à partir vers le Nord. Il y a en outre un mouvement de migration interne à l'Union européenne qui va du Sud vers le Nord. Ce mouvement complique encore davantage la situation pour les ressortissants du Maghreb. Paradoxalement, l'Italie aurait besoin de main-d'œuvre dans certains secteurs.

Privilégier des coopérations sectorielles

IL FAUT PRIVILÉGIER des coopérations ciblées comme on le faisait avec la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) : les coopérations sectorielles permettent d'avancer sans aborder tout de suite les questions institutionnelles. L'eau constitue, par exemple, l'un des secteurs dans lequel une coopération poussée serait pertinente et elle a été identifiée comme tel par l'U.P.M. L'énergie est un autre secteur d'importance : l'Allemagne est sortie du nucléaire et l'Europe est donc très dépendante en matière d'énergie. Nous avons ce projet pharaonique Desertec qui va d'une façon ou d'une autre aider aussi les pays maghrébins. La Méditerranée pourrait devenir exportatrice d'énergie solaire, en plus d'exporter du gaz et du pétrole. Le domaine de la coopération entre les universités est lui aussi essentiel.

Je soutiendrai un projet d'Union maghrébine qui mérite ce nom avec un accompagnement par l'Union européenne. Il faudrait lui adjoindre une carotte financière et régler le problème du Sahara occidental. Le «5+5» constitue une piste qui n'a jamais été véritablement explorée et qui a l'avantage d'inclure la Libye et la Mauritanie. On en parle beaucoup car il a l'avantage de constituer une avant-garde méditerranéenne. C'est une structure logique qui n'est pas en contradiction avec les intérêts européens.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

DOUCEUR ET COMPLEXITÉ. C'est le berceau de l'humanité, et avec l'Afrique, le berceau des civilisations. On lui doit beaucoup, c'est un espace de rêve et de douceur de vivre, mais aussi un espace compliqué du point de vue culturel et qui a ses propres problèmes.

“ Une communauté ne se décrète pas, elle découle de liens tissés et de projets communs

Hubert Védrine

Ancien ministre français des Affaires étrangères (1997-2002), Hubert Védrine a créé en 2003 une société de conseil en stratégie géopolitique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Le Temps des chimères* et, en collaboration avec Pascal Boniface, *l'Atlas du Monde global* et *l'Atlas des crises et des conflits*.

L'espace méditerranéen est pluriel

L'ESPACE MÉDITERRANÉEN est un espace géographique ou océanographique qui possède une multitude de sens : arabe au Sud (et encore il faut distinguer entre les pays arabes qui peuvent lui accorder des sens différents), israélien, turc, européen (les pays européens ont également plusieurs visions de cet espace). Comme concept politique, l'espace méditerranéen demeure théorique.

L'idée d'Euro-Méditerranée représente le lieu contradictoire de tous les possibles : là où on se rencontre, où on s'affronte, mais aussi là où peuvent coopérer diverses influences, dont celle des Européens. Des liens ont été créés par les affrontements séculaires, les échanges, les mouvements de population. Le climat, l'agriculture, constituent des points communs évidents. Pour autant, il me semble excessif de parler d'identité méditerranéenne. Tous les riverains de la Méditerranée ont plus ou moins conscience d'être méditerranéens. Mais ils sont avant tout quelque chose d'autre, quelque chose lié à leur pays, avant d'être méditerranéens. *Être méditerranéen* demeure une idée vague.

Les disparités entre les deux rives de la Méditerranée sont majeures sur tous les plans, et les concurrences multiples. Les complémentarités potentielles sont de plusieurs sortes : énergétiques, migratoires, économiques en général, mais elles ne sont pas données d'emblée, elles doivent être construites patiemment.

Il est trop tôt pour savoir ce que changeront les révolutions arabes

LES RÉVOLUTIONS ARABES ne changent pas les fondamentaux géographiques et historiques de l'ensemble méditerranéen. Mais elles créent, en Europe, avec un temps de retard, l'espérance d'une modernisation politique *heureuse* au Sud. Il est trop tôt pour parler de nouvelles élites du Sud car elles ne sont pas encore établies. Il ne faut pas les confondre avec les initiateurs des révolutions qui se réclament des valeurs universelles, mais qui ne constitueront pas forcément les futures élites au terme des processus électoraux en cours.

Le processus institutionnel de l'Union pour la Méditerranée est un processus mort-né. L'idée d'Union était prématurée ; en tout cas au niveau politique en raison des différents conflits : Proche-Orient, Turquie-Chypre, Maroc-Algérie, etc. Pour pacifier et sécuriser l'espace méditerranéen il convient au préalable de résoudre les conflits (en premier lieu celui du Proche Orient). Pour aller dans cette direction, on a besoin de favoriser le développement, donner des perspectives à la jeunesse, cogérer humainement mais de façon prévisible les flux migratoires.

Il faut une politique européenne vis-à-vis de la Méditerranée et une coopération Sud-Sud

LES EUROPÉENS SONT bien obligés d'avoir une politique au Sud. Mais elle est trop globale, pas assez adaptée à chaque cas. Elle est trop abstraite et trop paternaliste (aide trop conditionnelle du Nord vers le Sud). En outre, il y a plusieurs politiques européennes : une politique de la Commission ; une politique de chaque pays européen riverain ; une politique de chaque grand pays européen. Enfin une coopération Sud-Sud permettrait aux pays du Sud de mieux défendre leurs intérêts face à l'Europe ou à la Commission et déboucherait finalement sur une meilleure coopération Nord-Sud. Il faut envisager une coopération euro-méditerranéenne dans des termes précis et concrets : des grands projets, domaine par domaine, à géométrie variable. Pour les participants, le champ est vaste. La Commission européenne en a répertorié beaucoup depuis longtemps : codéveloppement écologique, infrastructures, cogestion des mouvements migratoires.

Concernant les politiques migratoires, sujet difficile et prioritaire, en tout cas en Méditerranée occidentale, il faut les traiter au moyen d'une cogestion appropriée. L'échec sur la question migratoire peut faire capoter tout le processus euro-méditerranéen.

La relation euro-méditerranéenne doit être basée sur un partenariat. La difficulté tient au fait qu'on se pose en permanence la question : *Qui est alors le partenaire de l'Europe ?* La seule approche utile pour le moment ce serait la mise en place de projets concrets à géométrie variable. Si j'étais en situation de décider, j'accélérerais l'élaboration et le lancement de projets, rapidement visibles pour les sociétés. Rien d'institutionnel, rien de global.

Pour les Brics, l'espace méditerranéen n'est pas perçu comme un ensemble homogène, mais pays par pays, en fonction de leurs besoins, de leurs intérêts et des opportunités. Pour les États-Unis, l'espace méditerranéen est d'abord vu comme un espace de sécurité (pétrole, Israël).

Les pays moteurs de la région pourraient-ils être l'équivalent de la relation France-Allemagne ? Je ne le pense pas car les processus ne sont pas comparables. Ou alors, pour suivre la comparaison, Israël et ses voisins arabes après un accord créant l'État palestinien. La Turquie pense peut-être pouvoir jouer un rôle central en Méditerranée orientale.

Une *communauté* méditerranéenne ne se décrète pas. Elle découlera peu à peu des liens tissés entre Europe et Maghreb et de la réalisation de projets communs, si les blocages actuels sont surmontés.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

UNE MER MAGNIFIQUE bordée de peuples aux destins contraires.

“ Les moyens pour établir une coopération euro-méditerranéenne

René Yerly

Économiste libanais, René Yerly travaille pour une grande institution internationale à Beyrouth et enseigne dans l'une des principales universités de son pays.

Il n'y a plus d'espace méditerranéen

ON NE PEUT PAS PARLER aujourd'hui d'un espace méditerranéen. On ne peut parler d'espace que s'il y a des interactions fortes ou, au contraire, une situation de conflit : la Méditerranée ne remplit pas ces deux conditions. Il n'y a pas de conflit entre les rives Nord et Sud mais plutôt des conflits larvés sur la rive Sud, et il n'y a de coopération approfondie qu'entre l'UE et le Maghreb. Le Machrek, lui, est tourné de plus en plus vers le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et s'éloigne de l'Europe. L'indifférence et l'éloignement croissants du Machrek (Turquie incluse) par rapport à l'UE empêchent de plus en plus de parler d'un espace méditerranéen.

Le fossé culturel et social entre les deux rives s'est aggravé depuis l'après-guerre. Les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée (Psem) sont, pour les gens du Nord, à la fois des lieux de loisir et d'aventure et des mondes instables et inquiétants, d'où il fait bon partir pour rentrer chez soi.

Pour les populations des Psem, les pays de la rive Nord ont des valeurs de plus en plus étrangères et seuls les citoyens du Maghreb s'y installent, contraints par la recherche d'un emploi, car ils n'ont pas accès aux marchés du travail des pays du CCG. Très peu de citoyens du Machrek s'y installeraient de nos jours, même après y avoir fait leurs études.

Des traits communs

L'HOMME ADOPTE, pour des raisons tout à fait rationnelles, des modes de vie identiques quand les conditions naturelles et climatiques le sont. « Ici [en Méditerranée], la vie est à prendre. En Europe [du Nord], elle est à construire » (Albert Camus). Il existe une amertume face à cette Europe

travailleuse, l'Europe du Nord, celle où l'on construit. D'où cette image de l'homme méditerranéen « *sceptique, susceptible et résigné* ». Il existe donc des traits partagés entre peuples méditerranéens.

Autre trait commun entre les populations des Psem : il n'y a pas de sentiment d'appartenance à une société fondée sur la redistribution. Celle-ci ne s'effectue que dans la famille, d'où le développement d'un individualisme forcené qui empêche le respect des normes de conduite permettant de prévoir des comportements économiques et sociaux ainsi que le respect des normes de justice. Ce manque de prévisibilité du cadre économique, social et légal est aggravé par le caractère prédateur des élites politiques qui rend le cadre légal lui-même fluctuant ou peu transparent car soumis aux intérêts des hommes politiques du moment. L'État s'est également révélé incapable de favoriser le développement d'une éducation de qualité.

Cela dit, les choses changent : les rythmes de vie et de travail dans les Psem se sont alignés progressivement sur ceux du Nord et on constate beaucoup de dynamisme dans de nombreux Psem ce qui ne veut pas dire une productivité élevée tant les obstacles au développement de l'activité économique y sont nombreux.

L'UPM, un pari perdu d'avance

AVEC L'UNION POUR LA Méditerranée (UPM), l'accent a été mis sur des projets régionaux globaux comme le projet de dépollution de la Méditerranée ou celui du Plan solaire méditerranéen. Mais ces projets ne correspondent pas à l'intérêt véritable des populations des Psem qui, à titre d'exemple, seraient davantage intéressées par des projets de dépollution des eaux usées de leur voisinage immédiat que par la dépollution de la Méditerranée. Les deux reviennent peut-être au même, mais la formulation en dit long : ces projets apparaissent, en fin de compte, comme beaucoup trop destinés à profiter aux touristes et aux consommateurs européens.

Sur un autre plan, l'idée de projets regroupant quelques pays néglige le climat de méfiance et, parfois, d'hostilité larvée qui prévaut entre pays de la rive Sud et Est. Peu de pays de cette rive, partageant une frontière commune, entretiennent de bonnes relations. Comment amener de tels pays à coopérer ? Le pari de l'UPM était perdu d'avance. Le bilan est donc négatif car le projet partait, une fois de plus, d'une mauvaise connaissance des réalités de terrain.

Trop peu de confiance en l'Europe pour s'engager dans une Union méditerranéenne

L'EUROPE N'A PAS ÉTÉ perçue jusqu'à présent par les populations des Psem comme un partenaire sincère en raison de ses positions dans le conflit israélo-arabe, des relations qu'elle a longtemps entretenues avec les dirigeants et de son alignement sur les politiques américaines au Moyen-Orient, qui sont perçues comme destinées à faire main basse, par tous les moyens, sur les ressources en hydrocarbures de la région. La manière dont elle ménage les régimes des pays pétroliers du ccc sur la question des droits de l'homme, de la démocratie et de la gouvernance renforce cette impression. Il faudrait un énorme changement d'attitude de la part de l'Europe sur le dossier israélo-arabe et envers les pays pétroliers pour qu'une relation de confiance se crée entre elle et les populations des Psem, condition *sine qua non* pour que se développe une union méditerranéenne.

Par ailleurs, sur le plan économique, les pays du Machrek n'accepteront jamais de se lier à l'Europe de manière privilégiée et de sacrifier à cette relation les liens bien plus avantageux qu'ils ont développés avec les pays du ccc. Ce n'est pas le cas du Maghreb, mais cela est suffisant pour dire qu'une union méditerranéenne, qui suppose une union économique, n'a aucune chance de voir le jour.

L'aide aux Psem devrait être conditionnée à l'adoption de l'acquis communautaire

IL N'EST PAS CERTAIN que les Psem aient toujours envie de coopérer avec l'Union européenne dans le sens où celle-ci l'a compris jusqu'à présent. La conséquence en a souvent été une faible appropriation par les Psem des projets mis en avant par l'UE. Celle-ci devrait se présenter comme un partenaire prêt à écouter les demandes de conseils et de dons des Psem. L'aide (conseils et dons) devrait être conditionnée à l'adoption de l'acquis communautaire. L'UE tâcherait de bâtir des consensus entre les différentes forces politiques du pays afin de minimiser les risques au cas où un changement dans les rapports de force politiques a lieu, afin d'inscrire son aide dans le long terme. L'aide serait généreuse : non plus des prêts mais bien des dons pour le financement d'infrastructures et pour l'envoi de conseillers, de formateurs et d'enseignants en nombre suffisant pour que l'impact soit véritable et constatable. En cas de refus de l'acquis communautaire par les dirigeants des

Psem, l'aide qu'ils réclament ne leur serait pas accordée. Ceci ne devrait pas empêcher le financement d'infrastructures de base dans les régions rurales, souvent ignorées des pouvoirs publics, car cela contribuerait fortement à rapprocher de l'UE les populations de ces régions, abandonnées la plupart du temps à des influences rétrogrades.

Par ailleurs, l'Union européenne serait disposée à accueillir les produits manufacturés et les produits agricoles des Psem, sans exiger la réciprocité. En effet, l'ouverture des Psem aux produits européens menace réellement le décollage de leur industrie et de leur agriculture tandis que la réciproque n'est pas vraie. L'UE doit absolument faire la preuve que son aide n'est pas liée à l'ouverture de débouchés pour son industrie et pour son agriculture, ce qui a trop souvent été le cas jusqu'à présent. L'ouverture commerciale des Psem serait discutée, une fois que leurs entreprises seraient en mesure de concurrencer celles des pays de l'Union.

Enfin, elle devrait comprendre que le partenariat exige, au nom de la théorie des avantages comparatifs, de sacrifier aux Psem la production de produits à faible valeur ajoutée, notamment de certains produits agricoles de base.

Pour relancer une dynamique euro-méditerranéenne, moi, dirigeant européen, je ramènerais chaque réfugié palestinien dans la ville ou le village d'où son père ou son grand-père a été chassé voici soixante ans.

— ***Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?***

UN LIEU DE BEAUTÉ et de lumière. La civilisation gréco-romaine. Un lieu unique de rencontre des civilisations où le pire côtoie le meilleur.

“ Un désir très fort d’émancipation

Héla Yousfi

Maître de conférences à l’université Dauphine en sociologie des organisations, Héla Yousfi enseigne le management interculturel, le management stratégique et la théorie des organisations. Elle a particulièrement travaillé et publié sur l’influence de la culture politique sur le fonctionnement des entreprises dans les pays arabes. Ses travaux portent également sur les enjeux culturels des politiques de développement économiques et des changements institutionnels. Elle est notamment l’auteure de *Poulina : un management tunisien, Notes et documents* (Agence française de développement).

Un espace de codes communs mais une construction politique théorique

ON PEUT PARLER d’espace méditerranéen à deux niveaux. Il existe un espace au sens anthropologique du terme, défini par des codes culturels communs, en particulier par un code de l’honneur. Il est fondé sur l’importance de la famille, du clan, sur un rapport particulier à l’autorité, ainsi que sur une conception commune des rapports de l’individu au groupe. Cependant, mes travaux de recherche qui portent sur l’impact de la culture politique sur les pratiques de gestion dans les pays arabes, m’ont révélé que cette conception de l’honneur prend une forme différente selon les pays. En France, l’honneur est souvent lié à la question de la place que l’on occupe dans la hiérarchie sociale. En Tunisie ou au Liban, il s’exprime davantage dans les interactions avec l’autre où la relation entre les individus est minutieusement codée. À ce niveau anthropologique s’ajoute un niveau folklorique : cet espace partage traditions culinaires, soleil, mer, musique... Enfin, l’histoire, violente et passionnelle, partagée par les deux rives permet aussi de parler d’un espace commun.

Au niveau politique cet espace est une construction théorique, désincarnée. Le décalage entre cette construction et l’unité anthropologique que forme cet espace est impressionnant. Les projets d’Union pour la Méditerranée et de processus de Barcelone, s’apparentent à une tentative de domination de la rive Sud de la Méditerranée. Il s’agit d’une initiative de la rive Nord qui scelle un pacte artificiel entre les élites économiques et politiques du Nord et du Sud, en décalage complet avec les

préoccupations des populations. Les peuples ne s'y retrouvent pas et les révolutions arabes en témoignent.

Une identité méditerranéenne à géométrie variable

JE PENSE QUE OUI il y a une identité méditerranéenne. Mais l'identité est une construction qui dépend de la manière dont on est perçu ou comment on veut se voir. Ainsi, je peux décider en tant que tunisienne d'être méditerranéenne en Italie, en Espagne, mais africaine au Sénégal, et arabe au Liban.

En Tunisie, du côté du littoral, l'élite francophone revendique plus facilement l'identité méditerranéenne et Bourguiba avait déjà développé le concept de *tunisianité* ancrée dans la Méditerranée pour se démarquer du mouvement nationaliste arabe. Tandis que dans l'arrière-pays, les gens se disent arabes ou berbères. La question de la Méditerranée ne se pose pas à Sidi-Bouزيد par exemple.

Des malentendus entre Nord et Sud sur la perception des révolutions arabes

ON VOIT LA PERSISTANCE d'un grand malentendu en dépit de l'avènement des révolutions arabes. Deux aspects méritent d'être soulignés. Premièrement, les peuples arabes sont en train de changer de regard sur eux-mêmes. Ils s'approprient une identité qui a été doublement confisquée : d'abord par les dictatures mais aussi par l'Occident qui les a largement soutenues. Un désir d'émancipation très fort se fait sentir chez les peuples arabes, vis-à-vis des régimes en place et aussi des tutelles (françaises et autres). Le Sud veut s'émanciper du Nord en cherchant aussi d'autres partenariats avec d'autres pays.

Les révoltes arabes révèlent également le malentendu énorme qui pèse sur les relations entre les deux rives : l'Europe ne persiste à voir les réalités arabes qu'à travers la catégorie religieuse. Les médias français par exemple ont entretenu une vision binaire des enjeux politiques en Tunisie en couvrant les événements exclusivement sous le prisme du clivage entre *islamistes* et *démocrates*. La présence d'un mouvement social fort en Tunisie, et ce depuis 2008, a été occultée. L'expression d'*hiver islamiste* au sujet des élections tunisiennes montre bien cette incapacité à voir la réalité dans sa complexité. Ennahda, le parti islamiste qui a eu 40 % des sièges de la Constituante, ne gouverne pas seul en Tunisie : il forme une coalition avec deux formations politiques dont les leaders sont des anciens militants des droits de l'homme.

Ce qui est frappant dans ce qui s'est passé en Tunisie, c'est que les régions marginalisées de l'intérieur ont déclenché la révolution sur la base des revendications socio-économiques (droit au travail, inégalités régionales, corruption). Elles ont été ensuite rejointes par la bourgeoisie sur le thème de la liberté d'expression, et déjà, les intérêts n'étaient plus les mêmes. Ce clivage est encore sensible, il s'observe également à travers l'apparition de nouveaux mots dans le débat national. Un des premiers débats qui a été soulevé après le départ de Ben Ali était celui de la sécularisation de l'État. Le concept classiquement utilisé est le mot arabe *almana* (la sécularisation) et on voit soudainement l'irruption d'un mot nouveau *al laikia* (laïcité directement transposée en arabe) qui a crispé l'opinion publique. D'abord, le mot a été compris comme un concept emprunté, visant l'identité arabo-musulmane de la Tunisie. Ensuite, le débat autour de la laïcité a été perçu comme le moyen d'éviter les enjeux socio-économiques de la révolution.

Les prises de position comme celles du président Marzouki sur la nécessité de rééquilibrer les rapports entre la France et la Tunisie représentent une rupture symbolique importante qui témoigne d'une volonté d'émancipation très forte d'un certain nombre de Tunisiens de la tutelle française. Le parti Ennahda, s'il est en train de renforcer ses rapports avec des pays comme le Qatar ou la Turquie, tient un discours pragmatique sur l'Europe et sur la Méditerranée, actant que nos intérêts, en particulier avec la France, sont importants et qu'il convient de rassurer les investisseurs et de maintenir nos relations avec l'Europe.

Enfin, il reste un acteur majeur, l'UGTT – la première centrale syndicale en Tunisie – qui a joué le rôle de structure intermédiaire entre le mouvement social et le gouvernement. Elle défend les acquis sociaux et progressistes de la Tunisie tout en plaidant pour une alternative économique qui rompt avec le modèle économique néolibéral mis en place par l'ancien régime et défendu actuellement par Ennahda.

Construire une solidarité arabe, ancrée sur les aspirations des sociétés

PREMIÈREMENT, le nom même du projet, *Euromed*, est symptomatique du rapport ambivalent entre les rives Nord et Sud de la Méditerranée : une partie de l'Europe n'est-elle pas méditerranéenne ? Le mot le plus approprié pour parler du projet pourrait être le terme de coopération euro-arabe. Je n'entends pas le terme *arabe* au sens de l'unité fusionnelle ou mythique mais au sens d'un espace politique et écono-

mique à construire, notamment pour établir des rapports plus égalitaires avec l'Europe. Même si elles prenaient des formes locales, les révoltes arabes ont montré des aspirations universelles : dignité, liberté, justice sociale. Ces aspirations communes constituent la base d'une solidarité à construire entre les pays arabes. Une solidarité qui, pour être durable, devra prendre appui sur les préoccupations locales des populations. C'est seulement quand les peuples auront réussi à mettre en place des gouvernements démocratiques que cet espace régional arabe rêvé pourra voir le jour.

Deuxièmement, le cœur du problème est le conflit israélo-palestinien : tant qu'il n'est pas réglé, l'espace euro-arabe ne pourra pas se construire et Euromed ou l'Union méditerranéenne resteront une tentative vaine de faire accepter Israël par les États arabes. Pour les pays du Sud de la Méditerranée, il ne s'agit pas de rompre avec l'Europe mais de construire un rapport plus équilibré, d'égal à égal. Pour cela, il faut que les négociations avec l'Europe ne se fassent plus pays par pays mais à l'échelle du Maghreb ou plus largement à l'échelle de l'ensemble des pays de la rive Sud. C'est la responsabilité des pays du Sud que de parvenir à s'entendre pour pouvoir peser sur les rapports de force avec la rive Nord de la Méditerranée.

Une écoute attentive des peuples pour refonder un partenariat euro-méditerranéen

AVANT DE PARLER de refonder le partenariat euro-méditerranéen, il est important de poser le diagnostic de l'échec à la fois économique et politique. La refondation du partenariat doit s'affranchir du pacte implicite nocif qui a longtemps prévalu entre les élites économiques et politiques des deux rives, où s'échangeaient maintien des intérêts économiques contre maîtrise de l'immigration et lutte contre le terrorisme. Cette refondation ne peut faire l'économie d'une écoute attentive des peuples du Sud qui expriment un désir fort d'émancipation et aspirent à des relations plus égalitaires avec le Nord.

La communauté méditerranéenne est une communauté culturelle de fait. Pourra-t-elle incarner un autre projet plus ambitieux ? Cela sous-entend qu'on doit réussir à trouver le moyen de triompher d'une histoire hautement compliquée.

Premiers chantiers : régler le conflit israélo-palestinien et solder le colonialisme

LE RÈGLEMENT DU CONFLIT israélo-palestinien et la reconnaissance symbolique des problèmes engendrés par le colonialisme (en particulier en ce qui concerne l'Algérie) sont les premiers chantiers. Ensuite, il est important de réhabiliter un droit universel, celui de la libre circulation des hommes. En France et un peu partout en Europe, on observe la dégradation des conditions d'accueil des immigrés sans parler des difficultés à octroyer des visas ou encore des titres de séjour. Il est indispensable de trouver des solutions à ce type de problèmes si on veut relancer une vraie dynamique euro-méditerranéenne ou, dois-je dire, euro-arabe. Quant aux rapports de pouvoir et de domination entre le Nord et le Sud, la seule condition à mon avis pour arriver à une vraie coopération c'est que la rive Sud de la Méditerranée arrive à construire un espace régional politique et économique solide.

— *Qu'est-ce que la Méditerranée pour vous ?*

SI LOIN SI PROCHE. Soleil et passion.

*Achévé d'imprimé en octobre 2012
par France Quercy
sur papier certifié FSC.*

Que dire aujourd'hui de la Méditerranée, des relations entre ses rives, à la lumière des bouleversements intervenus au Sud et de la crise qui frappe le Nord ? Les entretiens, menés entre octobre 2011 et septembre 2012 avec 30 personnalités d'horizons différents, font apparaître un kaléidoscope d'où trois idées fortes ressortent. La première est que toute construction doit se faire à partir des sociétés, en lien avec elles et non en partant des constructions institutionnelles. La deuxième est que les projets devront être lancés dans un premier temps entre pays et sociétés volontaires, en des géographies variables : plusieurs périmètres de projets communs peuvent coexister. La troisième idée partagée est que le temps du surplomb du Nord sur le Sud est terminé. Une construction commune ne pourra émerger sur l'espace méditerranéen que sur des bases réellement égalitaires, ce qui implique aussi le développement des échanges entre les pays du Sud.

Cet ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité ; tous les points de vue ne sont pas représentés. Il a simplement l'ambition de recueillir des réflexions et de bousculer des idées reçues.

AGNÈS LEVALLOIS est arabisante, journaliste, consultante spécialiste du monde arabo-musulman et conseillère éditoriale à Ipmed. Elle a publié notamment *Moyen-Orient mode d'emploi* (Ed. Stock, 2002).

JACQUES OULD AODIA est chercheur en économie-politique du développement et président de l'ONG franco-marocaine Migrations & Développement. Il a publié notamment *Croissance et Réformes dans les pays arabes méditerranéens* (Ed. Karthala, Paris, 2008).